

REPÚBLICA DE



CABO VERDE

BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO - 140\$00

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

O preço dos anúncios é de 1\$ o linha. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas ou com tabelas intercaladas no texto será o respectivo espaço acrescentado de 30%. Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.

ASSINATURAS:

	Ano	Semestre
Para o País	1 000\$00	600\$00
Para países de expressão portuguesa...	1 500\$00	800\$00
Para outros países	1 800\$00	1 000\$00
AVULSO Por cada duas páginas...	4800	

Os períodos de assinaturas centam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

Todos os originais com destino ao Boletim Oficial devem ser enviados à Administração da Imprensa Nacional até às 16 horas de quinta-feira de cada semana.

Os que o forem depois da data fixada ficarão para o número da semana seguinte.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo selo branco.

5.º SUPLEMENTO

SUMÁRIO

ASSEMBLEIA NACIONAL POPULAR:

Lei n.º 12/III/86:

Ratifica a Carta Africana dos Direitos do Homem e dos Povos.

Resolução n.º 9/III/86:

Adopta as Resoluções da 9.ª Conferência da União dos Parlamentos Africanos (UPA) e da 75.ª e 76.ª Conferências da União Interparlamentar e recomenda ao Governo a sua aplicação.

CONSELHO DE MINISTROS:

Decreto n.º 109/86:

Cria um Consulado Honorário na cidade de Hamburgo, República Federal da Alemanha.

Decreto n.º 110/86:

Cria um Consulado Honorário na cidade de Viena.

Decreto n.º 111/86:

Cria um Consulado Honorário na cidade de Las Palmas de Gran-Canária.

MINISTÉRIO DA ADMINISTRAÇÃO LOCAL E URBANISMO:

Portaria n.º 73/86:

Confirma o orçamento do Município da Praia para o ano económico de 1987.

Ministério da Administração Local e Urbanismo:

Direcção-Geral da Administração Local.

Contas e balancetes diversos.

ASSEMBLEIA NACIONAL POPULAR

Lei n.º 12/III/86

de 31 de Dezembro

Sobre a ratificação da Carta Africana dos Direitos do Homem e dos Povos

Por mandato do Povo, a Assembleia Nacional Popular, decreta nos termos da alínea b) do artigo 58.º da Constituição, o seguinte:

Artigo 1.º

Nos termos da alínea h) do artigo 58.º da Constituição, é ratificada a Carta Africana dos Direitos do Homem e dos Povos, assinada na sede da OUA; aos 31 de Março de 1986, cujo texto em língua francesa e a respectiva tradução não oficial em português fazem parte integrante da presente lei, a que vêm anexos.

Artigo 2.º

A presente lei entra imediatamente em vigor, e a mencionada Carta produzirá efeitos de conformidade com o que nela se estipula.

Aprovada em 20 de Dezembro de 1986.

O Presidente da Assembleia Nacional Popular, *Abílio Augusto Monteiro Duarte*

Promulgada em 31 de Dezembro de 1986.

Publica-se.

O Presidente da República, **ARISTIDES MARIA PEREIRA.**

A Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

Preamble

Les Etats africains membres de l'OUA, parties à la présente Charte qui porte le titre de «Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples».

Rappelant la décision 115 (XVI) de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, en sa Seizième Session Ordinaire tenue à MONROVIA (Libéria) du 17 au 20 Juillet 1979, relative à l'élaboration d'un avant-projet de Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, prévoyant notamment l'institution d'organes de promotion et de protection des Droits de l'Homme et des Peuples»;

Considérant la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine, aux termes de laquelle, «la liberté, l'égalité, la justice et la dignité sont des objectifs essentiels à la réalisation des aspirations légitimes des peuples africains»;

Réaffirmant l'engagement qu'ils ont solennellement pris à l'Article 2 de ladite Charte, d'éliminer sous toutes ses formes le colonialisme de l'Afrique; de coordonner et d'intensifier leur coopération et leurs efforts pour offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples d'Afrique, de favoriser la coopération internationale en tenant dûment compte de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme;

Tenant compte des vertus de leurs traditions historiques et des valeurs de civilisation africaine qui doivent inspirer et caractériser leurs réflexions sur la conception des droits l'homme et des peuples;

Reconnaissant que d'une part, les droits fondamentaux de l'être humain sont fondés sur les attributs de la personne humaine, ce qui justifie leur protection internationale et que d'autre part, la réalité et le respect des droits du peuple doivent nécessairement garantir les droits de l'homme;

Considérant que la jouissance des droits et libertés implique l'accomplissement des devoirs de chacun;

Convaincus qu'il est essentiel d'accorder désormais une attention particulière au droit au développement; que les droits civils et politiques sont indissociables des droits économiques, sociaux et culturels, tant dans leur conception que dans leur universalité, et que la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels garantit la jouissance des droits civils et politiques;

Conscients de leur devoir de libérer totalement l'Afrique dont les peuples continuent à lutter pour leur indépendance véritable et leur dignité et s'engageant à éliminer le colonialisme, le néocolonialisme, l'apartheid,

le sionisme, les bases militaires étrangères d'agression et toutes formes de discrimination, notamment celles fondées sur la race, l'éthnie, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou l'opinion politique;

Réaffirmant leur attachement aux libertés et aux droits de l'homme et des peuples contenus dans les déclarations, conventions et autres instruments adoptés dans le cadre de l'Organisation de l'Unité Africaine, du Mouvement des Pays Non-Alignés et de l'Organisation des Nations Unies;

Fermement convaincus le leur devoir d'assurer la promotion et la protection des droits et libertés de l'homme et des peuples, compte dûment tenu de l'importance primordiale traditionnellement attachées en Afrique à ces droits et libertés;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

PREMIERE PARTIE

Des droits et des devoirs

CHAPITRE I

Des droits de l'homme et des peuples

Article premier

Les Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine, parties à la présente Charte, reconnaissent les droits, devoirs et libertés énoncés dans cette Charte et s'engagent à adopter des mesures législatives ou autres pour les appliquer.

Article 2

Toute personne a droit à la jouissance des droits et libertés reconnus et garantis dans la présente Charte sans distinction aucune, notamment de race, d'éthnie, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

Article 3

1. Toutes les personnes bénéficient d'une totale égalité devant la loi.

2. Toutes les personnes ont droit à une égale protection de la loi.

Article 4

La personne humaine est inviolable. Tout être humain a droit au respect de sa vie et à l'intégrité physique et morale de sa personne. Nul ne peut être privé arbitrairement de ce droit.

Article 5

Tout individu a droit au respect de la dignité inhérente à la personne humaine et à la reconnaissance de sa personnalité juridique. Toutes formes d'exploitation et d'avilissement de l'homme notamment l'esclavage, la traite des personnes, la torture physique ou morale, et les peines ou les traitements cruels inhumains ou dégradants sont interdites.

Article 6

Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Nul ne peut être privé de sa liberté sauf pour des motifs et dans des conditions préalablement déterminés par la loi; en particulier nul ne peut être arrêté détenu arbitrairement.

Article 7

1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue. Ce droit comprend:

- a) le droit de saisir les juridictions nationales compétentes de tout acte violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus et garantis par les conventions, les lois, règlements et coutumes en vigueur;
- b) le droit à la présomption d'innocence, jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie par une juridiction compétente;
- c) le droit à la défense, y compris celui de se faire assister par un défenseur de son choix;
- d) le droit d'être jugé dans un délai raisonnable par une juridiction impartiale.

2. Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui ne constituait pas, au moment où elle a eu lieu une infraction légalement punissable. Aucune peine ne peut être infligée si elle n'a pas été prévue au moment où l'infraction a été commise. La peine la plus personnelle et ne peut être frappée que le délinquant.

Article 8

La liberté de conscience, la profession et la pratique libre de la religion, sont garanties. Sous réserve de l'ordre public, nul ne peut être l'objet de mesures de contrainte visant à restreindre la manifestation de ces libertés.

Article 9

1. Toute personne a droit à l'information.
2. Toute personne a le droit d'exprimer et de diffuser ses opinions dans le cadre des lois et règlements.

Article 10

1. Toute personne a le droit de constituer librement des associations avec d'autres, sous réserve de se conformer aux règles édictées par la loi.
2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association sous réserve de l'obligation de solidarité prévue à l'article 29.

Article 11

Toute personne a le droit de se réunir librement avec d'autres. Ce droit s'exerce sous la seule réserve des restrictions nécessaires édictées par les lois et règlements, notamment dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté d'autrui, de la santé, de la morale ou des droits et libertés des personnes.

Article 12

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat, sous réserve de se conformer aux règles édictées par la loi.
2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien et de revenir dans son pays. Ce droit ne peut faire l'objet de restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques.

3. Toute personne a le droit, en cas de persécution, de rechercher et de recevoir asile en territoire étranger, conformément à la loi de chaque pays et aux conventions internationales.

4. L'étranger légalement admis sur le territoire d'un Etat partie à la présente Charte ne pourra en être expulsé qu'en vertu d'une décision conforme à la loi.

5. L'expulsion collective d'étrangers est interdite. L'expulsion collective est celle qui vise globalement des groupes nationaux, raciaux, ethniques ou religieux.

Article 13

1. Tous les citoyens ont le droit de participer librement à la direction des affaires publiques de leur pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis, ce, conformément aux règles édictées par la loi.

2. Tous les citoyens ont également le droit d'accéder aux fonctions publiques de leur pays.

3. Toute personne a le droit d'user des biens et services publics dans la stricte égalité de tous devant la loi.

Article 14

Le droit de propriété est garanti. Il ne peut y être porté atteinte que par nécessité publique ou dans l'intérêt général de la collectivité, ce, conformément aux dispositions des lois approuvées.

Article 15

Toute personne a le droit de travailler dans des conditions équitables et satisfaisantes et de percevoir un salaire égal.

Article 16

1. Toute personne a le droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre.

2. Les Etats parties à la présente Charte s'engagent à prendre des mesures nécessaires en vue de protéger la santé de leurs populations et de leur assurer l'assistance médicale en cas de maladie.

Article 17

1. Toute personne a droit à l'éducation.
2. Toute personne peut prendre part librement à la vie culturelle de la Communauté.
3. La promotion et la protection de la morale et des valeurs traditionnelles reconnues par la Communauté constituent un devoir de l'Etat dans le cadre de la sauvegarde des droits de l'homme.

Article 18

1. La famille est l'élément naturel et la base de la société. Elle doit être protégée par l'Etat qui doit veiller à sa santé physique et morale.

2. L'Etat a l'obligation d'assister la famille dans sa mission de gardienne de la morale et des valeurs traditionnelles reconnues par la Communauté.

3. L'Etat a le devoir de veiller à l'élimination de toute discrimination contre la femme et d'assurer la protection des droits de la femme et l'enfant tels que stipulés dans les déclarations et conventions internationales.

4. Les personnes âgées ou handicapées ont également droit à des mesures spécifiques de protection en rapport avec leurs besoins physiques ou moraux.

Article 19

Tous les peuples sont égaux; ils jouissent de la même dignité et ont les mêmes droits. Rien ne peut justifier la domination d'un peuple par un autre.

Article 20

1. Tout peuple a droit à l'existence. Tout peuple a un droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination. Il détermine librement son statut politique et assure son développement économique et social selon la voie qu'il a librement choisie.

2. Les peuples colonisés ou opprimés ont le droit de se libérer de leur état de domination en recourant à tous moyens reconnus par la Communauté internationale.

3. Tous les peuples ont droit à l'assistance des Etats parties à la présente Charte, dans leur lutte de libération contre la domination étrangère, qu'elle soit d'ordre politique, économique ou culturel.

Article 21

1. Les peuples ont la libre disposition de leurs richesses et de leurs ressources naturelles. Ce droit s'exerce dans l'intérêt exclusif des populations. En aucun cas, un peuple ne peut être privé.

2. En cas de spoliation, le peuple spolié a droit à la légitime récupération de ses biens ainsi qu'à une indemnisation adéquate.

3. La libre disposition des richesses et des ressources naturelles s'exerce sans préjudice de l'obligation de promouvoir une coopération économique internationale fondée sur le respect mutuel, l'échange équitable, et les principes du droit international.

4. Les Etats parties à la présente Charte s'engagent, tant individuellement que collectivement, à exercer le droit de libre disposition de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, en vue de renforcer l'unité et la solidarité africaines.

5. Les Etats parties à la présente Charte s'engagent, à éliminer toutes les formes d'exploitation économique étrangère, notamment celle qui est pratiquée par des monopoles internationaux, afin de permettre à la population de chaque pays de bénéficier pleinement des avantages provenant de ses ressources nationales.

Article 22

1. Tous les peuples ont droit à leur développement économique, social et culturel, dans le respect de leur liberté et de leur identité, et à la jouissance égale du patrimoine commun de l'humanité.

2. Les Etats ont le devoir, séparément ou en coopération, d'assurer l'exercice du droit au développement.

Article 23

1. Les peuples ont droit à la paix et à la sécurité tant sur le plan national que sur le plan international. Le principe de solidarité et de relations amicales affirmé implicitement par la Charte de l'Organisation des Nations Unies et réaffirmé par celle de l'Organisation de l'Unité Africaine aux rapports entre les Etats.

2. Dans le but de renforcer la paix, la solidarité et les relations amicales, les Etats, parties à la présente Charte, s'engagent à interdire:

a) qu'une personne jouissant du droit d'asile aux termes de l'article 12 de la présente Charte entreprenne une activité subversive dirigée contre son pays d'origine ou contre tout autre pays parties, à la présente Charte;

b) que leurs territoires soient utilisés comme base de départ d'activités subversives ou terroristes dirigées contre le peuple de tout autre Etat, à la présente Charte.

Article 24

Tous les peuples ont droit à un environnement satisfaisant et global, propice à leur développement.

Article 25

Les Etats parties à la présente Charte ont le devoir de promouvoir et d'assurer, par l'enseignement, l'éducation et la diffusion, le respect des droits et des libertés contenus dans la présente Charte, et de prendre des mesures en vue de veiller à ce que ces libertés et droits soient compris de même que les obligations et devoirs correspondants.

Article 26

Les Etats parties à la présente Charte ont le devoir de garantir l'indépendance des Tribunaux et de permettre l'établissement et le perfectionnement d'institutions nationales appropriées chargées de la promotion et de la protection des droits et libertés garantis par la présente Charte.

CHAPITRE II

Des devoirs

Article 27

1. Chaque individu a des devoirs envers la famille et la société, envers l'Etat et les autres collectivités légalement reconnues et envers la Communauté internationale.

2. Les droits et les libertés de chaque personne s'exercent dans le respect du droit d'autrui, de la sécurité collective, de la morale et de l'intérêt commun.

Article 28

Chaque individu a le devoir de respecter et de considérer ses semblables sans discrimination aucune, et d'entretenir avec eux des relations qui permettent de sauvegarder et renforcer le respect et la tolérance réciproques.

Article 29

L'individu a en outre le devoir:

1. De préserver le développement harmonieux de la famille et d'œuvrer en faveur de la cohésion et du res-

pect de cette famille, de respecter à tout moment ses parents, de les nourrir, et les assister en cas de nécessité;

2. De servir sa communauté nationale en mettant ses capacités physiques et intellectuelles à son service;

3. De ne pas compromettre la sécurité de l'Etat dont il est national ou résident;

4. De préserver et de renforcer la solidarité sociale et nationale, singulièrement lorsque celle-ci est menacée;

5. De préserver et de renforcer l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale de la patrie et d'une façon générale, de contribuer à la défense de son pays, dans les conditions fixées par la loi;

6. De travailler, dans la mesure de ses capacités et de ses possibilités, et de s'acquitter des contributions fixées par la loi pour la sauvegarde des intérêts fondamentaux de la société;

7. De veiller, dans ses relations avec la société, à la préservation et au renforcement des valeurs culturelles africaines positives, dans un esprit de tolérance, de dialogue et de concertation et d'une façon générale de contribuer à la promotion de la santé morale de la société;

8. De contribuer au mieux de ses capacités, à tout moment et à tous les niveaux, à la promotion et à la réalisation de l'unité africaine.

DEUXIEME PARTIE

Des mesures de sauvegarde

CHAPITRE I

De la composition et de l'organisation de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

Article 30

Il est créé auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine une Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ci-dessous dénommée «la Commission», chargée de promouvoir les droits de l'homme et des peuples et d'assurer leur protection en Afrique.

Article 31

1. La Commission se compose de onze membres qui doivent être choisis parmi les personnalités africaines, jouissant de la plus haute considération, connues pour leur haute moralité, leur intégrité et leur impartialité, et possédant une compétence en matière de droits de l'homme et des peuples, un intérêt particulier devant être donné à la participation de personnes ayant une expérience en matière de droit.

2. Les membres de la Commission siègent à titre personnel.

Article 32

La Commission ne peut comprendre plus d'un ressortissant du même Etat.

Article 33

Les membres de la Commission sont élus au scrutin secret par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, sur une liste de personnes présentés à cet effet, par les Etats parties à la présente Charte.

Article 34

Chaque Etat partie à la présente Charte peut présenter deux candidats au plus. Les candidats doivent avoir la nationalité d'un des Etats parties à la présente Charte. Quand deux candidats sont présentés par un Etat, l'un des deux ne peut être national de cet Etat.

Article 35

1. Le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine invite les Etats parties à la présente Charte à procéder, dans un délai d'une mois, avant les élections, à la présentation des candidats à la Commission.

2. Le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine dresse la liste alphabétique des personnes ainsi présentées et la communique un mois au moins avant les élections, aux Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Article 36

Les membres de la Commission sont élus pour une période de six ans renouvelable. Toutefois, le mandat de quatre des membres élus lors de la première election prend fin au bout de deux ans, et le mandat de trois autres au bout de quatre ans.

Article 37

Immédiatement après la première election, les noms des membres visés à l'article 36 sont tirés au sort par le Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA.

Article 38

Après leur election, les membres de la Commission font la déclaration solennelle de bien et fidèlement remplir leurs fonctions en toute impartialité.

Article 39

1. En cas de décès ou de démission d'un membre de la Commission, le Président de la Commission en informe immédiatement le Secrétaire Général de l'OUA qui déclare le siège vacant à partir de la date du décès ou de celle à laquelle la démission prend effet.

2. Si de l'avis unanime des autres membres de la Commission, un membre a cessé de remplir ses fonctions pour toute autre cause qu'une absence de caractère temporaire, ou se trouve dans l'incapacité de continuer à les remplir, le Président de la Commission en informe le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine qui déclare alors le siège vacant.

3. Dans chacun des cas prévus ci-dessus, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement procède au remplacement du membre dont le siège est devenu vacant pour la portion du mandat restant à courir, sauf si cette portion est inférieure à six mois.

Article 40

Tout membre de la Commission conserve son mandat jusqu'à la date d'entrée en fonction de son successeur.

Article 41

Le Secrétaire Général de l'OUA désigne un secrétaire de la Commission et fournit outre le personnel et les moyens et services nécessaires à l'exercice effectif des fonctions attribuées à la Commission. L'OUA prend à sa charge, le coût de ce personnel et de ces moyens et services.

Article 42

1. La Commission élit son Président et son Vice-Président pour une période de deux ans renouvelable.
2. Elle établit son règlement intérieur.
3. Le quorum est constitué par sept membres.
4. En cas de partage des voix au cours des votes, la voix du Président est prépondérante.
5. Le Secrétaire Général de l'OUA peut assister aux réunions de la Commission. Il ne participe ni aux délibérations, ni aux votes. Il peut toute fois être invité par le Président de la Commission à y prendre la parole.

Article 43

Les membres de la Commission, dans l'exercice de leurs fonctions, jouissent des privilèges et immunités diplomatiques prévus par la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation de l'Unité Africaine.

Article 44

Les émoluments et allocations des membres de la Commission sont prépus budget régulier de l'Organisation de l'Unité Africaine.

CHAPITRE II

Des compétences de la Commission

Article 45

La Commission a pour mission de:

1. Promouvoir les droits de l'homme et des peuples et notamment;
 - a) Rassembler de la documentation, faire des études et des recherches sur les problèmes africains dans le domaine des droits de l'homme et des peuples, organiser des séminaires, des colloques et des conférences, diffuser des informations, encourager les organismes nationaux et locaux s'occupant des droits de l'homme et des peuples et, le cas échéant, donner des avis ou faire des recommandations aux gouvernements;
 - b) Formuler et élaborer, en vue de servir de base à l'adoption de textes législatifs par les gouvernements africains, des principes et règles qui permettent de résoudre les problèmes juridiques relatifs à la jouissance des droits de l'homme et des peuples et des libertés fondamentales;
 - c) Coopérer avec les autres institutions africaines ou internationales qui s'intéressent à la promotion et à la protection des droits de l'homme et des peuples.
2. Assurer la protection des droits de l'homme et des peuples dans les conditions fixées par la présente Charte.
3. Interpréter toute disposition de la présente Charte à la demande d'un Etat partie d'une Institution de l'OUA ou d'une Organisation africaine reconnue par l'OUA.
4. Exécuter toutes autres tâches qui lui seront éventuellement confiées par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

CHAPITRE III

De la procédure de la Commission

Article 46

La Commission peut recourir à toute méthode d'investigation appropriée; elle peut notamment entendre le Secrétaire Général de l'OUA et toute personne susceptible de l'éclairer.

Des Communications emanant des Etats parties a la presente Charte

Article 47

Si un Etat partie à la présente Charte a de bonnes raisons de croire qu'un autre Etat également partie à cette Charte a violé les dispositions de celle-ci, il peut, par communication écrite, l'attention de cet Etat sur la question. Cette communication sera également adressée au Secrétaire Général de l'OUA et au Président de la Commission. Dans un délai de trois mois à compter de la réception de la communication, l'Etat destinataire fera tenir à l'Etat qui a adressé la communication, des explication ou déclarations écrites elucidant la question, qui devront comprendre dans la mesure du possible, des indications sur les lois et règlements de procédure applicables ou appliqués et sur les moyens de recours, soit déjà utilisés, soit en instance, soit encore ouverts.

Article 48

Si dans un délai de 3 (trois) mois à compter de la date de réception de la communication originale par l'Etat destinataire, la question n'est pas réglée à la satisfaction des deux Etats intéressés, par voie de négociation bilatérale ou par toute autre procédure pacifique, l'un comme l'autre auront le droit de la soumettre à la Commission par une notification adressée à son Président, à l'autre Etat intéressé et au Secrétaire Général de l'OUA.

Article 49

Nonobstant les dispositions de l'article 47, si un Etat partie à la présente Charte estime qu'un autre Etat également partie à cette Charte a violé les dispositions de celle-ci, il peut saisir directement la Commission par une communication adressée à son Président, au Secrétaire Général de l'OUA et à l'Etat intéressé.

Article 50

La Commission ne peut connaître d'une affaire qui lui est soumise qu'après s'être assurée que tous les recours internes, s'ils existent, ont été épuisés, à moins qu'il ne soit manifeste pour la Commission que la procédure de ces recours se prolonge d'une façon anormale.

Article 51

1. La Commission peut demander aux Etats parties intéressés de lui fournir toute information pertinente.

2. Au moment de l'examen de l'affaire, des Etats parties intéressés peuvent se faire représenter devant la Commission et présenter des observations écrites ou orales.

Article 52

Après avoir obtenu, tant des Etats parties intéressés que d'autres sources, les informations qu'elle estime nécessaires et après avoir essayé par tous les moyens appropriés de parvenir à une solution amiable fondée sur le respect des droits de l'homme et des peuples, la Commission établit, dans un délai raisonnable à partir de la notifi-

cation visée à l'article 48, un rapport relatant les faits et les conclusions auxquelles elle a abouti. Ce rapport est envoyé aux Etats concernés et communiqué à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Article 53

Au moment de la transmission de son rapport, la Commission peut faire à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, telle recommandation qu'elle jugera utile.

Article 54

La Commission soumet à chacune des sessions ordinaires de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement un rapport sur ses activités.

II. DES AUTRES COMMUNICATIONS

Article 55

1. Avant chaque session, le Secrétaire de la Commission dresse la liste des communications autres que celles des Etats parties à la présente Charte et les communique aux membres de la Commission qui peuvent demander à en prendre connaissance et en saisir la Commission.

2. La Commission en sera saisie, sur la demande de la majorité absolue de ses membres.

Article 56

Les communications visées à l'article 55 reçues à la Commission et relatives aux droits de l'homme et des peuples doivent nécessairement, pour être examinés, remplir les conditions ci-après:

1. Indiquer l'identité de leur auteur même si celui-ci demande à la Commission de garder l'anonymat;

2. Etre compatibles avec la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine ou avec la présente Charte;

3. Ne pas contenir des termes outrageants ou insultants à l'égard de l'Etat mis en cause de ses institutions ou de l'OUA;

4. Ne pas se limiter à rassembler exclusivement des nouvelles diffusées par des moyens de communication de masse.

5. Etre postérieures à l'épuisement des recours internes s'ils existent, à moins qu'il ne soit manifeste à la Commission que la procédure de ces recours se prolonge d'une façon anormale;

6. Etre introduites dans un délai raisonnable courant depuis l'épuisement des recours internes ou depuis la date retenue par la Commission comme faisant commencer à courir le délai de sa propre saisine;

7. Ne pas concerner des cas qui ont été réglés conformément soit aux principes de la Charte des Nations Unies, soit de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine et soit des dispositions de la présente Charte.

Article 57

Avant tout examen au fond, toute communication doit être portée à la connaissance de l'Etat intéressé par les soins du Président de la Commission.

Article 58

1. Lorsqu'il apparaît à la suite d'une délibération de la Commission qu'une ou plusieurs communications relatent des situations particulières qui semblent révéler l'existence d'une ensemble de violations graves ou mas-

sives des droits de l'homme et des peuples, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement sur ces situations.

2. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement peut alors demander à la Commission de procéder sur ces situations, à une étude approfondie, et de lui rendre compte dans un rapport circonstancié, accompagné de ses conclusions et recommandations.

3. En cas d'urgence dûment constatée par la Commission, celle-ci saisit le Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui pourra demander une étude approfondie.

Article 59

1. Toutes les mesures prises dans le cadre du présent chapitre resteront confidentielles jusqu'au moment où la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement en décidera autrement.

2. Toutefois, le rapport est publié par le Président de la Commission sur décision de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

3. Le rapport d'activités de la Commission est publié par son Président après son examen par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

CHAPITRE IV

Des principes applicables

Article 60

La Commission s'inspire du droit international relatif aux droits de l'homme et des peuples, notamment des dispositions des divers instruments africains aux droits de l'homme et des peuples, des dispositions de la Charte des Nations Unies, de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine, de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, des dispositions des autres instruments adoptés par les Nations Unies et par les pays africains dans le domaine des droits de l'homme et des peuples ainsi que des dispositions de divers instruments adoptés au sein d'institutions spécialisées des Nations Unies dont sont membres les parties à la présente Charte.

Article 61

La Commission prend aussi en considération, comme moyens auxiliaires de détermination des règles de droit, les autres convention internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine, les pratiques africaines conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme et des peuples, les coutumes généralement acceptées comme étant le droit, les principes généraux de droit reconnus par les nations africaines ainsi que la jurisprudence et la doctrine.

Article 62

Chaque Etat partie s'engage à présenter tous les deux ans, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Charte, un rapport sur les mesures d'ordre législatif ou autre, prises en vue de donner effet aux droits et libertés reconnus et garantis dans la présente Charte.

Article 63

1. La présente Charte sera ouverte à la signature, à la ratification ou à l'adhésion des Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine.

2. Les instruments de ratification ou d'adhésion de la présente Charte seront déposés auprès du Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine.

3. La présente Charte entrera en vigueur trois mois après la réception par le Secrétaire Général, des instruments de ratification ou d'adhésion de la majorité absolue des Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine.

TROISEME PARTIE

Dispositions diverses

Article 64

1. Dès l'entrée en vigueur de la présente Charte, il sera procédé à l'élection des membres de la Commission dans les conditions fixées par les dispositions des articles pertinents de la présente Charte.

2. Le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine convoquera la première réunion de la Commission au siège de l'Organisation. Par la suite, la Commission sera convoquée chaque fois qu'il sera nécessaire et au moins une fois par an par son Président.

Article 65

Pour chacun des Etats qui ratifieront la présente Charte ou y adhéreront après son entrée en vigueur, ladite Charte prendra effet trois mois après la date du dépôt par cet Etat, de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 66

Des protocoles ou accords particuliers pourront, en cas de besoin, compléter les dispositions de la présente Charte.

Article 67

Le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine informera les Etats membres de l'Organisation de l'Unité Africaine du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 68

La présente Charte peut être amendée révisée si un Etat partie envoie à cet effet une demande écrite au Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement n'est saisie du projet d'amendement que lorsque tous les Etats parties en auront été dûment avisés et que la Commission aura donné son avis à la diligence de l'Etat demandeur. L'amendement doit être approuvé par la majorité absolue des Etats parties. Il entre en vigueur pour chaque Etat qui l'aura accepté conformément à règles constitutionnelles trois mois après la notification de cette acception au Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine.

Adoptée par la dix-huitième Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement Juin 1981 — Nairobi, Kenya.

Carta Africana dos Direitos do Homem e dos Povos

Preâmbulo

Os Estados africanos membros da OUA, partes da presente Carta com o título de «Carta Africana dos Direitos do Homem e dos Povos».

Relembrando a decisão 115 (XVI) da conferência dos Chefes de Estado e de Governo, na sua décima sexta sessão ordinária realizada em Monróvia (Libéria) de 17 a 20 de Julho de 1979, relativa à elaboração de um ante-projecto da Carta Africana dos Direitos do Homem e dos Povos, prevendo nomeadamente a instituição de órgãos de promoção e de protecção dos Direitos do Homem e dos Povos;

Considerando a Carta da Organização da Unidade Africana, nos termos da qual, «a liberdade, a igualdade, a justiça e a dignidade são objectivos essenciais à realização das aspirações legítimas dos povos africanos»;

Reafirmando o compromisso solenemente tomado no artigo 2 da referida Carta de eliminar sob todas as suas formas o colonialismo em África, de coordenar e intensificar a sua cooperação e esforços a fim de oferecer melhores condições de assistência aos povos de África, de favorecer a cooperação internacional tendo devidamente em conta a Carta das Nações Unidas e a Declaração Universal dos Direitos do Homem.

Tendo em conta os valores de suas tradições históricas e da civilização africana que devem inspirar e caracterizar as suas reflexões sobre a concepção dos direitos do Homem e dos Povos;

Reconhecendo que por um lado, os direitos fundamentais do ser humano baseiam-se nos atributos humanos, o que justifica a sua protecção internacional e que por outro lado, a realidade e o respeito dos direitos dos povos devem necessariamente garantir os direitos do homem;

Considerando que o gozo dos direitos e liberdades implica o cumprimento dos deveres de cada um;

Convictos de que é essencial conceder doravante, uma atenção particular do direito ao desenvolvimento; que os direitos civis e políticos são indissociáveis dos direitos económicos, sociais e culturais, tanto na sua concepção como na sua universalidade, e que a satisfação dos direitos económicos, sociais e culturais garante o gozo dos direitos civis e políticos;

Conscientes do seu dever de libertar totalmente a África cujos povos continuam a lutar pela sua verdadeira independência e dignidade e comprometendo-se a eliminar o colonialismo, o neocolonialismo, o apartheid, o sionismo, as bases militares estrangeiras de agressão e de todas as formas de discriminação nomeadamente as que são baseadas na raça, etnia, cor, sexo, língua, religião ou opinião política;

Reafirmando a sua decisão às liberdades e aos direitos do Homem e dos Povos contidos nas declarações, convenções e outros instrumentos adoptados no quadro da organização da unidade africana, do movimento dos países não alinhados e da Organização das Nações Unidas.

Firmemente convencidos do seu dever de assegurar a promoção e a protecção dos direitos e liberdade do Homem e dos Povos, tendo devidamente em conta a

importância primordial tradicionalmente dispensada em África a estes direitos e liberdades, convieram no seguinte:

PRIMEIRA PARTE

Dos direitos e dos deveres

CAPÍTULO I

Dos direitos do Homem e dos Deves

Artigo 1.º

Os Estados membros da Organização da Unidade Africana, partes da presente carta, reconhecem os direitos, deveres e liberdades enunciados nesta Carta e comprometem-se a adoptar medidas legislativas ou outras para as aplicar.

Artigo 2.º

Toda a pessoa tem direito ao gozo dos direitos e liberdades reconhecidos e garantidos na presente Carta sem distinção alguma, nomeadamente de raça, de etnia, de cor, de sexo, de língua, de religião, de opinião política ou de qualquer outra opinião de origem nacional ou social, de fortuna, de nascimento ou de qualquer outra situação.

Artigo 3.º

1. Todas as pessoas beneficiam de uma total igualdade perante a lei.

2. Todas as pessoas têm direito a uma igual protecção da lei.

Artigo 4.º

A pessoa humana é inviolável. Todo o ser humano tem direito ao respeito pela vida e integridade física e moral da sua pessoa. Ninguém pode ser privado arbitrariamente deste direito.

Artigo 5.º

Todo o indivíduo tem direito ao respeito pela dignidade inerente à pessoa humana e ao reconhecimento da sua personalidade jurídica. Todas as formas de exploração e de degradação do homem nomeadamente a escravatura, o tráfico de pessoas, a tortura física ou moral e as penas ou tratamentos cruéis inumanos ou degradantes, são proibidos.

Artigo 6.º

Todo o indivíduo tem direito à liberdade e à segurança pessoal.

Ninguém pode ser privado da sua liberdade salvo por motivos ou condições previamente determinadas pela lei; particularmente ninguém pode ser preso ou detido arbitrariamente.

Artigo 7.º

Toda a pessoa tem direito a que a sua causa seja atendida. Este direito abrange:

a) O direito de recorrer às jurisdições nacionais competentes de todo e qualquer acto violando os direitos fundamentais que lhe são reconhecidos e garantidos pelas convenções, leis, regulamentos e costumes em vigor;

b) A presunção que todo o indivíduo é inocente até que a sua culpa seja estabelecida pela jurisdição competente;

c) O direito à defesa, incluindo o facto de se fazer assistir por um defensor da sua escolha;

d) O direito de ser julgado num prazo razoável por uma jurisdição imparcial.

2. Ninguém pode ser condenado por uma acção ou omissão que não constitua no momento em que teve lugar, uma infracção legalmente punível.

Nenhuma pena pode ser infligida se a mesma não foi prevista no momento em que a infracção foi cometida. A pena é pessoal e só pode atingir o delinquente.

Artigo 8.º

A liberdade de consciência, a profissão e a prática livre da religião, são garantidas. Sob reserva da ordem pública, ninguém pode ser objecto de medidas de coacção visando restringir a manifestação das suas liberdades.

Artigo 9.º

1. Toda a pessoa tem direito a informação.

2. Toda a pessoa tem direito de exprimir e divulgar as suas opiniões no quadro das leis e regulamentos.

Artigo 10.º

1. Toda a pessoa tem direito de constituir livremente associações sob reserva de se conformar com as regras estabelecidas pela lei.

2. Ninguém pode ser obrigado a fazer parte de uma associação sob reserva da obrigação de solidariedade prevista no artigo 29.º

Artigo 11.º

Toda a pessoa tem direito de reunir livremente com outras. Esse direito exerce-se sob a única reserva das restrições necessárias estabelecidas pelas leis e regulamentos, nomeadamente no interesse da segurança nacional, da segurança de outrem, da moral ou dos direitos e liberdades das pessoas.

Artigo 12.º

1. Toda a pessoa tem o direito de circular livremente e de escolher residência no interior dum Estado, sob reserva de se conformar às regras estabelecidas pela lei.

2. Toda pessoa tem o direito de deixar qualquer país, incluindo o seu e de regressar ao mesmo. Este direito só pode ser objecto de restrições que estejam previstas na lei, necessárias para proteger a segurança nacional, a ordem pública, a saúde ou moral pública.

Toda a pessoa tem o direito em caso da perseguição, de procurar e de receber asilo em território estrangeiro, em conformidade com a lei de cada país e as convenções internacionais.

O estrangeiro legalmente admitido no território de um Estado parte da presente carta não poderá ser daí expulso a não ser que a decisão esteja em conformidade com a lei.

3. É proibida a expulsão colectiva de estrangeiros. A expulsão colectiva é a que põe globalmente grupos nacionais, raciais, étnicos ou religiosos.

Artigo 13.º

1. Todos os cidadãos têm o direito de participar livremente na direcção dos assuntos públicos do seu

país, seja directamente seja por intermédio de representantes escolhidos livremente, em conformidade com as regras estabelecidas pela lei.

2. Todos os cidadãos têm igualmente direito de aceder as funções públicas dos seus países.

3. Toda a pessoa tem o direito de usar os bens e serviços públicos na base da estreita igualdade de todos perante a lei.

Artigo 14.º

O direito de propriedade é garantido. Não pode ser lesado a não ser por necessidade pública ou no interesse geral da colectividade em conformidade com as disposições das leis específicas.

Artigo 15.º

Toda a pessoa tem o direito de trabalhar em condições equitativas e satisfatórias e de receber um salário igual por um trabalho igual.

Artigo 16.º

1. Toda a pessoa tem o direito de gozar o melhor estado de saúde física e mental que a mesma possa atingir.

2. Os Estados partes da presente carta comprometem-se a tomar as medidas necessárias com vista a proteger a saúde das suas populações e de lhes assegurar a assistência médica em caso de doença.

Artigo 17.º

1. Toda a pessoa tem direito à educação.

2. Toda pessoa pode tomar livremente parte na vida cultural da comunidade.

3. A promoção e a protecção da moral dos valores tradicionais reconhecidos pela comunidade constituem um dever do Estado no quadro da salvaguarda dos direitos do homem.

Artigo 18.º

1. A família é o elemento natural e a base da sociedade. Ela deve ser protegida pelo Estado que deve velar pela sua saúde física e moral.

2. O Estado tem obrigação de assistir a família na sua missão de guardiã da moral e dos valores tradicionais reconhecidos pela comunidade.

3. O Estado tem o dever de velar pela eliminação de qualquer discriminação contra a mulher e de assegurar a protecção dos direitos da mulher e da criança tais como se encontram estipulados nas declarações e convenções internacionais.

4. As pessoas idosas ou deficientes têm igualmente direito a medidas específicas de protecção de acordo com as suas necessidades físicas ou morais.

Artigo 19.º

Todos os povos são iguais, gozam da mesma dignidade e têm os mesmos direitos. Nada pode justificar a dominação de um povo por um outro.

Artigo 20.º

1. Todo o povo tem direito à existência. Todo o povo tem o direito imprescritível e inalienável à auto-determinação. Determina livremente o seu estatuto político e assegura o seu desenvolvimento económico e social segundo a via que livremente escolheu.

2. Os povos colonizados ou oprimidos têm o direito de se libertarem da dominação recorrendo a todos os meios reconhecidos pela comunidade internacional.

3. Todos os povos têm direito à assistência dos Estados partes da presente carta, na sua luta de libertação contra a denominação estrangeira, seja ela de ordem política, económica ou cultural.

Artigo 21.º

1. Os povos são livres de dispôr das suas riquezas e dos seus recursos naturais. Este direito é exercido no interesse exclusivo das populações. Em nenhum caso, o povo deve ser privado disso.

2. Em caso de espoliação, o povo espoliado tem direito à legítima recuperação dos seus bens assim como a uma indemnização adequada.

3. A livre disposições das riquezas e dos recursos naturais é exercida sem prejuízo da obrigação de promover uma cooperação económica internacional baseada no respeito mútuo, troca equitativa e os princípios do direito internacional.

4. Os Estados partes da presente Carta comprometem-se tanto individual como colectivamente, a exercer o direito de disporem livremente das suas riquezas e dos seus recursos naturais, com vista a reforçar a unidade e a solidariedade africana.

5. Os Estados partes da presente Carta, comprometem-se a eliminar todas as formas de exploração económica estrangeira, nomeadamente a que é praticada por monopólios internacionais, a fim de permitir às populações de cada país de beneficiar plenamente das vantagens provenientes dos seus recursos naturais.

Artigo 22.º

1. Todos os povos têm direito ao seu desenvolvimento económico, social e cultural, no respeito pela sua liberdade e identidade e a usufruir de forma igual do património comum da humanidade.

2. Todos os Estados têm o dever, separadamente ou em cooperação, de assegurar o exercício do direito ao desenvolvimento.

Artigo 23.º

1. Os povos têm direito à paz e à segurança tanto no plano nacional como no internacional. O princípio de solidariedade e das relações de amizade afirmado implicitamente pela Carta da Organização das Nações Unidas e reafirmada pela Organização da Unidade Africana deve presidir às relações entre os Estados.

2. Com o objectivo de reforçar a paz, a solidariedade e as relações de amizade, os Estados partes da presente Carta, comprometem-se a proibir:

a) que uma pessoa gozando do direito de asilo nos termos do artigo 12.º da presente Carta emprenda uma actividade subversiva dirigida contra o seu país de origem ou contra qualquer outro país parte da presente Carta.

b) que os seus territórios sejam utilizados como base de actividades subversivas ou terroristas dirigidas contra o povo de um outro Estado, parte da presente Carta.

Artigo 24.º

Todos os povos têm direito a um meio ambiente satisfatório e global, propício ao seu desenvolvimento.

Artigo 25.º

Os Estados partes da presente Carta têm o dever de promover e de assegurar, através do ensino, da educação e da difusão, o respeito dos direitos e liberdades contido na presente Carta, e de tomar medidas com vista a que estas liberdades e direitos sejam compreendidos assim como as obrigações e deveres correspondentes.

Artigo 26.º

Os Estados partes da presente Carta têm o dever de garantir a independência dos tribunais e de permitir o estabelecimento e o aperfeiçoamento das instituições nacionais apropriadas e encarregadas da promoção e protecção dos direitos e liberdades garantidos na presente Carta.

CAPÍTULO II**Dos deveres****Artigo 27.º**

1. Cada indivíduo tem deveres para com a família e a sociedade, para com o Estado e outras colectividades legalmente reconhecidas e para com a comunidade internacional.

2. Os direitos e liberdades de cada pessoa exercem-se no respeito do direito de outrem, da segurança colectiva, da moral e do interesse comum.

Artigo 28.º

Cada indivíduo tem o dever de respeitar e considerar os seus semelhantes sem discriminação alguma, e de manter com eles, relações que permitem promover, salvaguardar e reforçar o respeito e a tolerância recíprocas.

Artigo 29.º

Além disso o indivíduo tem o dever:

1. De preservar o desenvolvimento harmonioso da família e de trabalhar a favor da coesão e do respeito da mesma; de respeitar em qualquer momento os seus parentes, de os alimentar, e de os assistir em caso de necessidade;
2. De servir a comunidade nacional pondo ao seu serviço as suas capacidades físicas e intelectuais;
3. De preservar e de reforçar a solidariedade social e nacional, sobretudo quando é ameaçada;
4. De não comprometer a segurança do Estado de que é nacional ou residente;
5. De preservar e de reforçar a independência nacional, a integridade territorial da pátria e, de maneira geral, contribuir para defesa do seu país, nas condições estabelecidas pela lei;
6. De trabalhar, na medida das suas capacidades e possibilidades; e de pagar as contribuições estabelecidas pela lei para salvaguardar os interesses fundamentais da sociedade;
7. De zelar, nas relações com a sociedade, pela preservação e pelo reforço dos valores culturais africanos positivos, num espírito de tolerância, de diálogo e de concertação e, de uma maneira geral, de contribuir para a promoção da saúde moral da sociedade;

8. De contribuir com todas as suas capacidades e qualquer momento e a qualquer nível, para a promoção e a realização da Unidade Africana.

CAPÍTULO I**SEGUNDA PARTE****Das medidas de salvaguarda**

Da composição e da organização da Comissão Africana dos Direitos do Homem e dos Povos

Artigo 30.º

É criada junto da Organização da Unidade Africana uma Comissão Africana dos Direitos do Homem e dos Povos abaixo denominada «A Comissão», encarregada de promover os direitos do homem e dos povos e de assegurar a sua preservação em África.

Artigo 31.º

1. A Comissão compõe-se de onze membros que devem ser escolhidos entre as personalidades africanas disfrutando da mais alta consideração conhecidas pela sua moralidade, integridade e imparcialidade possuindo competência em matéria de direitos do homem e dos povos, devendo ser favorecida a participação de pessoas que possuem experiência em matéria de direito.

2. Os membros da Comissão tomam parte a título pessoal.

Artigo 32.º

A Comissão não pode incluir mais de um nacional do mesmo Estado.

Artigo 33.º

Os membros da Comissão são eleitos por escrutínio secreto pela Conferência dos Chefes de Estado e de Governo, na base de uma lista de pessoas apresentadas para este fim, pelos Estados partes da presente Carta.

Artigo 34.º

Cada Estado parte da presente Carta pode apresentar o máximo de dois candidatos. Estes devem ter a nacionalidade de um dos Estados partes da presente Carta. Quando dois candidatos são apresentados por um Estado, um dos dois não pode ser nacional deste Estado.

Artigo 35.º

1. O Secretário-Geral da Organização da Unidade Africana convida os Estados partes da presente Carta a proceder num prazo de pelo menos quatro meses, antes das eleições, à apresentação dos candidatos à Comissão.

2. O Secretário-Geral da Organização da Unidade Africana estabelece a lista por ordem alfabética das pessoas assim apresentadas e comunica-a pelo menos, com um mês de antecedência das eleições, aos Chefes de Estado e do Governo.

Artigo 36.º

Os membros da Comissão são eleitos por um período de seis anos renováveis. O mandato de quatro dos membros eleitos na altura da primeira eleição termina ao fim de dois anos, e o mandato dos três outros ao fim de quatro anos.

Artigo 37.º

Imediatamente a seguir à primeira eleição, os nomes dos membros visados no artigo 36.º, são tirados à sorte pelo Presidente da Conferência dos Chefes de Estado e do Governo da OUA.

Artigo 38.º

Depois da sua eleição, os membros da Comissão fazem a declaração solene de executar bem e fielmente as suas funções com toda a imparcialidade.

Artigo 39.º

1. Em caso de morte ou demissão de um membro da Comissão o Presidente da Comissão informa disso imediatamente o Secretário-Geral da OUA que declara o lugar vago a partir da data do falecimento ou daquele em que a demissão se concretiza.

2. Se por opinião unânime dos outros membros da Comissão, um membro cessou as suas funções por qualquer motivo que não seja uma ausência temporária, ou se encontre incapacitado de continuar a assumi-las, o Presidente da Comissão informa o Secretário-Geral da Organização da Unidade Africana que declara então o lugar vago.

3. Em cada um dos casos acima previstos, a Conferência dos Chefes de Estado e do Governo procede a substituição do membro cujo lugar vagou para o período do mandato a cumprir, salvo se o mesmo for inferior a 6 meses.

Artigo 40.º

Todo o membro da Comissão conserva o seu mandato até à data de entrada em função do seu sucessor.

Artigo 41.

O Secretário-Geral da OUA designa um Secretário da Comissão e fornece além disso o pessoal e os meios e serviços necessários ao cumprimento efectivo das funções atribuídas à Comissão.

A OUA responsabiliza-se pelas despesas com esse pessoal meios e serviços.

Artigo 42.º

1. A Comissão elege o seu Presidente e Vice-Presidente por um período de dois anos renováveis.

2. Ela estabelece o seu regulamento interno.

3. O quorum é constituído por 7 membros.

4. Em caso de empate durante a votação, o voto do Presidente é preponderante.

5. O Secretário-Geral da OUA pode assistir as reuniões da Comissão. Não participa nem nas deliberações, nem nos votos. Pode todavia ser convidado pelo Presidente da Comissão a tomar a palavra.

Artigo 43.º

No exercício das suas funções os membros da Comissão gozam de privilégios e imunidade diplomáticas previstas pela convenção sobre os privilégios e imunidade da Organização da Unidade Africana.

Artigo 44.º

Os emolumentos e gratificações dos membros da Comissão são previstos no orçamento regular da Organização da Unidade Africana.

CAPÍTULO II

Das competências da Comissão

Artigo 45.º

A Comissão tem por missão:

1. Promover os Direitos do Homem e dos Povos e nomeadamente:

a) Compilar a documentação, fazer estudos e pesquisas sobre os problemas africanos no domínio dos direitos do homem e dos povos, organizar seminários, colóquios e conferências; divulgar informações, encorajar os organismos nacionais e locais que se ocupam dos direitos do homem e dos povos e se for preciso opinar ou fazer recomendações aos Governos.

b) Formular e elaborar, com vista a servir de base à adopção de textos legislativos pelos Governos africanos, princípios e regras que permitem resolver os problemas jurídicos relativos ao gozo dos direitos do homem e dos povos e das liberdades fundamentais;

c) Cooperar com outras instituições africanas ou internacionais que se interessem pela promoção e protecção dos direitos do homem e dos povos.

2. Assegurar a protecção dos direitos do homem e dos povos nas condições fixadas pela presente Carta.

3. Interpretar qualquer disposição da presente Carta a pedido de um Estado parte, de uma instituição da OUA ou de uma Organização Africana reconhecida pela OUA.

4. Executar quaisquer outras tarefas que lhe forem eventualmente confiadas pela Conferência dos Chefes de Estado e de Governo.

CAPÍTULO III

Do procedimento da Comissão

Artigo 46.º

A Comissão pode recorrer a qualquer método de investigação apropriado, pode nomeadamente ouvir o Secretário-Geral da OUA e qualquer pessoa susceptível de a elucidar.

Das comunicações que provêm dos Estados parte da presente Carta

Artigo 47.º

Se um Estado parte da presente Carta tem razões para acreditar que um outro Estado igualmente parte desta Carta infringiu as disposições desta, pode chamar por escrito a atenção do Estado sobre a questão. Esta comunicação será igualmente enviada ao Secretário-Geral da OUA e ao Presidente da Comissão.

Num prazo de três meses a contar da recepção da comunicação, o Estado destinatário apresentará ao Estado que enviou a comunicação, explicações ou declarações escritas elucidando a questão, que abrangerão na medida do possível indicações sobre as leis e regulamentos de processo aplicável ou aplicados e sobre as formas de recurso quer já utilizados, quer em instância ou quer ainda em aberto.

Artigo 48.º

Se num prazo de 3 (três) meses a contar da data da recepção da comunicação original pelo Estado destinatário, a questão não estiver resolvida a contendo dos dois Estados interessados, pela via da negociação bilateral ou através de qualquer outro processo pacífico, tanto um como outro terão direito de submetê-la à Comissão através de uma notificação dirigida ao seu Presidente, ao outro Estado interessado e ao Secretário-Geral da OUA.

Artigo 49.º

Não obstante as disposições do artigo 47.º, se um Estado parte da presente Carta considera que um outro Estado igualmente parte desta Carta violou as disposições desta pode submeter o caso directamente à Comissão através de uma comunicação dirigida ao seu Presidente, ao Secretário-Geral da ONU e ao Estado interessado.

Artigo 50.º

A Comissão só pode conhecer de um caso que lhe é submetido após ter-se assegurado que todos os recursos internos existentes foram esgotados, a não ser que seja manifesto para a Comissão que a tramitação desses recursos se prolonga de uma forma anormal.

Artigo 51.º

1. A Comissão pode pedir aos Estados partes interessados que lhe sejam fornecidas todas as informações pertinentes.

2. No momento do exame do caso, os Estados partes interessados podem fazer-se representar perante a Comissão e apresentar observações escritas ou orais.

Artigo 52.º

Depois de obtidas junto dos Estados interessados ou doutras fontes, todas as informações que ela estima necessárias e depois de ter tentado por todos os meios apropriados encontrar uma solução favorável baseada no respeito pelos direitos do homem e dos povos, a Comissão num prazo razoável a partir da notificação visada no artigo 48.º um relatório dos factos e conclusões aos quais chegou. Esse relatório é enviado aos Estados concernentes e comunicado à Conferência dos Chefes de Estado e do Governo.

Artigo 53.º

No momento em que o relatório é transmitido, a Comissão pode fazer à Conferência dos Chefes de Estado e do Governo, as recomendações que achar útil.

Artigo 54.º

A Comissão submete a cada uma das sessões ordinárias da Conferência dos Chefes de Estado e de Governo um relatório das suas actividades.

II Das outras comunicações:

Artigo 55.º

1. Antes de cada sessão o Secretário da Comissão estabelece a lista das comunicações, outras que as dos Estados partes da presente Carta, e comunica-as aos membros da Comissão que podem pedir para tomar conhecimento delas e submetê-las à Comissão.

2. A Comissão apreciá-las-á a pedido da maioria absoluta dos seus membros.

Artigo 56.º

As comunicações referidas no artigo 55.º recebidas da Comissão e relativas aos direitos do homem e dos povos, devem necessariamente, para serem examinados, preencher as condições seguintes:

1. Indicar a identidade do seu autor mesmo se este requerira à Comissão o seu anonimato;

2. Ser compatível com a Carta da Organização da Unidade Africana ou com a presente Carta.

3. Não conter termos ultrajantes ou insultuosos em relação ao Estado posto em causa, às suas instituições ou à OUA;

4. Não se limitar exclusivamente a reunir as notícias difundidas pelos meios de comunicação de massa;

5. Depois de terem-se esgotados todos os recursos internos existentes a não ser que a Comissão considere que o processo desses recursos se prolonga de maneira anormal;

6. Ser introduzida num prazo razoável após se terem esgotado os recursos internos ou depois da data fixada pela Comissão a partir da qual começa a sua apreciação.

7. Não se referir a casos que tenham sido resolvidos de acordo com os princípios de Carta das Nações Unidas, da Carta da OUA e das disposições da presente Carta.

Artigo 57.º

Antes de qualquer exame do fundo da causa qualquer comunicação deverá ser levada ao conhecimento do Estado interessado através do Presidente da Comissão.

Artigo 58.º

1. Quando se consta na sequência de uma deliberação da Comissão que uma ou várias Comunicações relatam situações particulares que pareçam revelar a existência de um conjunto de violações graves ou massivas dos direitos do homem e dos povos a Comissão chamará à atenção da Conferência de Chefes de Estado e de Governo para essas situações.

2. A Conferência dos Chefes de Estado e de Governo pode então solicitar à Comissão que esta elabore um estudo aprofundado sobre tais situações e que a informe num relatório circunstanciado acompanhado de conclusões e recomendações.

Em casos urgentes e devidamente constatados pela Comissão, esta contacta o Presidente da Conferência dos Chefes de Estado e de Governo que poderá solicitar um estudo aprofundado.

Artigo 59.º

1. Todas as medidas tomadas no quadro do presente capítulo permanecerão confidenciais até ao momento em que a Conferência dos Chefes de Estado e de Governo decidirem em contrário.

2. O relatório é publicado pelo Presidente da Comissão sob decisão da Conferência dos Chefes de Estado e de Governo.

3. O relatório de actividades da Comissão é publicado pelo seu Presidente depois de examinado pela Conferência dos Chefes de Estado e de Governo.

CAPÍTULO IV

Dos princípios aplicáveis

Artigo 60.º

A Comissão inspira-se no Direito Internacional relativo aos direitos do Homem e dos Povos, nomeadamente nas disposições dos diversos instrumentos africanos relativos aos direitos do homem e dos povos, nas disposições da Carta das Nações Unidas, da Carta da Organização da Unidade Africana, da Declaração Universal dos direitos do Homem, nas disposições de outros de instrumentos adoptados pelas Nações Unidas e pelos países africanos no domínio dos direitos do Homem e dos Povos assim como as disposições dos diversos instrumentos adoptados no seio das instituições especializadas das Nações Unidas de que são membros as partes da presente Carta.

Artigo 61.º

São tomadas em consideração pela Comissão, como meios auxiliares de determinação das regras de direito, as outras convenções internacionais sejam gerais, ou especiais que estabelecem regras expressamente reconhecidas pelos Estados membros da Organização da Unidade Africana, as práticas africanas conforme as normas internacionais relativos aos direitos do homem e dos povos, os costumes geralmente aceites como sendo de direito, os princípios gerais de direitos reconhecidos pelas Nações Africanas assim como a jurisprudência e a doutrina.

Artigo 62.º

Cada Estado parte compromete-se a apresentar de dois em dois anos, a contar da data de entrada em vigor da presente Carta, um relatório sobre medidas de ordem legislativa ou outras, tomadas no sentido de efectivar os direitos e liberdades reconhecidos e garantidos na presente Carta.

Artigo 63.º

1. A presente Carta estará aberta à assinatura, à ratificação ou à adesão dos Estados membros da Organização da Unidade Africana.

2. Os instrumentos de ratificação ou de adesão da presente Carta serão depositados junto do Secretário-Geral da Organização da Unidade Africana.

3. A presente Carta entrará em vigor três meses depois da recepção pelo Secretário Geral dos instrumentos da ratificação ou de adesão da maioria absoluta dos Estados membros da Organização da Unidade Africana.

TERCEIRA PARTE

Disposições diversas

Artigo 64.º

1. Depois da entrada em vigor da presente Carta, proceder-se-á à eleição dos membros da Comissão nas condições fixadas pelo disposto nos artigos pertinentes da presente Carta.

2. O Secretário-Geral da Organização da Unidade Africana convocará a primeira reunião da Comissão na sede da Organização. Em seguida, a Comissão será convocada cada vez que for necessário e pelo menos uma vez por ano, pelo seu Presidente.

Artigo 65.º

Para cada um dos Estados que ratificarem a presente Carta ou que a ela aderirem a pós a sua entrada em vigor a referida carta produz efeitos três meses após a data do depósito por esse Estado do seu instrumento de ratificação ou adesão.

Artigo 66.º

Protocolos ou acordos particulares poderão em caso de necessidade completar as disposições da presente Carta.

Artigo 67.º

O Secretário-Geral da Unidade Africana informará os Estados membros da Organização da Unidade Africana do depósito de cada instrumento de ratificação ou de adesão.

Artigo 68.º

A presente Carta pode ser emendada ou revista se um dos Estados parte enviar para esse efeito um pedido escrito ao Secretário-Geral da OUA. O projecto da emenda só é submetido à Conferência dos Chefes de Estado e de Governo quando todos os Estados partes tiverem sido devidamente avisados e a Comissão tenha dado o seu parecer à diligência do Estado requerente. A emenda deve ser aprovada pela maioria absoluta dos Estados partes. Esta entra em vigor para cada Estado que a tenha aceite, em conformidade com as regras constitucionais, três meses depois da notificação da aceitação, ao Secretário-Geral da OUA.

Resolução n.º 9/III/86

de 31 de Dezembro

A Assembleia Nacional Popular vota, nos termos da alínea b) do artigo 58.º da Constituição, a seguinte Resolução:

Artigo 1.º

A Assembleia Nacional Popular adopta e recomenda ao Governo, a aplicação das seguintes Resoluções aprovadas na 9.ª Conferência da União dos Parlamentos Africanos, realizada em Cotonou-Benin, de 8 a 9 de Maio de 1986 e das da 75.ª e 76.ª Conferência da União Interparlamentar, realizadas, respectivamente, de 7 a 12 de Abril e de 6 a 11 de Outubro de 1986, nas cidades do México e de Buenos Aires, cujos textos em francês e as respectivas traduções livres para o português, fazem parte integrante da presente Resolução, a que vêm anexos:

- a) Sobre a juventude e o desenvolvimento em África;
- b) Sobre a coordenação da política dos Governos africanos em matéria de luta contra a seca, a desertificação e a fome em África;
- c) Sobre a contribuição dos Parlamentos à cessação da corrida aos armamentos e ao desarmamento efectivo no que respeita, nomeadamente à militarização do espaço extra-atmosférico, às armas nucleares e às armas químicas; à luta eficaz contra o terrorismo internacional; e à supressão dos focos de tensão no mundo e, em particular, aos esforços desenvolvidos pelo Grupo de Contadora;
- d) Sobre a contribuição dos Parlamentos à aceleração do progresso económico dos países em desenvolvimento, através da melhoria dos termos

da troca internacional e de utilização da ciência e da tecnologia capaz de favorecer o bem estar da humanidade em geral e da saúde e o bem estar das pessoas idosas em particular;

- e) Sobre a contribuição dos Parlamentos, no quadro do Ano Internacional da paz, à eliminação, no mundo, dos vestígios do colonialismo político, financeiro e comercial, em particular à promoção da independência da Namíbia e à erradicação do apartheid e da discriminação racial na África do Sul, assim como à promoção do progresso político, económico e social e do desenvolvimento pacífico dos «pequenos territórios»;
- f) Sobre a contribuição dos Parlamentos à aplicação e à melhoria do direito humanitário internacional relativo aos conflitos armados;
- g) Sobre a contribuição dos parlamentos à cessação de todas as explosões nucleares.

Aprovada em 12 de Dezembro de 1986.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional Popular. *Abilio Augusto Monteiro Duarte.*

ANNEXE II

Resolution sur la Jeunesse et le Developpement en Afrique

L'UNION DES PARLEMENTS AFRICAINS, REUNIE A COTONOU (BENIN), EN SA 9ème CONFERENCE. DU 8 AU 9 MAI 1986,

— NOTANT avec une grande satisfaction l'intérêt accordé à la jeunesse par l'Organisation des Nations Unies dont l'Assemblée Générale a, par sa résolution 34-151 du 17 Septembre 1979 proclamé 1985 «Année Internationale de la Jeunesse» sur le thème participation-développement-paix;

— NOTANT également l'intérêt exprimé en faveur de la jeunesse par l'Assemblée Générale des Nations Unies qui, dans sa résolution 2027 du 7 Décembre 1965, proclamait la diffusion parmi les jeunes des principes de la paix, du respect mutuel et de la compréhension entre les peuples;

— NOTANT le grand intérêt exprimé par la conférence de l'Union Interparlementaire qui a tenu ses assises à Ottawa du 2 au 7 Setembre 1985;

— METTANT l'accent sur la nécessité de protéger l'enfance en accordant une attention particulière aux recommandations de la Conférence Interparlementaire sur les politiques, programmes et législations afférentes à l'Enfance en Afrique, tenue à Yaoundé, du 22 au 26 Novembre 1982;

— NOTANT avec une grande satisfaction l'intérêt que portent à la jeunesse les Gouvernements et les Parlements Africains;

— CONSIDERANT l'importance quantitative et qualitative que revêt, sur le Continent Africain, la jeunesse qui constitue l'une des caractéristiques de notre jeune continent;

— COMPTE-TENU du rôle actif que joue désormais la jeunesse africaine dans la lutte que le peuple mène sur les fronts économique, social, scientifique et culturel ainsi que dans le combat pour la libération de l'Afrique du joug du colonialisme et de l'apartheid;

— CONSIDERANT la conjoncture que traverse l'Afrique et qui exige la mobilisation des potentialités de la jeunesse pour faire face à tous les défis;

— COMPTE-TENU des potentialités humaines, minières et agricoles de l'Afrique et du fait que leur exploitation passe par la coordination des efforts de tous les Etats Africains;

— CONSIDERANT les multiples obstacles que rencontrent l'Afrique dans son effort de construction et de développement économique et social;

— VU qu'un véritable développement est impossible sans la participation active d'une jeunesse éduquée et responsable, tant au niveau décisionnel qu'aux plans de la planification et de la mise en oeuvre;

— CONSIDERANT que la jeunesse africaine ne constitue pas seulement une force économique mais également un agent de réflexion, de conception et d'exécution dans le processus de développement;

— COMPTE-TENU des exigences de la solidarité africaine dans la lutte contre l'hégémonie et l'exploitation, et des responsabilités de l'Afrique dans le combat pour la libération et la paix dans le monde;

— CONSIDERANT que les problèmes de la jeunesse sont caractérisés; essentiellement par les éléments perturbateurs suivants:

- * l'analphabétisme.
- * le problème du chômage et du sous-emploi.
- * l'inadéquation entre l'emploi et la formation reçue.
- * l'exode rural.
- * la délinquance juvénile et l'usage des drogues.
- * les difficultés d'accès au logement et à la propriété terrienne.
- * les migrations des populations jeunes fuyant la guerre, la famine et les calamités naturelles.
- * la fuite des cerveaux.
- * la dislocation progressive des communautés traditionnelles.
- * le manque de formation et d'éducation suffisantes.

RECOMMANDE DE:

— INVITER l'ensemble des Parlements et des Gouvernements Africains à œuvrer pour la création des conditions propices à l'instauration et au renforcement de la paix, de la sécurité et de la justice dans le monde, et à associer la jeunesse à cette action;

— S'EMPLOYER à trouver un moyen pratique de tirer profit des recherches et des expériences complé-

mentaires à initier entre les pays africains aux fins de la promotion et du progrès de la jeunesse et de sa participation active à la dynamique du progrès;

— **INVITER les Parlements et les Gouvernements Africains** à promouvoir l'esprit de solidarité et de fraternité africaines, en sensibilisant la jeunesse africaine sur l'histoire, la civilisation et les potentialités propres à l'Afrique, et exhorter les Gouvernements Africains à associer les jeunes aux différentes responsabilités, conformément à l'appel du «Programme de participation populaire» qui relève de l'Institut des Nations Unies de Recherches sur le Développement Social, à Genève;

— **OEUVRER** pour le renforcement des organisations de jeunes et faire en sorte que les organisations et associations de jeunesse deviennent propices à la manifestation et à l'épanouissement des talents et des aptitudes de la jeunesse;

— **CREER** les conditions nécessaires pour aider les jeunes à accéder à une plus grande maîtrise des sciences et de la technologie;

— **MOBILISER** les efforts, consacrer des crédits spéciaux à l'éradication totale de l'analphabétisme parmi la jeunesse africaine et proclamer une Année Spéciale à cet effet;

— **AIDER** les jeunes à élargir leurs horizons culturels et créer pour eux toutes les conditions propices à la sauvegarde de leur identité, de leur authenticité et de leur langue nationale, tout en favorisant chez eux l'ouverture les différents cultures du monde;

— **Faire de l'emploi un droit réel au même titre que les autres droits de la jeunesse africaine**; et ce notamment par le biais de:

- a) projets agricoles en milieu rural, dans le cadre d'une politique assurant la sécurité alimentaire et répondant aux aspirations du monde rural afin que le milieu rural se transforme en un pôle d'attraction culturelle freinant ainsi le phénomène de l'exode rural;
- b) projets industriels qui répondent aux exigences de développement aux besoins des jeunes en matière d'emploi;
- c) la mise en place par les Gouvernements et les Parlements Africains d'un programme visant à faire bénéficier la jeunesse qui vit dans les régions côtières d'Afrique des avantages économiques des ressources marines naturelles de ses territoires;
- d) la formation professionnelle en faveur de la jeunesse à tous les niveaux et dans les différents secteurs.

— **TRANSFORMER** l'agriculture par une modernisation des méthodes et techniques agricoles et une réforme du système foncier facilitant l'accès des jeunes à la terre et à la propriété;

— **DEFINIR** une politique économique globale cohérente de motivation et d'installation des jeunes à la terre par la mise en place des moyens d'incitation au travail de la terre par:

- * la création d'un fonds national d'aide et d'installation des jeunes à la terre;

- * l'octroi des subventions à ceux qui ont le désir de retourner à la terre par les facilités d'accès au crédit d'installation et par le développement des structures communautaires de travail;

- * l'organisation d'un crédit agricole adapté;

- * la mise en place d'une structure dynamique de revenu satisfaisant avec:

- l'augmentation du prix des produits agricoles en fonction du coût réel de la vie;

- la diminution des prix des produits chimiques et des engrais.

— **DONNER** la priorité aux projets générateurs d'emplois et de revenus ainsi que la protection des emplois en faveur des jeunes;

— **ACCORDER** une importance particulière à l'éducation physique des jeunes et promouvoir tous les sports, étant donné leur effet direct sur la formation de leurs personnalités;

— **CONSOLIDER et RENFORCER les compétitions** et la coopération dans le domaine sportif des différents peuples du Continent Africain dans un esprit sain, débarrassé de tout chauvinisme et de toute violence;

— **INVITER** les Gouvernements et les Parlements Africains à faire de la jeunesse l'élément central de tous les programmes et plans d'action, la considérer comme un critère d'appréciation du degré de développement réalisé et la doter des moyens suffisants pour qu'elle joue son rôle historique en faveur du développement, comme elle l'a joué dans le cadre du combat pour l'indépendance politique;

— **DEPLOYER** les efforts nécessaires pour faire échec à la propagation des stupéfiants, lancer des campagnes de sensibilisation à tous les niveaux et promulguer les législations susceptibles de protéger la jeunesse contre leur usage, afin de contrer l'objectif fondamental de la mafia des stupéfiants et du néocolonialisme;

— **REGLER** pacifiquement les conflits générateurs de famine, de maladies et responsables de la défaillance d'un grand nombre de jeunes dans la production;

— **DEPLOYER** les efforts nécessaires en vue d'enrayer le phénomène de la fuite des cerveaux africains et ce, en créant les conditions propices à cette fin;

— **METTRE** l'accent sur la nécessité de protéger l'enfance et le préparer, par une bonne instruction civique, à assumer, au stade de la jeunesse, les responsabilités historiques qui l'attendent sur le Continent Africain;

— **DEVELOPPER** la protection sociale des jeunes par la création des infrastructures socio-éducatives telles que les centres sociaux, les centres de rééducation et de formation civique, etc.

— **SOULIGNER** la nécessité d'œuvrer en collaboration avec les pays d'accueil des travailleurs immigrés, pour la sauvegarde de la personnalité et de l'identité de la jeunesse africaine afin qu'elle puisse, à l'avenir, apporter

sa contribution à la construction et au développement de l'Afrique et renforcer les liens de coopération et de fraternité entre les peuples;

— REHABILITER les handicapés par la création des centres de réhabilitation en vue d'assurer leur formation professionnelle afin qu'ils participent également à l'effort de développement;

— FAIRE APRENDRE un métier aux prisonniers en vue de faciliter leur réinsertion sociale et professionnelle

— CREER un fonds de solidarité dont les ressources seront affectées à la création des structures productives gérées et animées par les jeunes;

— METTRE EN PLACE une structure appropriée de coordination des activités et des actions en faveur de la jeunesse et organe d'information et d'aide à l'installation de la jeunesse et à la création d'unités de production ainsi qu'à la stimulation de la créativité culturelle et de l'investigation scientifique et technique;

— SOUTENIR efficacement les efforts et l'action du Mouvement Panafricain de la Jeunesse (M.P.J.), notamment en renforçant ses moyens humains, financiers et matériels;

— INVITER tous les Etats et les Gouvernements Africains à mettre effectivement en oeuvre le Plan d'Action Régional en faveur de la Jeunesse, adopté par la Réunion Intergouvernementale sur la Jeunesse tenue à Addis-Abeba (Éthiopie) en Juin 1983, sous l'égide de la Commission Economique pour l'Afrique (C.E.A.) et à prendre toutes les dispositions utiles en vue de l'insertion, de l'application et de l'institution de la présente résolution dans leur politique de la jeunesse.

Resolução sobre

«A Juventude e o Desenvolvimento em África»

«A União dos Parlamentos, reunida em Cotonu (Benin), na sua 9.ª Conferência, de 8 a 9 de Maio de 1986,

— Notando com grande satisfação o interesse concedido à juventude pela Organização das Nações Unidas cuja Assembleia Geral proclamou na sua resolução 34-151 de 17 de Setembro de 1979, 1985 «Ano Internacional da Juventude» sobre o lema participação-desenvolvimento-paz;

— Notando igualmente o interesse expresso a favor da juventude pela Assembleia Geral das Nações Unidas que, na sua resolução 2027 de 7 de Dezembro de 1965, proclamava a difusão no seio dos jovens dos princípios da paz, do respeito mútuo e da compreensão entre os povos;

— Notando o grande interesse expresso pela Conferência da União Interparlamentar realizada em Ottawa de 2 a 7 de Setembro de 1985,

— Acentuado a necessidade de proteger a infância dando uma atenção particular às recomendações da Conferência Interparlamentar, sobre as políticas, programas e legislações aferentes à Infância em África, realizada em Yaoundé, de 22 a 26 de Novembro de 1982,

— Notando com uma grande satisfação o interesse que os Governos e os Parlamentos Africanos concedem à juventude;

— Considerando a importância quantitativa e qualitativa que reveste, no Continente Africano, a juventude que constitui uma das características do nosso jovem continente;

— Tendo em conta o papel activo que desempenha a juventude africana na luta que o povo trava nas frentes económica, social, científica e cultural assim como no seu combate para a libertação da África do jugo do colonialismo e do apartheid;

— Considerando a conjuntura que atravessa a África e que exige a mobilização das potencialidades da juventude para fazer face a todos os desafios;

— Tendo em conta as potencialidades humanas, mineiras e agrícolas da África e o facto de que a sua exploração passa pela coordenação dos esforços de todos os Estados Africanos;

— Considerando os múltiplos obstáculos que encontra a África no seu esforço de construção e desenvolvimento económico e social;

— Visto que um verdadeiro desenvolvimento é impossível sem a participação activa dum a juventude educada e responsável, tanto a nível de decisão como no da planificação e da execução,

— Considerando que a juventude africana não constitui somente uma força económica mas igualmente um agente de reflexão, de concepção e da execução no processo de desenvolvimento;

— Tendo em conta as exigências da solidariedade africana na luta contra a hegemonia e a exploração e das responsabilidades da África no combate para a libertação e a paz no mundo;

— Considerando que os problemas da juventude são caracterizados essencialmente pelos elementos perturbadores seguintes:

- * o analfabetismo;
- * o problema do desemprego e do sub-emprego;
- * a inadequação entre o emprego e a formação recebida;
- * o êxodo rural;
- * a delinquência juvenil e o uso de drogas;
- * as dificuldades de acesso ao alojamento e à propriedade;
- * as emigrações das populações jovens fugindo da guerra, da fome e da calamidade natural;
- * fuga de cérebros;
- * a deslocação progressiva das comunidades tradicionais;
- * a falta de formação e de educação suficientes;

RECOMENDA A:

— Convidar o conjunto dos Parlamentos e dos Governos Africanos a trabalhar para a criação das condições propícias à instauração e ao reforço da paz, da segurança e da justiça no mundo, e a associar a juventude a esta acção;

— Trabalhar no sentido de encontrar um meio prático de tirar resultado das investigações e das experiências complementares a iniciar entre os países africanos para a promoção e o progresso da juventude e para a sua participação activa na dinâmica do progresso;

— Convidar os Parlamentos e os Governos Africanos a promover o espírito de solidariedade e da fraternidade africanas, sensibilizando a juventude africana acerca da história, da civilização e das potencialidades próprias da África, e exortar os Governos Africanos a associar os jovens às diferentes responsabilidades, conforme o apelo do «Programa de participação popular» que substitui o do Instituto das Nações Unidas de Investigação sobre o Desenvolvimento Social, em Genebra;

— Trabalhar para o reforço das organizações de jovens e fazer com que as organizações e associações de juventude favoreçam a manifestação e o desabrochar de talentos e de aptidões da juventude;

— Criar as condições necessárias para ajudar os jovens a alcançar um maior domínio da ciência e da tecnologia;

— Mobilizar os esforços, consagrar os créditos especiais à erradicação total do analfabetismo no seio da juventude africana e proclamar um ano especial para este fim;

— Ajudar os jovens a alargar os seus horizontes culturais e criar-lhes todas as condições propícias para a salvaguarda da sua identidade, da sua autenticidade e a sua língua nacional favorecendo neles a abertura para as diferentes culturas do mundo;

— Fazer do emprego um direito real à semelhança do que acontece com os outros direitos da juventude africana, especialmente por meio de:

a) Projectos agrícolas para o meio rural, no quadro duma política de segurança alimentar e respondendo às aspirações do mundo rural a fim de que o meio rural se transforme num pólo de atracção cultural, travando assim o fenómeno do êxodo rural;

b) Projectos industriais que respondam às exigências do desenvolvimento e às necessidades dos jovens em matéria de emprego;

c) A Realização pelos Governos e pelos Parlamentos Africanos dum programa, visando fazer beneficiar a juventude que vive nas regiões costeiras da África das vantagens económicas dos recursos marinhos naturais dos seus territórios;

d) A formação profissional a favor da juventude em todos os níveis e nos diferentes sectores.

— Transformar a agricultura através da modernização dos métodos e técnicas agrícolas e uma reforma do sistema fundiário facilitando o acesso dos jovens à terra e à propriedade;

— Definir uma política económica global coerente de motivação e de fixação dos jovens no campo pela utilização de meios de incitação ao trabalho do campo, pela:

* Criação dum fundo nacional de ajuda e da instalação dos jovens no campo;

* Concessão de subvenções aqueles que têm o desejo de voltar ao campo pelas facilidades de acesso ao crédito de instalação e para o desenvolvimento das estruturas comunitárias de trabalho;

* Organização de um crédito agrícola adequado;

* Criação de uma estrutura dinâmica de lucro satisfatório com:

— O aumento do preço dos produtos agrícolas em função do custo real de vida;

— A diminuição dos preços dos produtos químicos e dos adubos.

— Dar prioridade aos projectos geradores de emprego e de rendimento bem como a protecção dos empregos a favor dos jovens;

— Dar uma importância particular à educação física dos jovens e promover todos os desportos, tendo em conta o efeito directo que produzem sobre a formação do corpo e da personalidade;

— Consolidar e reforçar as competições e a cooperação no domínio desportivo entre os diferentes povos do Continente Africano num espírito são, desprovido de todo o chauvinismo e de toda a violência;

— Convidar os Governos e os Parlamentos Africanos a fazer da juventude o elemento central de todos os programas e planos de acção, a considerá-la como um critério de apreciação do grau de desenvolvimento realizado e dotá-la de meios suficientes para que ela desempenhe o seu papel histórico a favor do desenvolvimento, como ela tem feito no quadro de luta para a independência política;

— Desenvolver os esforços necessários para fazer gerar a propagação dos estupefacientes, lançar as campanhas de sensibilização a todos os níveis e promulgar as legislações susceptíveis de proteger a juventude contra o seu uso a fim de contrariar a realização do objectivo fundamental da mafia dos estupefacientes e do neo-colonialismo;

— Dirigir pacificamente os conflitos geradores de fome, de doenças e responsáveis de enfraquecimento dum grande número de jovens na produção;

— Desenvolver os esforços necessários com vista a eliminar o fenómeno da fuga de cérebros africanos, criando as condições propícias à realização desse fim;

— Acentuar a necessidade de proteger a infância e de a preparar; através de uma boa instrução cívica, a assumir, na fase da juventude, as responsabilidades históricas que a esperam no Continente Africano;

— Desenvolver a protecção social dos jovens para a criação das infraestruturas sócio-educativas tais como centros sociais, os centros de reeducação e de formação cívica, etc.;

— Sublinhar a necessidade de trabalhar em colaboração com os países de acolhimento dos trabalhadores emigrados, para a salvaguarda da personalidade e de identidade da juventude africana para que ela possa, no futuro dar a sua contribuição à construção e ao desenvolvimento da África e reforçar os laços de cooperação e de fraternidade entre os povos;

— Reabilitar os deficientes pela criação de centros de reabilitação com vista a assegurar a sua formação profissional para que eles participem igualmente na tarefa de desenvolvimento;

— Dar uma profissão aos prisioneiros a fim de facilitar a sua reintegração social e profissional;

— Criar um fundo de solidariedade cujas receitas serão destinadas à criação das estruturas produtivas criadas e animadas pelos jovens;

— Criar uma estrutura apropriada de coordenação das actividades e das acções a favor da juventude e um órgão de informação e de ajuda à instalação da juventude e à criação de unidades de produção assim como estímulo à criatividade cultural e à invenção científica e técnica;

— Apoiar eficazmente os esforços da acção do movimento Pan-Africano da Juventude (MPJ) nomeadamente reforçando os seus meios humanos, financeiros e materiais;

— Convidar todos os Estados e Governos Africanos a iniciar efectivamente o Plano de Acção Regional a favor da Juventude, adoptado pela Reunião Inter-Parlamentar sobre a juventude realizada em Adis-Abeba (Etiópia) em Junho de 1983, sob a égide da Comissão Económica para a África (C.E.A.) e a tomar as medidas necessárias tendo em vista a inserção, a aplicação e instituição da presente resolução na sua política de juventude.

Résolution sur

«La coordination des politiques des Gouvernements Africains en matière de lutte contre la sécheresse, la désertification et la famine en Afrique»

«L'Union des Parlements Africains, réunie à Cotonou (Bénin) en sa 9ème Conférence, du 8 au 9 Mai 1986.

— RAPPELANT:

* Les recommandations du Sommet de l'O.U.A. tenu à Addis-Abeba en Juillet 1985 relatives aux problèmes économiques en Afrique;

* La déclaration universelle pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition, adoptée par la Conférence Mondiale de l'Alimentation (Rome, Novembre 1974);

* La déclaration et le programme d'action concernant l'instauration du nouvel ordre économique international adoptés par l'Assemblée Générale des Nations Unies (Mai 1974);

* Les recommandations et résolutions du Conseil Mondial de l'Alimentation adoptées par la 36ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, relatives à l'Alimentation et à l'Agriculture en Afrique (Décembre 1981);

* Les recommandations de la Conférence Internationale des Parlementaires sur la Population et le Développement en Afrique (Nairobi, Juillet 1981);

* La résolution de la 69ème Conférence de l'Union Interparlementaire sur la faim dans le monde (Rome, Septembre 1982);

* Les recommandations de la Conférence tenue à Genève, les 11 et 12 Mars 1985, sur la situation d'urgence en Afrique qui a attiré l'attention sur le danger extrême qui menace 20 pays africains sub-sahariens;

* Les recommandations de l'Union des Parlements Africains en la matière et notamment la résolution sur les problèmes économiques en Afrique et l'amélioration des conditions de l'Agriculture en Afrique, adoptée à Rabat lors de la 3ème Conférence (Rabat, Février 1979) et la résolution sur le rôle du secteur agricole dans le développement des pays Africains adoptée par la IVème Conférence à Kinshasa (Mars 1980);

* L'appel lancé à Dakar par la 8ème Conférence de l'U.P.A. en matière de lutte contre la sécheresse, la désertification et la famine en Afrique (Dakar, Mars 1985);

* Les résolutions de la Conférence Ministérielle tenue à Dakar sur une politique concertée de lutte contre la désertification (Dakar, Juillet 1984).

— CONSIDERANT que l'ampleur et la gravité de ces fléaux nécessitent une étude plus approfondie pour élaborer des approches et des politiques de lutte efficace;

— PROFUNDEMENT PREOCCUPEE par le fait que des millions d'hommes en Afrique souffrent de la faim et de la malnutrition;

— CONSCIENTE que la sécheresse, la désertification et la famine concernent tous les pays d'Afrique dont la mobilisation générale est devenue impérative;

— CONSTATANT que les efforts déployés séparément par les Etats concernés, quoique louables, sont insuffisants pour enrayer ces fléaux;

— AFFIRMANT l'importance fondamentale de toutes les formes de coopération entre les pays Africains en ce qui concerne la mise en oeuvre des programmes de lutte contre la désertification et la sécheresse;

— CONSIDERANT que la sécheresse, la désertification et la famine qui en découlent, sont intimement liées et constituent un aspect du problème général du sous-développement;

— CONSIDERANT qu'elles sont liées à l'aggravation du déséquilibre entre les pays pauvres et les pays développés;

— EXPRIMANT vive inquiétude d'évancer l'explosion démographique qui ne fera qu'aggraver le déficit alimentaire que connaissent les pays d'Afrique;

— CONSIDERANT que la crise provoquée par la sécheresse et la désertification est à l'origine du problème pressant des réfugiés en Afrique; ce qui implique de nouveaux fardeaux pour les économies des pays d'asile des réfugiés;

— DEPLORANT le gaspillage des énormes ressources affectées aux dépenses d'armement qui pourraient être utilisées à combattre la faim dans le monde et à soulager les déshérités;

— CONSIDERANT que l'allègement du fardeau de la dette internationale est une nécessité pour le développement des pays Africains;

— CONSCIENTE de la nécessité d'accélérer les négociations Nord-Sud en vue d'instaurer un nouvel ordre international économique plus juste, un des moyens susceptibles de résorber la crise du développement de pays du-Tiers-Monde;

— CONSIDERANT que le déficit hydrique alarmant dû aux longues sécheresses constitue la préoccupation majeure des peuples et gouvernements Africains concernés;

— CONSIDERANT que la crise économique mondiale et le retard technologique de l'Afrique en matière de maîtrise de l'eau et de l'énergie, des industries, des transports et des communications, constituent des facteurs primordiaux de dégradation de l'environnement et peuvent conduire au stade ultime de la désertification totale;

— CONSTATANT que la déforestation de plusieurs régions aggrave la sécheresse et la désertification de celles-ci;

— CONSIDERANT que les dégradations en cours dans chaque zone écologique ont des répercussions directes et indirectes sur elle-même et sur les autres zones écologiques voisines;

— CONSCIENT des responsabilités réciproques des Etats et de leur solidarité effective et vitale;

— CONSIDERANT la volonté politique réelle de tous les Etats à lutter en commun contre les trois fléaux: la sécheresse, la désertification et la famine qui menacent l'avenir de l'environnement et des populations sur la base des principes approuvés par le Plan d'Action de Lagos, le Plan d'Action de lutte contre la désertification de 1977, le Plan d'Action de Dakar de 1984 et tous les plans régionaux et sous-régionaux tels ceux du CILSS, du Club du Sahel et de la Ceinture Verte pour les pays de l'Afrique du Nord ainsi que de l'IGADD pour l'Afrique Orientale;

— CONSIDERANT les énormes efforts déployés par tous les organismes nationaux, sous-régionaux, régionaux et internationaux en vue d'élaborer et de mettre en oeuvre politiques contre la sécheresse, la désertification et la

— SE FELICITANT des efforts déployés par la communauté internationale pour répondre aux besoins des cas d'urgence en Afrique, notamment en ce qui concerne l'aide alimentaire, les transports et l'assistance médicale,

* REAFFIRME son vif intérêt pour les questions se rapportant à la sécheresse, la désertification et la famine et les modalités de lutte contre ces fléaux.

* DEMANDE aux parlements et aux gouvernements des pays Africains de faire de l'éradication de la faim l'objectif majeur de toutes les stratégies nationales et souligne que le problème de l'alimentation doit être résolu en priorité par les pays africains grâce à une politique d'auto-suffisance alimentaire.

* INVITE les pays développés à organiser le transfert du surplus alimentaire vers les pays sinistrés dans le cadre d'une coopération structurée et à mettre, dans le cadre d'une coopération internationale, une technologie à la disposition des Etats Africains dans le domaine de l'approvisionnement en eau, la réalisation des pluies artificielles pour combattre la sécheresse, et les invite à faire preuve d'une plus grande solidarité afin d'aider les pays Africains dans leurs efforts pour vaincre la faim et en vue d'une meilleure rémunération de nos productions agricoles.

* LANCE un appel en faveur de la réduction des dépenses militaires et de l'affectation des ressources ainsi épargnées à la production vivrière.

* INVITE les parlements et les gouvernements d'Afrique à intensifier leurs efforts en vue d'adopter des politiques agricoles soutenues afin de moderniser l'agriculture de façon que la production soit compatible avec le taux de croissance démographique.

* INVITE les parlements et les Gouvernements Africains à décréter une année de reboisement.

* SOUTIENT les efforts du CILSS et demande sa transformation en un Centre Africain d'Etudes et de recherches en matière de lutte contre la désertification et l'aridité ainsi que ceux de l'Autorité Intergouvernementale sur la Sécheresse et le Développement (I.G.A.D.D.) entre les gouvernements de Djibouti, de l'Éthiopie, du Kenya, de la Somalie, du Soudan et de l'Ouganda et le Communiqué Final adopté lors de la clôture de la réunion tenue à Djibouti du 15 au 16 Janvier 1986.

* DECOMMANDE de promouvoir une coopération étroite entre les Etats concernés en vue d'enrayer le mal par un traitement radical, basé sur la complémentarité des expériences vécues pour:

— endiguer l'extension des déserts, notamment entre l'Atlantique, la Méditerranée et la Mer Rouge;

—oeuvrer en commun à produire suffisamment de denrées alimentaires et énergétiques nécessaires à la consommation des populations.

*RECOMMANDE une mobilisation intense des potentialités, des ressources et des capacités nationales, sous-régionales et régionales dans tous les secteurs d'activité économique nécessaires pour atteindre les objectifs prioritaires régionaux, à savoir: l'autosuffisance alimentaire, la sauvegarde du couvert végétal, la protection des sols, la maîtrise de l'eau et de l'énergie; ce qui nécessite une série d'actions à entreprendre dans le cadre d'une coopération régionale concernant:

1º/ La mise en place d'un système d'étude, de surveillance et d'alerte de l'évolution du couvert végétal et de la dégradation de l'environnement, en vue d'agir rapidement au niveau des zones sinistrées avec l'aide de tous.

2º/ La défense et la mise en valeur des sols par des actions de reboisement.

3º/ Le développement des énergies renouvelables (solaires, éolienne, biomasse) en mesure de sauvegarder les ressources végétales.

4º/ Le renforcement des programmes entrepris autour du désert et de la Ceinture verte au Nord et la mise en valeur des zones arides des pays du Sahel, au sud.

5º/ Le développement d'un programme de protection et d'amélioration des productions animales, à base de races locales.

6º/ La mise en oeuvre de projets de développement intégré de villages, de zones de culture et d'élevage assurant la fixation des populations rurales.

7º/ L'exploitation systématique des données hydrologiques et climatologiques à l'intention des gouvernements et des différents utilisateurs.

8º/ La normalisation des pesticides et l'utilisation des engrais et d'autres méthodes susceptibles d'améliorer la qualité du sol.

9º/ Le développement de la recherche dans le domaine de la lutte biologique intégrée.

* RAPPELLE à la communauté internationale la nécessité d'honorer l'engagement qu'elle a réitéré d'éliminer la faim et la malnutrition.

* AFFIRME qu'une aide extérieure améliorée et accrue, bien qu'indispensable, ne peut remplacer un environnement économique, commercial et financier international plus propice et équitable, qui serait assorti de dispositions adéquates pour atténuer fortement le protectionnisme, résoudre le problème de l'endettement des pays en développement, dans l'intérêt de tous les pays et particulièrement ceux du Tiers-Monde et améliorer la stabilité monétaire internationale.

* CONVIENT du rôle important de la femme et de la jeunesse dans l'ensemble de cette action et, plus spécialement, dans la mise en oeuvre des stratégies alimentaires.

* CONVIENT des réformes qui provoquent une meilleure incitation des producteurs, notamment des petits agriculteurs et éleveurs, qui permettent des politiques plus équilibrées entre les cultures vivrières et celles destinées à l'exportation, et qui intensifient les investissements dans les travaux d'irrigation de faible envergure.

* CONVIENT d'accorder une plus grande attention aux problèmes démographiques dans le contexte économique et social propre à chaque pays.

* CONVIENT de la nécessité de mobiliser toutes les ressources humaines.

* CONVIENT de veiller davantage à l'accélération des investissements destinés à accroître les ressources alimentaires et agricoles et à améliorer les méthodes de gestion qui jouent un rôle déterminant dans la réalisation des objectifs d'autosuffisance alimentaire et de production alimentaire.

* CONVIENT que les organismes d'aide doivent adapter leur démarche et leurs programmes pour mieux aider les pays africains à orienter leurs politiques vers une conception plus rigoureuse du développement des ressources alimentaires et agricoles.

* CONVIENT de la nécessité de mesurer l'impact de l'aide alimentaire sur l'exode rural et les habitudes de consommation.

* CONVIENT que pour mener à bien et à terme les actions de lutte contre la sécheresse, la désertification et la famine, il est indispensable de sensibiliser et de mobiliser les masses à travers des mesures concrètes de responsabilisation d'intérêt économique et social.

* SOLLICITE la participation active des organismes internationaux spécialisés en mesure d'aider à la conception et à la réalisation des programmes régionaux de coopération en matière de lutte contre la sécheresse, la désertification et la famine.

* SE FELICITE des efforts déployés par la communauté internationale pour répondre aux besoins des pays africains qui ont récemment souffert de l'état d'urgence et l'invite à consentir davantage de tels efforts.

* RECOMMANDE la coordination des actions menées par nos pays au niveau régional et continental, de manière à élaborer une stratégie agricole visant à:

1º/ La réalisation de l'autosuffisance alimentaire à travers un développement de la production agricole diversifiée;

2º/ L'augmentation du niveau de vie dans les zones rurales par le développement de l'agro-industrie et le contrôle de l'exode rural;

3º/ La réalisation de projets communs dans les domaines de l'irrigation, de l'approvisionnement en eau et de lutte contre la désertification par l'utilisation de techniques appropriées;

4º/ La mise en place des mesures destinées à contenir et à freiner la désertification — notamment par la construction d'ouvrages hydro-agricoles, le reboisement de sols, etc.

5º/ La sensibilisation et la mobilisation de la jeunesse autour du programme de lutte contre la désertification et en faveur du développement écologique.

- * INVITE les gouvernements des pays Africains à rendre par des voies pacifiques en vue de résoudre au mieux le problème des réfugiés en Afrique.
- * INVITE les gouvernements des pays Africains à établir une stratégie commune de négociation avec les institutions et les pays créanciers pour l'allègement du fardeau de la dette internationale.
- * CHARGE le Président de l'U.P.A. de prendre des contacts avec les organisations internationales compétentes en vue de soutenir les efforts des gouvernements Africains tendant à obtenir un allègement du fardeau de la dette extérieure.
- * APPELLE à l'accélération des négociations en vue d'instaurer un nouvel ordre économique international plus juste, un des moyens susceptibles de résoudre les problèmes de développement du Tiers-Monde.

Resolução sobre

«A coordenação das políticas dos Governos Africanos em matéria de luta contra a seca, a desertificação e a fome em África».

«A União dos Parlamentos Africanos, reunida em Cotonou (Bénin), na sua 9.ª Conferência, de 8 a 9 de Maio de 1986,

— LEMBRANDO:

- * As recomendações da Cimeira da O.U.A. realizada em Adis-Abeba em Julho de 1985 relativas aos problemas económicos em África;
- * A declaração universal para a eliminação definitiva da fome e da má-nutrição adoptada pela Conferência Mundial da Alimentação (Roma, Novembro de 1974);
- * A declaração e o programa de acção concernentes à instauração da nova ordem económica internacional adoptadas pela Assembleia Geral das Nações Unidas (Maio de 1974);

* As recomendações e resolução do Conselho Mundial da Alimentação adoptadas pela 36.ª Sessão da Assembleia Geral das Nações Unidas, relativas a alimentação e a agricultura em África (Dezembro de 1981);

* As recomendações da Conferência Internacional dos Parlamentares sobre a População e o Desenvolvimento em África (Nairobi, Julho de 1981);

* A resolução da 69.ª Conferência da União Interparlamentar sobre a fome no mundo (Roma, Setembro de 1982);

* As recomendações da Conferência realizada em Geneve, a 11 e 12 de Março de 1985, sobre a situação de urgência em África, que chamou a atenção sobre o perigo extremo que ameaça 20 países Africanos sub-saharianos;

* As recomendações da União dos Parlamentos Africanos na matéria, entre outras, a resolução sobre os problemas económicos em África e a melhoria das condições da agricultura em África, adoptadas em Rabat por ocasião da 9.ª Conferência (Rabat, Fevereiro de 1979) e a resolução sobre o papel do sector agrícola no desenvolvimento dos países Africanos adoptada pela IV Conferência em Kinshasa (Maio de 1980);

* O apelo lançado em Dakar pela 8.ª Conferência da UPA em matéria de luta contra a seca, a desertificação e a fome em África (Dakar, Março de 1985);

* As resoluções da Conferência Ministerial realizada em Dakar sobre uma política de luta concertada contra a desertificação (Dakar, Julho de 1984);

— CONSIDERANDO que o volume e a dimensão destas calamidades necessitam dum estudo mais aprofundado com vista à elaboração de análises e políticas de luta eficaz;

— PROFUNDAMENTE PREOCUPADA pelo facto de que milhões de homens em África sofrem a fome e a má-nutrição;

— CONSCIENTE que a seca, a desertificação e a fome dizem respeito a todos os países de África cuja mobilização geral se tornou imperativa;

— CONSTATANDO que os esforços empregues isoladamente pelos Estados abrangidos, embora louváveis, são insuficientes para irradiar essas calamidades;

— AFIRMANDO a importância fundamental de todas as formas de cooperação entre os países Africanos no que concerne a execução dos programas de luta contra a desertificação e a seca;

— CONSIDERANDO que a seca, a desertificação e a fome que delas resulta estão intimamente ligadas e constituem um aspecto de problema geral do sub-desenvolvimento;

— CONSIDERANDO que elas estão ligadas ao agravamento do desequilíbrio entre os países pobres e os países desenvolvidos;

— EXPRIMINDO a sua viva inquietude face à explosão demográfica que não faz senão agravar o déficit alimentar que conhecem os países da África;

— CONSIDERANDO que a crise provocada pela seca e a desertificação está na origem do problema premente dos refugiados em África, o que implica novos fardos para as economias dos países de asilo dos refugiados;

— LAMENTANDO o esbanjamento dos enormes recursos afectados às despesas com o armamento que poderiam ser utilizados no combate à fome no mundo e aliviar os deserdados;

— CONSIDERANDO que a diminuição do peso da dívida internacional é uma necessidade para o desenvolvimento dos países Africanos;

— CONSCIENTE da necessidade de se acelerar as negociações Norte-Sul a fim de instaurar uma nova ordem económica internacional mais justa, um dos meios susceptíveis de resolver a crise do desenvolvimento dos países do Terceiro Mundo;

— CONSIDERANDO que o déficit hídrico alarmante provocado pelas prolongadas secas constitui a preocupação maior dos povos e governos Africanos abrangidos;

— CONSIDERANDO que a crise económica mundial e o atraso tecnológico da África em matéria de aproveitamento da água e da energia, das indústrias, dos transportes e das comunicações, constituem os factores primordiais de degradação do ambiente e podem conduzir ao estágio último da desertificação total;

— CONSTATANDO que a desflorestação de várias regiões agrava a seca e a desertificação destas;

— CONSIDERANDO que as degradações em curso em cada zona ecológica têm repercussões directas e indirectas sobre ela mesma e sobre as outras zonas ecológicas vizinhas;

— CONSCIENTE das responsabilidades recíprocas dos Estados e da sua solidariedade efectiva e vital;

— CONSIDERANDO a vontade política real de todos os Estados de lutarem em comum contra as três calamidades: a seca, a desertificação e a fome que ameaçam o futuro do meio e das populações na base dos princípios aprovados pelo Plano de Acção de Lagos, o Plano de Acção de luta contra a desertificação de 1977, o Plano de Acção de Dakar de 1984 e todos os planos regionais e sub-regionais tais como o do CILSS, do Clube do Sahel e da Cintura Verde para os países da África do Norte assim como do IGADD para a África Oriental;

— CONSIDERANDO os enormes esforços desenvolvidos por todos os organismos nacionais, sub-regionais, regionais e internacionais em vias de elaborar e de pôr em execução as políticas contra a seca, a desertificação e a fome;

— FELICITANDO-SE pelos esforços desenvolvidos pela comunidade internacional para responder às necessidades dos casos de urgência em África, especialmente no que concerne à ajuda alimentar, aos transportes e à assistência médica;

* REAFIRMA seu vivo interesse por todas as questões que dizem respeito à seca, à desertificação e à fome e às modalidades de luta contra estes flagelos.

* PEDE aos parlamentos e aos Governos dos países Africanos para fazerem da erradicação da fome o objectivo maior de todas as estratégias nacionais e sublinha que o problema de alimentação deve ser resolvido com prioridade para os países africanos graças a uma política de auto-suficiência alimentar.

* CONVIDA os países desenvolvidos a organizar a transferência do excedente alimentar em direcção dos países sinistrados no quadro de uma cooperação estruturada e a colocar à disposição dos Estados Africanos, no quadro duma cooperação internacional, uma tecnologia no domínio do aproveitamento da água, a realização de chuvas artificiais para combater a seca, e convida-os a fazer prova duma maior solidariedade a fim de ajudar os países Africanos nos seus esforços para vencer a fome e em vista a uma melhor remuneração das nossas produções agrícolas.

* LANÇA um apelo a favor da redução das despesas militares e da afectação dos recursos assim economizados à produção de bens alimentícios.

* CONVIDA os parlamentos e os governos da África a intensificar os seus esforços com vista a adoptarem políticas agrícolas consistentes a fim de modernizar a agricultura por forma que a produção seja compatível com a taxa de crescimento demográfico.

* CONVIDA os parlamentos e os governos africanos a decretarem um ano de reflorestação.

* APOIA os esforços do CILSS e pede a sua transformação num Centro Africano do Estudo e de pesquisa em matéria de luta contra a desertificação e a aridez assim como aqueles da Autoridade Intergovernamental sobre a Seca e o Desenvolvimento (I.G.A.D.-D.) entre os governos de Djibouti, da Etiópia, do Kénia, da Somália, do Sudão e do Uganda e o Comunicado Final adoptado aquando do encerramento da reunião, realizada em Djibouti, de 15 a 16 de Janeiro de 1986.

* RECOMENDA a promoção de uma cooperação estreita entre os Estados atingidos com vista a irradiar o mal através de um tratamento radical baseado na complementaridade das experiências vividas para:

— Impedir a extensão dos desertos, nomeadamente entre o Atlântico, o Mediterrâneo e o Mar Vermelho;

— Trabalhar em comum para produzir géneros alimentícios suficientes e energéticos necessários ao consumo das populações;

— RECOMENDA uma mobilização intensa das potencialidades, dos recursos e das capacidades nacionais, sub-regionais e regionais

em todos os sectores da actividade económica necessária para atingir os objectivos prioritários regionais, a saber: a auto-suficiência alimentar, a salvaguarda da cobertura vegetal, a protecção dos solos, o domínio da água e da energia; o que requer uma série de acções a emprender no quadro duma cooperação regional respeitante:

- 1.º A criação dum sistema de estudo, de vigilância e de alerta sobre a evolução da cobertura vegetal e a degradação do meio ambiente com vista a uma acção rápida ao nível das zonas sinistradas com ajuda de todos.
- 2.º A defesa e a preparação dos solos através das acções de desarborização.
- 3.º Ao desenvolvimento das energias renováveis (solares, eólicas, biomassa por forma a salvaguardar os recursos vegetais.
- 4.º Ao reforço dos programas empreendidos à volta do deserto e da Cintura Verde ao Norte e a instaurar nas zonas áridas dos países ao Sul do Sahel.
- 5.º O desenvolvimento dum programa de protecção e da melhoria da produção animal baseada na selecção de raças locais.
- 6.º A execução de projectos de desenvolvimento integrado das aldeias, zonas de cultura e de pecuária para assegurar a fixação das populações rurais.
- 7.º Ao aproveitamento sistemático dos dados hidrológicas e climatológicas à intenção dos governantes e dos diferentes utilizadores.
- 8.º A standardização dos pesticidas e a utilização dos adubos e outros métodos susceptíveis de melhorar a qualidade do solo.
- 9.º O desenvolvimento da pesquisa do domínio da luta biológica integrada.

*LEMBRA à comunidade internacional a necessidade de honrar o engajamento que ela reiterou de eliminar a fome e a má-nutrição.

* AFIRMA que uma ajuda exterior melhorada e aumentada, ainda que indispensável não pode substituir um ambiente económico, comercial e financeiro internacional mais propício e equitativo, o qual seria acrescido de disposições adequadas para atenuar fortemente o proteccionismo, resolver o problema do endividamento dos países em desenvolvimento, no interesse de todos os países e particularmente, os do 3.º Mundo, e melhorar a estabilidade monetária internacional.

* RECONHECE O papel importante da mulher e da juventude no conjunto desta acção e, mais especialmente, na execução das estratégias alimentares.

* DEFENDE as reformas capazes de provocar uma melhor incitação dos produtores e outros dos pequenos agricultores e pastores os quais permitem políticas mais equilibradas entre as culturas alimentícias e aquelas à exportação, e que intensificam os investimentos nos trabalhos de irrigação de fraca envergadura.

* PROPUGNA A necessidade de se dar maior atenção aos problemas demográficos no contexto económico e social próprio a cada país.

* RECONHECE A necessidade de se mobilizar todos os recursos humanos.

* DEFENDE A necessidade de maior vigilância na aceleração dos investimentos destinados a aumentar os recursos alimentares e agrícolas e à melhoria dos métodos de gestão que desempenham um papel determinante na realização dos objectivos de auto-suficiência alimentar e de produção alimentar.

* DEFENDE que os organismos de ajuda devem adoptar as suas acções e os seus programas para melhor ajudarem os países africanos a orientar as suas políticas com vista a uma concepção mais rigorosa do desenvolvimento dos recursos alimentares e agrícolas.

* DEFENDE Da necessidade de medir o impacto da ajuda alimentar sobre o êxodo rural e os hábitos do consumo.

* RECONHECE Que para levar a bom termo as acções de luta a seca, a desertificação e a fome, é indispensável sensibilizar e mobilizar as massas através de medidas concretas de responsabilização, de suscitar interesse económico e social.

* SOLICITA a participação activa dos organismos internacionais especializados dotados da possibilidade de ajudar na concepção e na realização dos programas regionais de cooperação em matéria de luta contra a seca, a desertificação e a fome.

* FELICITA-SE pelos esforços desenvolvidos pela comunidade internacional para responder às necessidades dos países Africanos que foram recentemente atingidos pelo estado de urgência e convida a emprender esforços ainda maiores.

* RECOMENDA A coordenação das acções conduzidas pelos nossos países a nível regional e continental, por forma a se elaborar uma estratégia agrícola:

- 1.º/A realização da auto-suficiência alimentar através dum desenvolvimento da produção agrícola diversificada;

- 2.º/ O aumento do custo de vida nas zonas rurais através do desenvolvimento da agro-indústria e do controle do êxodo rural;
 - 3.º/ A realização de projectos comuns no domínio da irrigação, do aprovisionamento em água e da luta contra a desertificação pela utilização de técnicas apropriadas;
 - 4.º/ A tomada de medidas destinadas a deter e a travar a desertificação, nomeadamente, a construção de obras hidro-agrícolas e re-arborização dos solos, etc.
 - 5.º/ A sensibilização e à mobilização da juventude à volta do programa de luta contra a desertificação a favor do desenvolvimento ecológico.
- * CONVIDA os países africanos a resolver os seus diferendos por vias pacíficas a fim de melhor resolverem o problema dos refugiados em Africa.
 - * CONVIDA os governos dos países Africanos à estabelecer uma estratégia comum de negociação com as instituições e os países credores para o alívio do fardo da dívida internacional.
 - * ENCARREGA o Presidente da UPA de contactar as organizações internacionais competentes tendo em vista apoiar os esforços dos governos Africanos tendentes a obter um alívio do peso da dívida externa.
 - * APELA à aceleração das negociações com o objectivo de instaurar uma ordem económica internacional mais justa, um dos meios susceptíveis de resolver os problemas de desenvolvimento do «TERCEIRO-MUNDO».

LA CONTRIBUTION DES PARLEMENTS:

- a) A l'arrêt de la course aux armements et au désarmement effectif, en ce qui concerne notamment la militarisation de l'espace extra-atmosphérique, les armes nucléaires et classiques et les armes chimiques
- b) A la lutte efficace contre le terrorisme international
- c) A la suppression des foyers de tension dans le Monde et, en particulier aux efforts déployés par le Groupe de Contadora

(Résolution adoptée sans vote)

EN CE QUI CONCERNE LE DESARMEMENT

La 75^e Conférence interparlementaire,

gravement préoccupée par le danger de catastrophe nucléaire qui pèse sur l'humanité et menace d'anéantir toute civilisation sur terre,

guidée par le désir de libérer l'humanité de la menace d'une guerre nucléaire et classique et de préparer la voie en vue d'arrêter progressivement la course aux armements nucléaires et classiques sur terre et d'empêcher qu'elle ne se propage à l'espace extra-atmosphérique, de diminuer globalement les risques de guerre et d'instaurer des mesures propres à accroître la confiance qui est un élément fondamental des relations entre Etats.

titue pour l'humanité tout entière une course aux *profondément inquiète* devant de danger que constitue pour l'humanité tout entière une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, et *soulignant* que celui-ci devrait être utilisé au bénéfice de l'humanité à des fins pacifiques,

appuyant les efforts visant à éliminer les armes nucléaires et chimiques et *prenant note des propositions* importantes formulées récemment à cet égard par les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique, et notamment le programme visant à éliminer ces armes d'ici à l'an 2000.

exprimant sa profonde satisfaction devant les résultats du sommet soviéto-américain de Genève, et les accords conclus à cette occasion en vue d'accélérer les travaux entrepris dans le cadre des négociations de Genève relatives aux armements nucléaires et spatiaux afin de prévenir la course aux armements dans l'espace et de l'arrêter sur terre, de donner un nouveau *lan* aux efforts déployés dans d'autres domaines relatifs à la limitation et à la réduction des armements, et de renforcer la stabilité stratégique,

prenant note de la Déclaration conjointe du 22 mai 1984, réaffirmée le 28 janvier 1985, des chefs d'Etat ou de Gouvernement de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la Suède et de la République unie de Tanzanie adressée aux Etats dotés d'armes nucléaires et les invitant à mettre fin aux essais d'armes nucléaires et à arrêter la course aux armements nucléaires,

* La Section A a été adoptée sans vote mais la délégation argentine a formulé des réserves au sujet du 7^e paragraphe du préambule; les Sections B et C ont, elles aussi, été adoptées sans vote.

réaffirmant les résolutions précédentes selon lesquelles l'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires, telles que définies dans le Traité de Tlatelolco, pourrait renforcer la sécurité des Etats dans ces zones, freiner la prolifération des armes nucléaires, et favoriser le désarmement général et complet,

prenant note de la récente signature par la majorité des Etats de la région du Pacifique sud du Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique sud, adopté à Rarotonga (îles Cook) le 6 août 1985,

se félicitant de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa 40^e session, d'une résolution sur la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique,

soulignant la responsabilité des Parlements et des parlementaires en ce qui concerne la prévention de la guerre, et notamment de la guerre nucléaire, l'arrêt de la course aux armements et le maintien de la paix,

réaffirmant les dispositions du document final de la Dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, première session extraordinaire consacrée au désarmement, selon lesquelles la réduction progressive des budgets militaires sur la base d'un accord mutuel, particulièrement entre les Etats dotés d'armes nucléaires et d'autres pays militairement puissants, contribuerait à freiner la course aux armements et accroîtrait les possibilités de réaffecter les ressources qui sont actuellement utilisées à des fins militaires, au développement économique et social, notamment en faveur des pays en développement,

considérant qu'aux termes de l'article 1 des Statuts et Règlement de l'Union interparlementaire, elle est spécialement tenue d'accorder un soutien énergique aux nations luttant pour la paix et la sécurité internationales

consciente de la responsabilité qui incombe aux parlementaires de tous les pays en leur qualité de représentants élus du peuple, de sauvegarder la paix et la sécurité internationale,

soulignant que tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies sont tenus de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, conformément aux dispositions de l'article 2 de la Charte des Nations Unies et de l'Acte final d'Helsinki, et reconnaissant le droit de tous les Etats à assurer individuellement ou collectivement leur légitime défense, conformément aux dispositions de l'article 51 de la Charte des Nations Unies,

1. *exprime sa détermination* de contribuer par tous les moyens à ce que les négociations en cours aboutissent à des décisions importantes et efficaces de nature à empêcher la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique et à la faire cesser sur terre, ce qui permettrait de dégager des milliards de dollars utilisables à des fins constructives et d'aider les peuples qui cherchent à promouvoir leur développement économique et social;

2. *se félicite* des résultats de la rencontre soviéto-américaine au sommet de Genève, du fait que le Président des Etats-Unis d'Amérique et le Secrétaire général du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique aient convenu de ce qu'une guerre nucléaire ne devrait jamais être livrée et ne pouvait faire que des vaincus, ainsi que de leur décision d'accélérer les négociations de Genève sur les armements nucléaires et spatiaux et *exprime le vœu* que d'autres rencontres de ce type auront lieu;

3. *lance un appel* aux Parlements de tous les Etats pour les inviter à appuyer l'élimination rapide et vérifiable des arsenaux nucléaires et chimiques et la réduction des armes classiques, et *demande instamment* à tous les Etats de renouveler leur engagement à respecter les dispositions du Protocole de Genève de 1925 compte tenu des récents rapports de l'ONU concernant l'utilisation des armes chimiques;

4. *souligne* l'importance des efforts déployés sur le plan régional pour créer dans le monde des zones exemptes d'armes nucléaires, en vue d'aboutir finalement au désarmement général et complet sur la base d'accords libres et conclus entre les Etats de la région concernés;

5. *appelle* tous les Etats et leurs Parlements à contribuer à la conclusion, aussi rapidement que possible, d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, parfaitement vérifiable, étant entendu que ce traité ne serait qu'un aspect du processus plus vaste de désarmement nucléaire et ne remplacerait en aucune manière des réductions importantes des armements nucléaires;

6. *demande instamment* aux Parlements de promouvoir énergiquement les objectifs de l'utilisation à des fins pacifiques de l'espace extra-atmosphérique dans l'intérêt du maintien de la paix internationale et du respect des traités internationaux en vigueur relatifs à l'espace;

7. *demande instamment* aux Parlements des pays participant à la Conférence de Genève sur le désarmement de contribuer à accroître l'efficacité des travaux de la Conférence et d'engager promptement, dans le cadre de cette Conférence, des négociations en vue de promouvoir le désarmement nucléaire, d'interdire les essais d'armes nucléaires — interdiction effective et vérifiable qui s'appliquerait à toutes les puissances nucléaires — et de prévenir une guerre nucléaire;

8. *invite* les Parlements des pays participant aux pourparlers de Vienne sur les réductions mutuelles de forces et d'armements et mesures associées en Europe Centrale à contribuer aux réductions concertées des armements et des forces armées classiques et à conclure rapidement des accords mutuellement acceptables à cet effet;

9. *demande instamment* aux Parlements des pays participant à la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe de contribuer à son prompt achèvement et l'adoption d'un document contenant des mesures concrètes mutuellement acceptables et vérifiables propres à accroître la confiance, ainsi qu'une réaffirmation du principe du non-recours à la force;

10. *demande instamment* à tous les Parlements et Groupes nationaux de prendre des mesures visant à encourager la prise de décisions effectives propres à promouvoir le désarmement mondial sur terre et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques;

B. EN CE QUI CONCERNE LE TERRORISME INTERNATIONAL

La 75^e Conférence interparlementaire,

rappelant la résolution 40/61 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le terrorisme adoptée le 9 décembre 1985,

rappelant les conventions internationales en vigueur portant sur divers aspects du problème du terrorisme international, notamment la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (Tokyo, 14 septembre 1963), la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (La Haye, 16 décembre 1970), la Convention pour la représentation civile (Montréal, 23 septembre 1971), la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris ses agents diplomatiques (New York, 14 décembre 1973) et la Convention internationale contre la prise d'otages (New York, 17 décembre 1979).

profondément inquiète devant les actes et les pratiques du terrorisme international sous toutes ses formes qui mettent en péril la vie des hommes et causent leur mort,

convaincue qu'une large coopération internationale pourrait se révéler très efficace pour faire face à ce problème,

réaffirmant le principe de l'autodétermination des peuples consacré par la Charte des Nations Unies,

réaffirmant le droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance de tous les peuples soumis à des régimes coloniaux et racistes et d'autres formes de domination étrangère, et *soutenant* la légitimité de leur lutte, conformément aux buts et principes de la Charte et de la Déclaration sur les principes du droit international concernant les relations amicales et la coopération entre Etats aux termes de la Charte des Nations Unies.

réaffirmant le principe selon lequel chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne, comme le stipule la Déclaration universelle des droits de l'homme,

convaincue qu'il importe d'éclaircir et d'améliorer la coopération internationale entre les Etats, sur les plans bilatéral et multilatéral, ce qui contribuera à faire disparaître les actes de terrorisme international et leurs causes sous-jacentes et à prévenir et abolir ce fléau criminel,

convaincue que les Parlements doivent jouer un rôle important dans la recherche de solutions au problème du terrorisme international,

considérant que les prises d'otages et les enlèvements sont des délits qui préoccupent sérieusement la communauté internationale, car ils sont lourds de conséquences pour les droits des victimes et la promotion des relations amicales et de la coopération entre Etats.

1. *condamne sans équivoque* tous les actes, manifestations et pratiques terroristes, quel que soit le lieu où ils sont commis et quel qu'en soit l'auteur;
2. *déplore profondément* les pertes en vies humaines innocentes que provoquent de tels actes de terrorisme;
3. *déplore également* l'effet pernicieux des actes de terrorisme international sur les relations de

coopération entre Etats, notamment la coopération en faveur du développement;

4. *lance un appel* à tous les Etats pour qu'ils reconnaissent l'importance d'adopter une politique intransigeante face aux terroristes et à tous les Parlements pour qu'ils la mettent en œuvre, afin de montrer la détermination de la communauté internationale à ne pas céder au chantage des terroristes;
5. *afirme* l'obligation de tous les Etats sur le territoire desquels des otages ou des personnes enlevées sont détenus de prendre d'urgence toutes les dispositions nécessaires pour les faire libérer sains et saufs et prévenir d'autres prises d'otages et enlèvements à l'avenir;
6. *appelle* tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à envisager de devenir partie aux conventions internationales en vigueur relatives à divers aspects du terrorisme international;
7. *invite* les Etats qui ont signé les conventions pertinentes à promouvoir la mise en œuvre complète et rigoureuse de leurs dispositions;
8. *appelle* tous les Parlements et Gouvernements à prendre toutes les mesures appropriées au niveau national en vue d'éliminer rapidement et définitivement le problème du terrorisme international. Au nombre de ces mesures figurent l'harmonisation de la législation interne avec les conventions internationales, le respect des obligations internationales contractées et la prévention de la préparation et l'organisation sur leurs territoires respectifs d'actes terroristes dirigés contre d'autres Etats;
9. *exige que* les Gouvernements et les Parlements prennent toutes les mesures nécessaires — sans exclure le boycottage des aéroports mis en cause — afin d'empêcher les actes terroristes et d'en punir les auteurs;
10. *demande* à tous les Etats de se conformer à l'obligation qui leur incombe, en vertu du droit international, de s'abstenir d'organiser, de financer, d'encourager des actes de terrorisme dans d'autres Etats, d'y aider ou d'y participer, ou de tolérer sur leur territoire des activités organisées en vue de l'exécution de tels actes;
11. *prie instamment* tous les Parlements de veiller à ce que leurs pays ne servent pas de refuge à ceux qui recourent au terrorisme et que les terroristes soient traduits en justice conformément aux dispositions des conventions internationales pertinentes;
12. *demande* aux Parlements et aux Gouvernements de tous les Etats d'intensifier la collaboration sur le plan international afin de trouver les voies et les moyens d'action les plus adéquats pour lutter contre tout acte de terrorisme international;

13. *demande en outre instamment* à tous les Etats de coopérer plus étroitement, notamment en échangeant des informations pertinents concernant les mesures propres à prévenir et à combattre le terrorisme en appréhendant et poursuivant en justice ou en extradant les auteurs de tels actes, en concluant des traités spéciaux ou en incorporant dans les traités bilatéraux appropriés des clauses spéciales touchant en particulier l'extradition ou la poursuite en justice des terroristes;
14. *appelle* tous les Parlements à inviter instamment leurs Gouvernements respectifs, unilatéralement et en collaboration avec les autres Gouvernements, ainsi que les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, à contribuer à l'élimination progressive des causes sous-jacentes du terrorisme international et à prêter une attention spéciale à toutes les situations — entre autres le colonialisme, le racisme, les situations qui révèlent des violations massives et flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales et celles qui sont liées à l'occupation étrangère — qui pourraient susciter des actes de terrorisme international et compromettre la paix et la sécurité internationales;
15. *souligne* la nécessité pour les Gouvernements et les Parlements d'oeuvrer en faveur de la mise en application globale et effective, par leurs autorités nationales respectives, des dispositions de sécurité mises au point par différentes organisations internationales dans le domaine de l'aviation civile, en particulier par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour prévenir les attentats;
16. *encourage* les organismes internationaux compétents à chercher à améliorer davantage la sécurité du transport aérien et à éliminer le terrorisme maritime;
17. *prie* les Parlements des nations représentées à l'application de la présente résolution.

C. EN CE QUI CONCERNE LES FOYERS DE TENSION

I. En ce qui concerne les foyers de tension en général

La 75^e Conférence interparlementaire,

convaincue de la nécessité urgente de supprimer les foyers de tension dans le monde non seulement en vue d'éviter les conflits régionaux, mais aussi d'écartier le danger que de tels conflits puissent dégénérer en une confrontation à l'échelle mondiale,

consciente qu'une action devrait être entreprise d'urgence par tous les Etats pour mettre fin au colonialisme, à l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats, à l'apartheid, aux discriminations raciales et autres, et à toutes les formes d'agression et d'occupation qui constituent une grave menace pour la paix et la sécurité internationales, notamment en Afrique, en Asie et sur le continent américain,

soulignant l'importance de l'adoption, par voie de consensus, par l'Assemblée générale des Nations Unies, en novembre 1985, d'un appel solennel adressé aux

Etats en conflit pour qu'ils mettent immédiatement fin aux hostilités et règlent leurs problèmes par voie de négociations, ainsi que de l'obligation des Etats membres des Nations Unies de régler les situations de tension et de conflit et les différends par des moyens politiques, de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force et de ne s'ingérer en aucune façon dans les affaires intérieures des autres Etats,

1. *recommande* que le Conseil interparlementaire étudie la possibilité d'organiser des réunions interparlementaires sur les questions relatives à la paix et à la sécurité dans les régions et zones concernées, en vue de supprimer les foyers de tension dans différentes régions du monde et de promouvoir une coopération plus étroite entre les pays, en tenant compte des propositions de certains Groupes nationaux relatives à l'organisation d'une telle réunion en Asie;
2. *prie instamment* les Parlements et les Gouvernements d'appuyer toutes initiatives propres à renforcer à titre permanent les régimes démocratiques, représentatifs et pluralistes, et de promouvoir la réconciliation nationale, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, telles que le respect de l'intégrité de la personne humaine, la liberté de presse et la liberté de créer des syndicats, et, en particulier, d'affirmer l'importance de prôner et de mettre en oeuvre les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme;
3. *demande instamment* aux Parlements et aux parlements de recommander à leurs Gouvernements respectifs d'appliquer rigoureusement les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales en vue d'éliminer à tout jamais les foyers de tension en Afrique, en Asie et sur le continent américain;

II. En ce qui concerne l'appui aux efforts du Groupe de Contadora

gravement préoccupée par la situation en Amérique centrale qui est caractérisée, comme le rappelle le préambule de l'Acte de Contadora sur la paix et la coopération en Amérique centrale, «par un sérieux déclin de la confiance politique et par des incidents frontaliers, un renforcement des arsenaux, le trafic d'armes, la présence de conscillers étrangers et d'autres formes de présence militaire, et l'utilisation, par des forces irrégulières, des territoires de certains Etats pour mener des opérations de déstabilisation contre d'autres Etats de la région»,

convaincue que la signature de l'Acte de Contadora sur la paix et la coopération en Amérique centrale par tous les Etats de la région et ceux qui ont des liens avec eux et des intérêts dans la région devrait fournir le cadre nécessaire pour apaiser les tensions et assurer la paix et la sécurité en Amérique centrale et encourager la coopération et l'intégration économique,

soulignant que tous les pays d'Amérique centrale ont le droit de vivre dans la paix et la sécurité, libres de

toute ingérence extérieure, quel qu'en soit l'auteur et que les problèmes de l'Amérique centrale ne doivent être réglés par une action militaire,

considérant également que l'action menée par le Groupe de Contadora en faveur de la paix constitue un exemple de la recherche d'une solution pacifique et régionale à un conflit régional,

notant avec satisfaction que les pays qui coopèrent au sein du Groupe de Contadora, à savoir la Colombie, le Mexique, Panama et le Venezuela, sont soutenus par l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay dans leur initiative visant à engager un processus de négociation destiné à conduire à un règlement pacifique des conflits en Amérique centrale,

considérant que la réunion de Caraballeda recommandait l'application d'un ensemble d'actions concrètes visant à consolider la paix dans la région et devait être mises en oeuvre simultanément et qu'elle a aussi adopté la proposition du Président du Guatemala d'entamer un processus de consultation que pourrait conduire à l'établissement d'un Parlement centraméricain, et qu'une telle initiative favoriserait une meilleure compréhension des problèmes de la région,

1. *prie instamment* toutes les parties au conflit de signer l'Acte de Contadora sur la paix et la coopération en Amérique centrale, en tenant compte du dernier appel lancé par les Gouvernements des pays du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui à l'occasion de leur réunion de Panama;
2. *prie instamment en outre* tous les Etats qui ont des liens avec la région de faciliter la signature de l'Acte de Contadora sur la paix et la coopération, de respecter les engagements qu'ils ont contractés en vertu de cet Acte et de souscrire aux documents d'adhésion et de soutien à l'Acte de Contadora, prévus à cet effet;
3. *réaffirme* le droit de tous les pays de la région de vivre dans la paix et la sécurité sans aucune ingérence étrangère;
4. *appuie* les initiatives prises en vue d'une intégration régionale en Amérique centrale, telles que la création d'un Parlement centraméricain et toutes autres formes de coopération et d'accord;
5. *soutient* la politique de neutralité active perpétuelle et démilitarisée du Costa Rica;
6. *réaffirme* le droit inaliénable des pays d'Amérique latine à un développement commun, dans le cadre d'une paix régionale effective, de la démocratie, de la coopération et de la solidarité;
7. *prend note* de la dernière déclaration du Parlement latino-américain prononcée à l'occasion de la réunion qu'il a tenue au Guatemala et dans laquelle il «réaffirme sa volonté d'émancipation et défend les principes d'autodétermination et de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats, la démocratie pluraliste, le démantèlement des bases étrangères et le renvoi des conseillers étrangers ainsi que le plein respect des droits de l'homme»;
8. *rejette* toute assistance économique ou militaire dont l'objectif est d'appuyer des actes d'agression ou de déstabilisation contre des Etats de la région.

A CONTRIBUIÇÃO DOS PARLAMENTOS:

- a) Na cessação da corrida aos armamentos e ao desarmamento, no que diz respeito especialmente à militarização do espaço extra-atmosférico, às armas nucleares e clássicas e às armas químicas
- b) Na luta eficaz contra o terrorismo internacional
- c) Na supressão de focos de tensão no mundo e, em particular, nos esforços desenvolvidos pelo grupo da Contadora

A. NO QUE DIZ RESPEITO AO DESARMAMENTO

A 75.ª Conferência interparlamentar,

gravemente preocupada, pelo perigo de catástrofe nuclear que pesa sobre a humanidade e ameaça exterminar toda a civilização na Terra,

guiada pelo desejo de libertar a humanidade da ameaça de uma guerra nuclear e clássica e de preparar o caminho com vista a travar progressivamente a corrida aos armamentos nucleares e clássicos na terra e impedir que se propague no espaço extra-atmosférico, de diminuir globalmente os riscos da guerra e instaurar medidas próprias para aumentar a confiança que é um elemento fundamental das relações entre Estados,

profundamente inquieta perante o perigo que constitui para a humanidade inteira uma corrida aos armamentos no espaço extra-atmosférico, e *sublinhando* que isto deveria ser utilizado em benefício da humanidade para fins pacíficos,

apoiando os esforços que visam eliminar as armas nucleares e químicas e *tomando nota* das propostas importantes formuladas recentemente a esse respeito pelos Estados Unidos da América e a União Soviética, especialmente o programa que visa eliminar essas armas até o ano 2000,

exprimindo sua profunda satisfação perante os resultados da Cimeira soviético-americana de Genebra, e os acordos concluídos nessa ocasião com vista a acelerar os trabalhos empreendidos no quadro das negociações de Genebra relativos aos armamentos nucleares espaciais a fim de prevenir a corrida aos armamentos no espaço e para lá na Terra, dar um novo élan aos esforços feitos nos outros domínios relativos à limitação e à redução dos armamentos e reforçar a estabilidade estratégica,

tomando nota da Declaração Conjunta de 22 de Maio de 1984, reafirmada a 28 de Janeiro de 1985, pelos Chefes de Estado ou dos Governos da Argentina da Grécia, da Índia, do México, da Suécia e República Unida da Tanzânia, dirigida aos Estados dotados de armas nucleares, no sentido de suspenderem a corrida aos armamentos nucleares,

reafirmando as resoluções precedentes segundo as quais o estabelecimento de zonas isentas de armas nucleares, tais como as definidas no Tratado Tlatelolco, poderia reforçar a segurança dos Estados nessas zonas, moderar a proliferação de armas nucleares, e favorecer o desarmamento geral e completo,

tomando nota da recente assinatura, pela maioria dos Estados da região do Pacífico Sul, do Tratado sobre a zona desnuclearizada do Pacífico Sul, adoptada em Rarotonga (ilhas Cook) a 6 de Agosto de 1985,

congratulado-se pela adopção, por parte da Assembleia Geral das Nações, na sua 40.ª Sessão, duma resolução sobre a corrida aos armamentos no espaço extra-atmosférico,

sublinhando a responsabilidade dos Parlamentares no que concerne a prevenção da guerra, e especialmente da guerra nuclear, a suspensão da corrida aos armamentos e a manutenção da paz.

reafirmando as disposições do documento final da Décima Sessão Extraordinária da Assembleia Geral das Nações Unidas, primeira sessão extraordinária consagrada ao desarmamento, segundo as quais a redução progressiva dos armamentos militares, na base de um acordo mútuo, paritariamente entre os Estados dotados de armas nucleares e outros países militarmente poderosos, contribuiria para moderar a corrida aos armamentos e aumentaria as possibilidades de utilizar os recursos, que são destinados para fins militares, no desenvolvimento económico e social, especialmente em favor dos países em desenvolvimento.

considerando que nos termos do artigo 1.º dos Estatutos e Regulamento da União Interparlamentar, e especialmente concebida para conceder um apoio enérgico às Nações que lutam pela paz e segurança internacionais,

sublinhando que todos os Estados Membros da Organização das Nações Unidas devem abster-se de recorrer à ameaça ou ao emprego da força contra a integridade territorial ou a independência política de outro Estado, conforme as disposições do artigo 2.º da Carta das Nações Unidas e da Acta Final de Helsínquia, e reconhecendo o direito de todos os Estados em a segurança individual ou colectivamente sua legítima defesa, conforme as disposições do artigo 51.º da Carta das Nações Unidas,

1. *exprime sua determinação* em contribuir, por todos os meios, para que as negociações em curso terminem com decisões importantes e eficazes de modo a impedir a corrida aos armamentos no espaço extra-atmosférico e a fazê-la cessar na terra, o que permitiria desembargar biliões de dólares utilizáveis para fins construtivos e ajudar os povos que buscam promover seu desenvolvimento económico e social;
2. *congratula-se* pelos resultados do encontro soviético-americano à Cimeira de Genebra, porque o Presidente dos Estados Unidos da América e o Secretário-Geral do Comité Central do Partido Comunista da União Soviética reconheceram que uma guerra nuclear nunca deveria ser iniciada e só podia fazer vencidos, assim como sua decisão em acelerar as negociações de Genebra sobre os armamentos nucleares e espaciais, *exprimindo o voto* para que tenham lugar mais encontros desse tipo;
3. *lança um apelo* aos Parlamentares de todos os Estados convidando-os a apoiarem a eliminação rápida e verificável dos arsenais nucleares, e químicos e a redução das armas clássicas e *pede veementemente* a todos os Estados para renovarem o compromisso de respeitar as disposições do Protocolo de Genebra de 1925 tendo em conta os recentes relatórios da ONU respeitante à utilização de armas químicas;

4. *sublinha* a importância dos esforços empregados, no plano regional para criar, no mundo, zonas isentas de armas nucleares, com vista a chegar finalmente a um desarmamento geral e completo, com base em acordos livremente concluídos entre os Estados que a região integra;

5. *apela* a todos os Estados e seus Parlamentares para contribuam na conclusão, tão rapidamente quanto possível, de um tratado de interdição completa de armas nucleares, perfeitamente verificável, entendendo e que este tratado só seria um aspecto do processo mais vasto do desarmamento nuclear e não substituiria de modo nenhum as reduções importantes dos armamentos nucleares;

6. *pede veementemente* aos Parlamentares para promoverem energeticamente os objectivos de utilização para fins pacíficos do espaço extra-atmosférico no intuito da manutenção da paz internacional e do respeito do tratado internacional relativo ao espaço, que estão em vigor.

7. *pede veementemente* aos Parlamentares dos países participantes na Conferência de Genebra sobre o desarmamento para contribuírem no aumento da eficácia dos trabalhadores da Conferência e comprometerem-se prontamente, no quadro desta Conferência, nas negociações com vista a promover o desarmamento nuclear, proibir ensaios de armas nucleares — proibição efectiva e verificável que se aplicaria a todas as potências nucleares — e de prevenir uma guerra nuclear;

8. *convida* os Parlamentares dos países participantes na Conferência de Viena sobre as reduções mútuas de forças e armamentos e medidas associadas na Europa Central de contribuírem nas reduções concertadas dos armamentos e forças armadas clássicas e concluir rapidamente acordos mutuamente aceitáveis para esse efeito;

9. *pede veementemente* aos Parlamentares dos países participantes na Conferência de Estocolmo sobre medidas próprias para aumentar a confiança e a segurança e sobre o desarmamento na Europa de contribuírem para a sua execução e a adopção de um documento contendo medidas concretas mutuamente aceitáveis e verificáveis, próprias para aumentar a confiança, assim como a reafirmação do princípio do não-recurso à força;

10. *pede veementemente* a todos os Parlamentares e Grupos nacionais a recomendar medidas que visem encorajar a tomada de decisões efectivas e próprias no sentido de promover o desarmamento mundial na Terra e a utilização do espaço extra-atmosférico para fins pacíficos;

B. NO QUE DIZ RESPEITO AO TERRORISMO INTERNACIONAL

A 75.ª Conferência interparlamentar,

recordando a resolução 40/61 da Assembleia Geral das Nações Unidas sobre o terrorismo adoptada a 9 de Dezembro de 1985,

recordando as Convenções Internacionais, em vigor, que analisam sobre diversos aspectos o problema do terrorismo internacional, e particularmente a Convenção relativa às infracções e a certos actos ocorridos a bordo de aeronaves (Tokio, 14 de Setembro de 1963), a Convenção para a Repressão da captura ilícita de aeronaves (Háia, 17 de Dezembro de 1970), a Convenção para a Repressão de actos ilícitos dirigidos contra a segurança da aviação civil (Montreal, 23 de Setembro de 1971), a Convenção sobre a prevenção e a repressão de infracções contra pessoas que gozam de protecção internacional, incluídos os agentes diplomáticos (Nova York, 14 de Dezembro de 1973) e a Convenção Internacional contra a prisão de reféns (Nova York, 17 de Dezembro de 1977).

profundamente inquieta perante actos e práticas do terrorismo internacional sob todas as suas formas que põem em perigo a vida dos homens e causam sua morte,

convencida que uma grande cooperação internacional poderia revelar-se muito eficaz para fazer face a este problema,

reafirmo o princípio da auto-determinação dos povos consagrada pela Carta das Nações Unidas,

reafirmando o direito inalienável a auto-determinação e à independência de todos os povos submetidos a regimes coloniais e racistas e a outras formas de dominação estrangeira e defende a legitimidade de sua luta, conforme os fins e os princípios da Carta e da Declaração sobre os Princípios do Direito Internacional, relativa a relação, amigáveis e a cooperação entre Estados, nos termos da Carta das Nações Unidas,

reafirmando o princípio segundo o qual cada ser humano tem direito à vida, à liberdade e à segurança de sua pessoa, como estipula a Declaração Universal dos Direitos do Homem,

convencida que importa alargar e melhorar a cooperação internacional entre os Estados, nos planos bilateral e multilateral, o que contribuirá para fazer desaparecer os actos do terrorismo internacional e suas causas subjacentes e a prevenir e abolir essa prática criminosa,

convencida que os Parlamentos devem jogar um papel importante na busca de soluções quanto ao problema do terrorismo internacional,

considera que a prisão de reféns e raptos não delitos que preocupam seriamente a comunidade internacional, porque têm pesadas consequências para os direitos das vítimas e para a promoção de relações amigáveis e da cooperação entre Estados,

1. *condena* sem equívoco todos os actos, manifestações e práticas terroristas seja em que lugar for cometido e seja qual for o autor,
2. *deplora profundamente* as perdas de vidas humanas inocentes que tais actos de terrorismo provocam;
3. *deplora igualmente* o efeito pernicioso dos actos de terrorismo internacional sobre as relações de cooperação entre Estados, especialmente a cooperação em favor do desenvolvimento;
4. *lança um apelo* a todos os Estados para que reconheçam a importância da adopção de uma política intransigente em relação aos terro-

ristas, apelando igualmente a todos os Parlamentos para que a apliquem afim de mostrar a determinação da comunidade internacional em não ceder a chantagens dos terroristas;

5. *afirma* a obrigação de todos os Estados em relação aos territórios nos quais os reféns ou presos estejam detidos a fim de tomarem com urgência, todas as disposições necessárias para os libertar sãos e salvos e prevenir outras detenções de reféns e prisões no futuro;
6. *apela* a todos os Estados que ainda o não fizeram que encarem a respectiva adesão às convenções internacionais, em vigor, relativas a diversos aspectos do terrorismo internacional;
7. *convida* os Estados que assinaram as convenções sobre o terrorismo internacional a promoverem a aplicação completa e rigorosa das respectivas disposições;
8. *apela* a todos os Parlamentos e Governos no sentido de tomarem ao nível internacional, todas as medidas apropriadas com vista a eliminar rápida e definitivamente o problema do terrorismo internacional. No número dessas medidas figuram a harmonização da legislação interna de cada País com as Convenções Internacionais, o respeito pelas obrigações internacionais assumidas e a prevenção contra a preparação e a organização, nos respectivos territórios, de actos terroristas dirigidos contra outros Estados;
9. *exige* que os Governos e os Parlamentos tomem todas as medidas necessárias — sem evoluir a interdição de aeroportos postos em causa de modo a impedir actos terroristas e a punir seus autores;
10. *pede* a todos os Estados para de acordo com a obrigação que lhes incumbe e do direito internacional, de se absterem de organizar, financiar e encorajar actos de terrorismo noutros Estados e, bem assim de ajudar ou participar ou tolerar no seu território actividades organizadas para a execução de tais actos;
11. *pede veementemente* a todos os Parlamentos para velarem para que seus países não sirvam de refúgio aos que recorrem ao terrorismo e que os terroristas sejam julgados conforme as disposições das Convenções Internacionais permanentes;
12. *pede* aos Parlamentos e Governos de todos os Estados para intensificarem a colaboração no plano internacional de modo a encontrarem as vias e os meios de acções mais adequadas para lutar contra todo o acto de terrorismo internacional;
13. *pede veementemente* também a todos os Estados para cooperarem mais estreitamente, especialmente na troca de informações pertinentes no tocante a medidas próprias para prevenir e combater o terrorismo, prendendo e procedendo judicialmente extraditando os autores de tais actos, concluindo tratados especiais ou incorporando-os nos tratados bilaterais, apropriados, cláusulas especiais, sendo de referir em particular a extradição ou a perseguição judicial dos terroristas;

14. *apela* a todos os Parlamentos para convidarem veementemente seus Governos respectivos, unilateralmente e em colaboração com outros Governos, assim como os Órgãos competentes da Organização das Nações Unidas, para contribuírem na eliminação progressiva das causas subjacentes do terrorismo e a prestarem uma atenção especial a todas as situações — entre outras o colonialismo, o racismo, situações que relevem violações massivas e flagrantes dos direitos do homem e das liberdades fundamentais e as que estão ligadas à ocupação estrangeira — que poderiam suscitar actos de terrorismo internacional e comprometer a paz e a segurança internacionais;

15. *sublinha* a necessidade de os Governos e os Parlamentos trabalharem em favor da aplicação global e efectiva, pelas respectivas autoridades nacionais, das disposições de segurança reguladas por diferentes organizações internacionais no domínio da Aviação Civil Internacional (OACI) para prevenir os atentados;

16. *encoraja* os organismos internacionais competentes para procurarem melhorar primeiramente a segurança do transporte aéreo e a eliminar o terrorismo marítimo;

17. *pede* aos Parlamentos das nações representadas na União Interparlamentar para favorecerem a aplicação da presente resolução.

C. NO QUE CONCERNE A FOCOS DE TENSÃO

I. No que concerne a focos de tensão em geral

A Conferência,

convencida da necessidade urgente de suprimir os focos de tensão no mundo, não só para evitar conflitos regionais, mas também para afastar o perigo de que tais conflitos possam degenerar numa confrontação à escala mundial,

consciente que uma acção deveria ser empreendida, com urgência, por todos os Estados para pôr fim ao colonialismo, à ingerência nos assuntos internos de outros Estados, ao apartheid, às discriminações raciais e outras, e a todas as formas de agressão e ocupação que constituem uma grave ameaça para a paz e a segurança internacionais, especialmente em África, na Ásia e no Continente americano,

sublinhando a importância da adopção, por consenso, pela Assembleia Geral das Nações Unidas, em Novembro de 1985, de um apelo solene dirigido aos Estados em conflito para que ponham fim imediatamente às hostilidades e regulem seus problemas por negociações, assim como a obrigação dos Estados membros das Nações Unidas se regularem as situações de tensão e de conflito e os diferendos por meios políticos, de se absterem de recorrer à ameaça ou ao emprego da força e de não se ingerirem nos assuntos internos de outros Estados,

1. *recomenda* que o Conselho Interparlamentar estude a possibilidade de organizar reuniões Interparlamentares sobre questões relativas à paz e à segurança nas respectivas regiões, e zonas de modo a suprimirem focos de tensão nas diferentes regiões do mundo e promover uma cooperação mais estreita entre países,

tendo em conta as propostas de alguns grupos nacionais relativos à organização de uma reunião na Ásia;

2. *pede veementemente* aos Parlamentos e Governos para apoiarem todas as iniciativas próprias para reforçar, a título permanente, os regimes democráticos, representativos e pluralistas, e promover a reconciliação nacional, os direitos do homem e as liberdades fundamentais, tais como o respeito pela integridade da pessoa humana, a liberdade de imprensa e a liberdade de criar sindicatos e, em particular, afirmar a importância de anunciar e aplicar os princípios da Declaração Universal dos Direitos do Homem e os dois Pactos Internacionais relativos aos direitos do homem;

3. *pede veementemente* aos Parlamentos e aos Parlamentares para recomendarem aos seus respectivos Governos para aplicar rigorosamente as resoluções pertinentes da Organização das Nações Unidas e outras Organizações Internacionais para eliminar, para sempre, os factos de tensão em África, na Ásia e no Continente Americano;

II. No que concerne o apoio aos esforços do Grupo Contadora

gravemente preocupada pela situação na América Central que é caracterizada, como recorda o preâmbulo da Acta Contadora sobre a paz e a cooperação na América Central, «por um sério declínio da confiança política e por incidentes fronteiriços, um reforço dos arsenais, o tráfico de armas, a presença de conselheiros estrangeiros e outras formas de presença militar, e a utilização, por forças irregulares, dos territórios de alguns Estados para conduzir operações de desestabilização contra outros Estados da região»,

convencida que a assinatura da Acta de Contadora sobre a paz e a Cooperação na América Central por todos os Estados da região deveria fornecer quadro necessário para apaziguar as tensões e assegurar a paz e segurança na América Central e encorajar a cooperação e a integração económica,

sublinhando que todos os países da América Central têm o direito de viver na paz e em segurança, livres de toda a ingerência externa, seja qual for o interventor e que os problemas da América Central não deverão ser regulados por uma acção militar,

considerando igualmente que a acção conduzida pelo Grupo Contadora em favor da paz constitui um exemplo de base duma solução pacífica e regional num conflito regional,

notando com satisfação que os países que cooperam no seio do Grupo de Contadora, a saber Colombia, México, Panamá e Venezuela, são apoiados pela Argentina, Brasil, Perú e Uruguai na sua iniciativa que visa desencadear um processo de negociação destinada a conduzir a um regulamento pacífico dos conflitos na América Central,

considerando que a reunião de Caraballeda recomendou a aplicação de um conjunto de acções concretas de aplicação simultânea, visando consolidar a paz na região e que a mesma reunião adoptou também a proposta do Presidente de Guatemala de iniciar um processo de consulta que poderia conduzir ao estabelecimento de um

Parlamento centro-americano e que uma tal iniciativa favorecerá uma melhor compreensão dos problemas da região,

1. *pede veementemente* a todas as partes em conflito para assinarem a Acta da Contadora sobre a paz e a cooperação na América Central, tendo em conta o último apelo lançado pelos Governos dos países do Grupo Contadora e do Grupo de Apoio, por ocasião da sua reunião no Panamá;
2. *Além disso pede veementemente a todos os Estados* que têm ligações com a região para facilitarem a assinatura da Acta de Contadora sobre a paz e a cooperação, para respeitarem os compromissos em virtude desta Acta e para subscreverem os documentos de adesão e de apoio à Acta Contadora, previstos para esse efeito;
3. *reafirma* o direito de todos os países da região de viverem na paz e segurança sem nenhuma ingerência estrangeira;
4. *Apoia* as iniciativas no sentido de uma integração regional na América Central, tais como a criação dum Parlamento centro-americano e todas as outras formas de cooperação e de acordo;
5. *sustenta* a política de neutralidade activa, perpetua e desmilitarizada da Costa Rica;
6. *reafirma* o direito inalienável dos países da América Latina para um desenvolvimento comum, no quadro duma paz regional efectiva, na democracia, na cooperação e na solidariedade;
7. *toma nota* da última declaração do Parlamento latino-americano pronunciada por ocasião da reunião de Guatemala e na qual «reafirma sua vontade de emancipação» e defende os princípios de auto-determinação e de não-ingrerência nos assuntos internos de outros Estados, a democracia pluralista, o desmantelamento das bases estrangeiras e o envio de conselheiros estrangeiros, assim como o pleno respeito pelos direitos do homem;
8. *rejeita toda a assistência económica ou militar* cujo objectivo é apoiar actos de agressão ou de desestabilização contra os Estados da região.

La contribution des parlements a l'accélération du progrès économique des pays en développement par l'amélioration des termes de l'échange international et par une utilisation de la science et de la technologie bien-être des personnes âgées en particulier

(Résolution adoptée sans vote)

La 75^e Conférence interparlementaire,

reconnaissant qu'il incombe aux Gouvernements et aux Parlements des pays en développement aussi bien que des pays industrialisés de promouvoir une coopération économique internationale fructueuse en vue de développer l'économie mondiale et l'accroître le bien-être de l'humanité.

soulignant le rôle important que peuvent jouer les Parlements pour sensibiliser davantage l'opinion publique au fait que le destin des pays du Nord est intimement lié à celui des pays du Sud,

consciente de la menace persistante que font peser sur l'économie mondiale le marasme économique de nombreux pays, notamment du Tiers-Monde, de fardeau de plus en plus lourd de leur dette extérieure et un fort pourcentage de chômage aggravés par la fluctuation, voire la baisse du prix des produits de base, l'accentuation des pressions protectionnistes et l'insabilité monétaire au niveau international,

confirmant ses vues exprimées dans les résolutions de la 73^e et de la 74^e Conférence interparlementaire, respectivement, sur «le rôle des Parlements et leur contribution à l'élimination de la pauvreté par l'allègement du fardeau de la dette internationale» et «la contribution des Parlements à la détermination des mesures et actions à entreprendre pour éliminer le fardeau de la dette extérieure qui pèse sur les pays en développement»,

considérant que dans cette situation caractérisée par le déséquilibre et l'instabilité du développement économique mondial, du fait des disparités structurelles et de la rigidité de l'économie mondiale, le fardeau du processus d'ajustement, mal réparti, pèse essentiellement sur les pays en développement, compromettant ainsi leur progrès économique normal, notamment celui des moins avancés d'entre eux dont la situation continue d'empirer,

considérant également que, si les pays développés connaissent une reprise économique, la situation des pays en développement en s'améliore pas, notamment en raison des facteurs suivants: la montée du protectionnisme, la baisse du prix des matières premières, la détérioration des termes de l'échange, les grandes fluctuations des taux de change, le niveau élevé des taux d'intérêt réels, l'alourdissement de leur dette, la réduction effective de l'aide publique au développement.

considérant en outre que, dans les politiques de développement, une plus grande priorité doit être accordée au développement des ressources humaines, à la lutte contre l'analphabétisme, à l'intégration de femmes dans le processus de développement, ainsi qu'aux politiques sanitaire, alimentaire et démographique afin de renforcer les capacités de développement économique et social autonome,

soulignant l'importance de l'assistance technique, élément souvent négligé mais essentiel de la coopération en faveur du développement, de l'éducation, indispensable, ainsi que du développement des capacités permettant de rentabiliser les capitaux investis et d'assurer l'autosuffisance,

profondément préoccupée par le fait qu'une grande partie de l'humanité — notamment en Afrique au Sud du Sahara — souffre de la famine et de la sous-alimentation qui engendrent, des drames effarants, des atteintes irréparables à la santé des enfants en particulier et par le déracinement de populations entières,

rappelant la résolution 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974 de l'Assemblée générale des Nations Unies qui reconnaît aux pays en développement le droit de bénéficier des avantages de la science et de la technologie pour accélérer leur développement économique et social,

rappelant la résolution 37/207 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée «Aspects du transfert inverse de technologie relatifs au développement» ainsi que les Conclusions et Recommandations de la Réunion d'experts gouvernementaux du transfert inverse de technologie, adoptées le 7 septembre 1983.

convaincue que les applications de la science et la poursuite du transfert de technologie à des conditions acceptables sont essentielles pour élever le niveau de vie des populations et améliorer la qualité de la vie dans le Tiers-Monde, et assurer de meilleurs débouchés à leurs produits sur les marchés mondiaux,

reconnaissant l'importance qu'il y a pour les Parlements des pays développés et en développement de coopérer en échangeant leurs points de vue sur les questions socio-économiques touchant à la santé et au bien-être des personnes âgées et en partageant leurs expériences dans ce domaine,

rappelant l'approbation par la communauté mondiale du Plan international d'actions sur le vieillissement adopté à l'Assemblée mondiale sur le vieillissement tenue à Vienne du 26 juillet au 6 août 1982, et reconnaissant que le Plan d'action doit être considéré comme faisant partie intégrante des grandes stratégies internationales, régionales et nationales formulées en réponse aux grands problèmes et besoins socio-économiques du monde,

rappelant en outre les résolutions sur le vieillissement adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies à ces dernières sessions (en particulier la résolution 40/30 du 29 novembre 1985 sur l'application du Plan international d'action sur le vieillissement).

1. *exprime son soutien* aux efforts que déploient l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées en faveur des régions africaines touchées par la sécheresse et invite les pays qui sont en mesure de le faire à accroître leur contribution aux opérations de secours d'urgence menées sous l'égide du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'au Programme d'action et aux Fonds spéciaux de la Banque mondiale en faveur des pays africains situés au sud du Sahara;

1. *invite* les Parlements et les Gouvernements des pays industrialisés à:

- a) améliorer davantage leurs systèmes généralisés de préférences ou de traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les produits ayant une importance particulière pour les pays en développement;
- b) à prendre des mesures pour éliminer le protectionnisme et la discriminations dans les échanges internationaux ainsi que d'autres mesures qui garantissent les conditions équitables aux exportations de pays en développement;
- c) renforcer la coopération avec les pays en développement dans le domaine de la promotion des échanges et s'abstenir de subventionner les exportations, en particulier de produits agricoles, faisant concurrence aux produits des pays en développement, ainsi que d'autres produits finis et semi-finis, y compris les textiles et les articles de confection;

d) aider les pays en développement à améliorer la qualité et à accroître la production de leurs divers produits, grâce au transfert de technologie, et en élevant le niveau de vie dans ces pays;

e) oeuvre pour stabiliser et augmenter les recettes tirées des produits de base en adoptant une attitude positive dans la négociation d'accords internationaux sur ces produits, en favorisant la mise en oeuvre rapide du programme intégré et du Fonds commun pour les produits de base de la CNUCED et en renforçant les mécanismes internationaux tels que les mécanisme de financement compensatoire du FMI;

f) adopter une stratégie globale de coopération visant à résoudre conjointement les problèmes du commerce, de la dette et du financement, en vue de trouver une solution durable et équilibrée propre à assurer la croissance de l'économie des pays en développement;

3. *invite* les Parlements et les Gouvernements des pays parties au GATT à déployer des efforts en ce qui concerne la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales organisées dans le cadre du GATT en vue:

a) d'établir et d'appliquer effectivement dans tous les domaines de négociations le principe d'un traitement différencié et préférentiel au profit des pays en développement, y compris la non-réciprocité de leur part pour les concessions qui leur sont accordées par les pays développés;

b) d'accorder la priorité, dans les négociations, aux problèmes non résolus lors de la réunion de Tokyo et inscrits au programme de travail du GATT pour 1982, et de rechercher particulièrement des solutions au problème que pose depuis longtemps le système de garanties fondé sur les règles du GATT, qui devait s'appliquer dans tous les domaines des échanges internationaux;

4. *estime* que la Banque mondiale devrait disposer d'une plus grande capacité de financement de projets de développement à la mesure de l'expansion des besoins et possibilités des pays en développement et *invite*, à cette fin, tous les Gouvernements à contribuer à doter la Banque mondiale d'une capacité accrue de prêts grâce à une augmentation notable de ses capitaux;

5. *demande* aux pays industrialisés de faire un effort concerté pour apporter une contribution de 12 milliards de dollars à la reconstitution des fonds de l'Association internationale de développement et de soutenir les banques régionales de développement afin de leur permettre de poursuivre et de renforcer le rôle important qu'elles jouent dans le développement économique et social de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine;

6. *recommande d'accroître l'efficacité* du FMI en lui fournissant plus de ressources, étant entendu que celui-ci doit adopter une approche plus souple, plus diversifiée et plus attentive dans les orientations politiques qu'il donne aux Gouvernements des pays en développement, en mettant davantage l'accent sur l'accroissement de la production, la croissance économique et l'emploi, ainsi que sur la lutte contre l'inflation et la réduction des déficits de la balance des paiements;

7. *souligne* l'importance et l'urgence qu'il y a de réformer le système monétaire international et, à cet égard, *appelle l'attention* sur la proposition du Sommet des pays non alignés de 1983, relative à l'organisation prochaine d'une conférence internationale sur la monnaie et les finances au service du développement;

8. *invite* le FMI et les autres créanciers à adopter un système de remboursement de la dette extérieure des pays en développement qui tienne compte de la balance des paiements et de la croissance économique des pays débiteurs ainsi que des résolutions adoptées par le «Consensus de Carthagène»;

9. *prie instamment* tous les Etats à oeuvrer pour l'exécution intégrale du Plan d'action mondiale pour l'application de la science et de la technologie au service du développement et du Plan de Lagos;

10. *invite* les pays industrialisés à:

a) permettre l'accès des pays en développement, de façon objective et impartiale, à des moyens d'assistance technique et de coopération industrielle adaptés à leurs besoins spécifiques et à soutenir, à cette fin, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), qui sont les principaux organes de coopération technique et industrielle du système des Nations Unies;

b) aider les pays en développement à renforcer leur potentiel en matière de formation et de recherche scientifique et technique;

c) coopérer avec les pays en développement dans l'application des techniques de pointe, notamment en ce qui concerne l'agriculture, l'énergie et l'espace (pour l'observation de la terre et la gestion des ressources),

11. *appelle* les pays en développement à:

a) intensifier leurs efforts de mise en oeuvre de politiques scientifiques et d'application de la science et de la technologie à la recherche-développement;

b) développer et vulgariser l'utilisation de procédés scientifiques et technologiques appropriés à leur milieu et multiplier les innovations dans ce domaine, pour accélérer leur progrès économique et social;

c) développer efficacement la coopération Sud-Sud, notamment en matière scientifique, technologique et commerciale;

12. *prie instamment* les Parlements et les Gouvernements d'adopter une attitude positive à la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie et un code de conduite des sociétés transnationales en vue d'accélérer l'élaboration desdits codes;

13. *invite* les Parlements et les Gouvernements:

a) à veiller à ce que la question du vieillissement soit intégrée dans les plans nationaux de développement de leur pays compte tenu de leur culture et de leurs traditions;

b) à poursuivre leurs efforts en vue de mettre en oeuvre les principes et les recommandations le Plan international d'action sur le vieillissement de Vienne;

c) à continuer à promouvoir l'échange d'informations et d'expériences afin de stimuler la recherche de solutions aux problèmes du vieillissement et de favoriser l'adoption de mesures destinées à tenir compte des implications économiques et sociales du vieillissement et à répondre aux besoins des personnes âgées;

d) à envisager la convocation de réunions régionales et sousrégionales sur l'adéquation des recommandations du Plan international d'action sur le vieillissement à leurs besoins et situation spécifique;

14. *recommande* que le Conseil interparlementaire créé, conformément aux dispositions de l'article 22 f) des statuts, un comité ad hoc représentatif qui se réunirait à l'occasion de chacune de ses futures sessions, chargé d'étudier les mesures que les Parlements peuvent prendre pour améliorer la santé et le bien-être des personnes âgées et de faire rapport à ce sujet;

15. *recommande* aux pays en développement ainsi qu'aux pays développés de relancer — dans un cadre approprié et dans un esprit de solidarité et d'entente — de nouvelles négociations Nord-Sud en vue de réformer les structures du système commercial international et de mettre en place un nouvel ordre économique international plus juste et plus équilibré, conformément aux principes énoncés dans le programme d'action adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1974.

A contribuição dos Paramentos na aceleração do progresso económico dos países em desenvolvimento pela melhoria dos termos de troca internacional e por uma utilização da ciência e da tecnologia própria para favorecer o bem-estar da humanidade em geral e em particular a saúde e o bem-estar das pessoas idosas

A 75.ª Conferência interparlamentar,

reconhecendo que é dever dos Governos e dos Paramentos dos países em desenvolvimento assim como aos países industrializados promoverem uma cooperação económica internacional frutuosa de modo a desenvolver a economia mundial e aumentar o bem-estar da humanidade;

sublinhando o papel importante que os paramentos podem ter para sensibilizar ainda mais a opinião pública de que o destino dos países do Norte está intimamente ligado ao dos países do Sul;

consciente da ameaça persistente que pesa na economia mundial o marasmo económico de numerosos países, especialmente do Terceiro Mundo, o fardo cada vez mais pesado da sua dívida externa e uma grande percentagem de desemprego agravados pela flutuação, mesmo da baixa de preço dos produtos de base, e acentuação das pressões proteccionistas e a instabilidade monetária a nível internacional;

confirmando seus pontos de vista expressos nas resoluções da 73.ª e 74.ª Conferência Interparlamentar, respectivamente, acerca do «papel dos Paramentos e sua contribuição na eliminação da pobreza pela diminuição

do fardo da dívida internacional» e «a contribuição dos Parlamentos na determinação de medidas e acções a emprender para eliminar o fardo da dívida externa que pesa sobre os países em desenvolvimento»;

considerando que nesta situação caracterizada pelo desequilíbrio e a instabilidade do desenvolvimento económico mundial, por causa das disparidades estruturais e da rigidez da economia mundial o fardo do processo de ajustamento, mal repartido, pesa essencialmente sobre os países em desenvolvimento, comprometendo assim o seu progresso económico normal, especialmente os menos avançados cuja a situação continua a piorar;

considerando igualmente que se os países desenvolvidos conhecem um recrudescimento económico, a situação dos países em desenvolvimento não melhora, especialmente pelos factores seguintes: o aumento do proteccionismo, a baixa do preço das matérias primas, a deterioração dos termos de troca, as grandes flutuações das taxas de câmbio, o nível elevado das taxas de lucros reais, o aumento do peso da sua dívida, a redução efectiva da ajuda pública ao desenvolvimento;

considerando além disso que nas políticas de desenvolvimento, deve ser concedida uma grande prioridade ao desenvolvimento dos recursos humanos, à luta contra o analfabetismo, à integração das mulheres no processo do desenvolvimento, assim como às políticas sanitária, alimentar e demográfica de modo a reforçar as capacidades de desenvolvimento económico e social autónomo;

sublinhando a importância da assistência técnica, elemento muitas vezes negligenciado, mas essencial da cooperação a favor do desenvolvimento, indispensável na educação assim como no desenvolvimento das capacidades permitindo rentabilizar capitais investidos e assegurar a autosuficiência;

profundamente preocupada porque uma grande parte da humanidade — especialmente a África ao Sul do Sahara — sofre da fome e da sub-alimentação que gera dramas espantosos, danos irreparáveis na saúde das crianças em particular no densa povoamento de populações inteiras;

recordando a resolução 3281 (XXIX) de 12 de Dezembro de 1974 da Assembleia Geral das Nações Unidas que reconhece aos países em desenvolvimento o direito de beneficiar das vantagens da ciência e da tecnologia para acelerar seu desenvolvimento económico e social;

recordando a resolução 37/207 da Assembleia Geral das Nações Unidas, intitulada «Aspectos relativos do desenvolvimento da transferência inversa da tecnologia» assim como as Conclusões e as Recomendações da Reunião de peritos governamentais sobre a transferência inversa de tecnologia, adoptadas a 7 de Setembro de 1983.

convencida que as aplicações da ciência e a prossecução da transferência de tecnologia nas condições aceitáveis são essenciais para elevar o nível de vida das Populações e melhorar, a qualidade da vida no Terceiro Mundo, e assegurar melhores colocações dos seus produtos nos mercados mundiais;

reconhecendo a importância que há para os Parlamentos dos países desenvolvidos e em desenvolvimento de cooperarem trocando seus pontos de vista sobre questões sócio-económicas no que respeita à saúde e ao bem-estar das pessoas idosas e partilhando suas experiências nesse domínio;

recordando a aprovação pela comunidade mundial do Plano Internacional de acção sobre o envelhecimento adoptado pela Assembleia Mundial sobre o envelhecimento em Viena de 26 de Julho a 6 de Agosto de 1982, e reconhece que o Plano de acção deve ser considerado como fazendo parte integrante das grandes estratégias internacionais, regionais e nacionais formuladas em resposta aos grandes problemas e necessidades sócio-económicas do mundo;

recordando além disso as resoluções sobre o envelhecimento adoptadas pela Assembleia Geral das Nações Unidas nas suas últimas sessões (em particular a resolução 40/30 de 29 de Novembro de 1985 sobre a aplicação do Plano Internacional de acção sobre o envelhecimento);

1. *exprime seu apoio* aos esforços que a Organização das Nações Unidas e suas instituições especializadas empregam a favor das regiões africanas atingidas pela seca e convida os países que têm condições para o fazer que *umentem* sua contribuição às operações de socorro conduzidas sob a égide do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas assim como do Programa de acção e dos Fundos especiais do Banco Mundial a favor dos países africanos situados no Sul do Sahara;

2. *convida* os Parlamentos e os Governos dos países industrializados a:

- a) *melhorar* primeiramente seus sistemas generalizados de preferência ou de tratamento da ração mais desfavorecida no que diz respeito aos produtos que tenham uma importância particular para os países em desenvolvimento;
- b) *tomar medidas* para eliminar o proteccionismo e a discriminação nas permutas internacionais assim como outras medidas que garantam condições equitativas às exportações dos países em desenvolvimento;
- c) *reforçar* a cooperação com os países em desenvolvimento no domínio da promoção de trocas e abster-se de subvencionar as exportações, em particular dos produtos agrícolas, fazendo concorrência aos produtos dos países em desenvolvimento, assim como outros produtos refinados e semi-refinados incluindo os têxteis e os artigos de confecção;
- d) *ajudar* os países em desenvolvimento a melhorar a qualidade e a aumentar a produção de seus diversos produtos, graças à transferência de tecnologia e elevando o nível de vida nesses países
- e) *trabalhar* para estabilizar e aumentar as receitas tiradas dos produtos de base adoptando uma atitude positiva na negociação de acordos internacionais sobre esses produtos, favorecendo a rápida aplicação do programa integrado e do Fundo Comum para os produtos de base de CNUCED e reforçando mecanismo de financiamento compensatório do FMI;
- f) *adoptar* uma estratégia global de cooperação visando resolver conjuntamente problemas do comércio, da dívida e do financiamento, de modo a encontrar uma solução durável e equilibrada própria para assegurar o crescimento da economia dos países em desenvolvimento;

3. *convida* os Paramentos e os Governos dos países partes do GATT a empregar esforços no que diz respeito à nova série de negociações comerciais multilaterais organizadas no quadro do GATT para:

- a) *estabelecer* e aplicar efectivamente em todos os domínios de negociações o princípio de um tratamento diferenciado e preferencial em proveito dos países em desenvolvimento, incluindo a não-reciprocidade de sua parte as concessões que lhe são concedidas pelos países desenvolvidos;
- b) *conceder* prioridade, nas negociações, aos problemas não resolvidos na reunião de Tóquio e inscritos no programa de trabalho de GATT para 1982, e buscar particularmente soluções ao problema que o sistema de garantias fundamentado nas regras do GATT, põe desde há muito o qual se devia aplicar em todos os domínios das trocas internacionais;

4. *considera* que o Banco Mundial deveria dispôr duma maior capacidade de financiamento dos projectos de desenvolvimento para medir a expansão das necessidades e possibilidades dos países em desenvolvimento e convida, para este fim, todos os Governos a contribuir para dotar o Banco Mundial duma capacidade de aumento de empréstimos graças a um aumento notável de seus capitais;

5. *pede* aos países industrializados para fazerem um esforço concertado, para darem uma contribuição de 12 bilhões de dólares para a reconstrução dos Fundos da Associação Internacional do Desenvolvimento e sustentar os bancos regionais de desenvolvimento para permitir prosseguir e reforçar o papel importante que têm no desenvolvimento económico e social da África, da Ásia e da América Latina;

6. *recomenda* aumentar a eficácia do FMI fornecendo-lhe mais recursos entendendo-se que este deve adoptar um aproximação mais flexível, mais diversificada e mais atenta nas orientações políticas que dá aos Governos dos países em desenvolvimento, pondo primeiramente o acento no aumento da produção, no aumento económico e emprego, assim como na sua luta contra a inflação e a redução dos déficits da balança de pagamentos;

7. *sublinha* a importância e a urgência que há em reformar o sistema monetário internacional e, a este respeito, *chama a atenção* para a proposta da Cimeira dos países não-alinhados de 1983, relativa à próxima organização duma conferência internacional sobre a moeda e as finanças ao serviço do desenvolvimento;

8. *convida* o FMI e outros credores a adoptar um sistema de reembolso da dívida externa dos países em desenvolvimento que tenha em conta a balança de pagamentos e o crescimento económico dos países devedores assim como as resoluções adoptadas pelo «Consenso de Cartagena»;

9. *pede veementemente* a todos os Estados para trabalharem na execução integral do Plano de Acção Mundial para a aplicação do desenvolvimento e do Plano de Lagos;

10. *convida* os países industrializados a:

- a) *permitir* o acesso dos países em desenvolvimento, de maneira objectiva e imparcial, a meios de assistência técnica e de cooperação industrial

adaptadas às suas necessidades específicas e a sustentar para este fim, o Programa das Nações Unidas para o Desenvolvimento (PNUD) e Organização das Nações Unidas para o Desenvolvimento Industrial (ONUDI), que são os principais órgãos de cooperação técnica e industrial do sistema das Nações Unidas;

- b) *ajudar* os países em desenvolvimento a reforçar seu potencial em matéria de formação e de pesquisa científica e técnica;
- c) *cooperar* com os países em desenvolvimento na aplicação das técnicas de ponta, especialmente no que diz respeito à agricultura, à energia e ao espaço (para observação da terra e da gestão dos recursos);

11. *apela* aos países em desenvolvimento a:

- a) *intensificar* seus esforços da execução de políticas científicas e técnicas de aplicação da ciência e da tecnologia na pesquisa-desenvolvimento;
- b) *desenvolver* e vulgarizar a utilização de processos científicos e tecnológicos apropriados ao meio e multiplicar inovações nesse domínio, para acelerar seu progresso económico e social;
- c) *desenvolver* eficazmente a cooperação Sul-Sul, especialmente em matéria científica, tecnológica e comercial;

12. *pede veementemente* aos Paramentos e Governos para adoptarem uma atitude positiva na Conferência das Nações Unidas encarregada de elaborar um código internacional de conduta para a transferência de tecnológica e um código de conduta das sociedades transnacionais de modo a acelerar a elaboração dos ditos códigos;

13. *convida* os Paramentos e os Governos:

- a) *a velar* para que a questão do envelhecimento seja integrado nos planos nacionais de desenvolvimento de seus países tendo em conta sua cultura e suas tradições;
- b) *a prosseguir* seus esforços para preparar os princípios e as recomendações contidas no Plano Internacional de acção sobre o envelhecimento de Viena;
- c) *em continuar* a promover a troca de informações e experiências para estimular a busca de soluções para o problema do envelhecimento e favorecer a adopção de medidas destinadas a ter em conta implicações económicas e sociais do envelhecimento e para responder às necessidades das pessoas idosas;
- d) *a encarar* a convocação das reuniões regionais e sub-regionais sobre a adequação das recomendações do Plano Internacional de acção sobre o envelhecimento suas necessidades e situação específica;

14. *recomenda* que o Conselho Interparlamentar crie, conforme as disposições do artigo 22 f) dos Estatutos, um comité ad-hoc representativo que se reuniria por ocasião de cada uma das futuras sessões, encarregada de estudar as medidas que os Paramentos podem tomar para melhorar a saúde e o bem-estar das pessoas idosas e fazer o relatório deste assunto;

15. *recomenda* aos países em desenvolvimento assim como aos países desenvolvidos para reclamarem — num quadro próprio e num espírito de solidariedade e entendimento — novas negociações Norte-Sul para reformar as estruturas do sistema comercial internacional e trazer uma nova ordem económica internacional mais justa e mais equilibrada, conforme os princípios enunciados no programa de acção adotado pela Assembleia Geral das Nações Unidas em 1974.

La contribution des Parlements, dans le cadre de l'année internationale de la paix, à l'élimination des vestiges du colonialisme politique, financier et commercial dans le monde, en particulier à la promotion de l'indépendance de la Namibie et à l'éradication de l'apartheid et de la discrimination raciale en Afrique du Sud, ainsi qu'à la promotion du progrès politique, économique et social et du développement pacifique des «petits territoires»

(Résolution adoptée par 608 voix contre 156 et 144 abstentions)*

La 76^e Conférence interparlementaire,

se félicitant de ce que l'Assemblée générale des Nations Unies ait proclamé l'année 1986 année internationale de la paix dans sa résolution 40/3 du 24 octobre 1985, imprimant ainsi un élan opportun à de nouvelles réflexions et actions en faveur de la paix et offrant l'occasion aux Gouvernements et aux organisations intergouvernementales et autres de traduire dans la pratique l'aspiration commune de tous les peuples à la paix,

profondément consciente du fait que l'Année internationale de la paix n'est pas simplement un événement à célébrer mais qu'elle offre également aux Parlements et aux Gouvernements l'occasion de s'engager à poursuivre la promotion d'actions positives de la part des Etats et des peuples en vue notamment de promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales et d'en assurer l'exercice, et de favoriser la décolonisation conformément au principe de l'autodétermination ainsi que l'élimination de la discrimination raciale et de l'apartheid,

approuvant la Déclaration et le Programme d'action pour l'indépendance de la Namibie adoptés par la Conférence pour l'indépendance immédiate de la Namibie, tenue à Vienne au mois de juillet 1986, et la résolution N° A/S-14/1, adoptée par la quatorzième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies,

réaffirmant toutes les résolutions adoptées antérieurement par l'Union interparlementaire sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, en particulier à la Namibie,

notant avec regret que des situations de colonialisme et de néo-colonialisme et les phénomènes de discrimination raciale et d'exploitation économique qui en découlent persistent en Namibie, à Porto Rico, aux îles Falkland (Malvinas), en Micronésie et dans d'autres territoires dépendants,

préoccupée par le sort du peuple sud-africain opprimé qui continue à souffrir sous le joug de l'apartheid, la pire forme de racisme qui soit,

demeurant pleinement solidaire de tous les efforts visant à faire appliquer la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux figurant dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 14 décembre 1960,

* Les délégations du Canada, du Danemark et du Portugal ont exprimé des réserves sur certains paragraphes.

réaffirmant le droit de tous les peuples opprimés par le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et l'apartheid, à l'autodétermination, à l'indépendance, à la souveraineté nationale et à l'égalité, ainsi que leur droit de lutter par tous les moyens, y compris la lutte armée, pour atteindre ces objectifs,

inquiète de ce que l'Afrique du Sud et d'autres puissances coloniales continuent, avec l'appui de certains pays occidentaux impérialistes, à faire obstacle à la lutte pour l'élimination totale du colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations,

prêtant particulièrement attention aux situations qui regnent en Afrique du Sud et en Namibie,

encouragée par la recrudescence des protestations anti-apartheid élevées contre les pratiques odieuses du régime raciste sud-africain et contre ses collaborateurs, en majorité occidentaux,

préoccupée par l'escalade continue de la violence provoquée par le régime raciste sud-africain et ses mesures d'oppression, notamment le recours à la violence et le massacre quotidien de civils innocents et sans défense, qui ont atteints les proportions d'un génocide,

préoccupée également par le traitement inhumain infligé aux écoliers noirs sud-africains innocents dont l'éducation est sans cesse interrompue et dont les vies sont constamment menacées,

gravement préoccupée par les mesures contraignant la majorité des noirs sud-africains à vivre dans les petites enclaves de terres infertiles tout en leur donnant le travailleurs migrants afin de restreindre et de contrôler leurs mouvements,

notant avec une inquiétude croissante les actes d'agression systématiques perpétrés par le régime sud-africain raciste contre les bureaux de l'«African National Congress» (ANC) et les membres du personnel de ce mouvement de libération dans les pays qui leur offrent asile,

gravement préoccupé par la coopération de plus en plus étroite entre Israël sioniste et le régime d'apartheid sud-africain dans les domaines militaire, économique et nucléaire et par le fait que cette coopération contribue à perpétuer l'occupation illégale de la Namibie et à renforcer l'appareil d'agression et de répression du régime criminel d'apartheid dirigé contre les peuples d'Afrique du Sud et des Etats voisins,

préoccupée par le fait que l'appui tacite que certains pays occidentaux et Israël accordent, de connivence, au développement militaire et nucléaire du régime sud-africain et la violation de l'embargo sur les armes perpétrée par ces Etats font peser une lourde menace non seulement sur la sécurité de la région mais également sur la paix et la sécurité internationales,

se félicitant des recommandations de la Conférence mondiale sur les sanctions contre l'Afrique du Sud tenue à Paris en juin 1986 et de celles de la Conférence internationale pour l'indépendance immédiate de la Namibie tenue à Vienne en juillet 1986,

notant avec satisfaction la position favorable adoptée par diverses instances internationales, en particulier le mouvement des non-alignés lors de son récent 8^e sommet, quant à la nécessité d'imposer sans retard des sanctions obligatoires et globales contre l'Afrique du Sud,

prenant note des sanctions limitées adoptées par le Congrès des Etats-Unis d'Amérique, des mesures adoptées par la Communauté européenne au mois de septembre 1986, des mesures annoncées par les Chefs de Gouvernement du Commonwealth au mois d'août 1986, et des mesures prises par les Gouvernements d'autres pays; mais *persuadée* que, si positives, qu'elles soient, ces mesures sont insuffisantes et que seule l'adoption de sanctions obligatoires et globales en conformité avec les dispositions de la Charte des Nations Unies peut exercer une pression efficace sur le régime minoritaire raciste,

convaincue que des sanctions obligatoires et globales sont le moyen pacifique le plus efficace et le mieux approprié que puisse adopter la communauté internationale pour éliminer l'apartheid, libérer la Namibie et maintenir la paix en Afrique du Sud,

réaffirmant solennellement que Walvis Bay et les îles au large de cette baie forment une partie intégrante et non négociable de la Namibie,

réaffirmant que les ressources naturelles de la Namibie sont le patrimoine inviolable du peuple namibien et que l'exploitation de ces ressources par des intérêts économiques étrangers sous la protection de l'administration coloniale illégale constitue une violation directe du principe de la souveraineté permanente des peuples sur leurs richesses naturelles ainsi que des principes de la Charte et de toutes les résolutions et décisions pertinentes des Nations Unies et en particulier du Décret N° 1 pour la protection des ressources naturelles de la Namibie promulgué le 27 septembre 1974, par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

saluant la manière constructive dont la SWAPO a répondu aux initiatives diplomatiques et l'esprit de coopération dont ont fait preuve les Nations Unies dans la recherche d'une solution équitable, pacifique et négociée au problème de la Namibie,

notant avec préoccupation la similarité des mesures de répression prises par les régimes racistes alliés d'Afrique du Sud et d'Israël telles que la politique de la «poigne de fer» pratiquée contre les peuples d'Afrique du Sud, de Namibie et des Etats de première ligne;

préoccupée par le fait que l'Afrique du Sud raciste continue d'occuper le Sud de l'Angola, par les actes de déstabilisation et d'agression perpétrés contre les Etats africains indépendants par le régime raciste sud-africain et par la politique d'apartheid, la terreur et la répression massive qu'il exerce à l'encontre de la population non blanche.

profondément préoccupée par la continuation du conflit au Sahara occidental et par le fait que la situation qui règne dans ce territoire pose une grave menace pour la paix, la sécurité et la stabilité de la région tout entière,

exprimant sa solidarité avec le peuple de la République arabe sahraouie démocratique dans sa juste lutte pour son autodétermination et son indépendance,

notant avec satisfaction les efforts faits par le Président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en vue de promouvoir l'application du plan d'indépendance du Sahara occidental,

estimant que le peuple de la Micronésie n'a pas de possibilité réelle d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, que les diverses formules de «Commonwealth», «libre association» et «intégration» ne sont qu'une couverture néo-colonialiste servant à camoufler l'annexion réelle du territoire, que la dépendance économique et politique totale du peuple micronésien vis-à-vis des Etats-Unis d'Amérique est un obstacle qui l'empêche de choisir librement son statut politique,

profondément préoccupée par les activités des intérêts étrangers économique, financier et autres qui exploitent les ressources naturelles et humaines des territoires coloniaux et par la présence et le renforcement de bases et d'installations militaires dans les territoires coloniaux et non autonomes qui empêchent les populations de ces territoires d'exercer leur droit légitime à l'autodétermination et à l'indépendance,

respectant totalement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de toutes les nations,

1. *appuie fermement* tous les efforts des organisations internationales, en particulier les Nations Unies, visant à promouvoir la paix par le règlement de tous les conflits, notamment l'élimination des derniers vestiges du néo-colonialisme et du racisme;

2. *s'engage de nouveau* à appuyer fermement toutes les luttes légitimes des peuples qui continuent à souffrir du colonialisme, des ingérences étrangères, les interventions, des visées hégémonistes, de la déstabilisation et d'autres formes de domination;

3. *réaffirme* sa conviction que la lutte pour l'indépendance nationale est un moyen légitime d'éliminer le colonialisme sous ses multiples formes et manifestations;

4. *soutient* la lutte légitime des peuples qui vivent sous des régimes coloniaux et racistes et sous toutes formes de domination et l'occupation étrangères et de leurs mouvements de libération nationale contre leurs oppresseurs, en particulier la lutte des peuples sud-africain et namibien pour l'autodétermination et l'indépendance, conformément aux objectifs et aux principes de la Charte des Nations Unies et aux principes des autres organisations internationales;

5. *souligne* que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux devrait être mise en oeuvre intégralement et sans restrictions;

6. *condamne* l'exploitation permanente et croissante des ressources humaines et naturelles des territoires non autonomes et de certains territoires occupés par des puissances coloniales et des sociétés transnationales, ainsi que leur utilisation à des fins militaires, déniaut ainsi aux peuples de ces territoires l'exercice de leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance,

7. *réaffirme* sa solidarité et son soutien à l'égard du peuple sud-africain opprimé dans sa lutte pour l'autodétermination, la liberté et la justice par l'élimination de l'apartheid;

8. *réaffirme en outre* que la pratique de l'apartheid doit être éliminée;

9. *invite* la communauté internationale à intensifier et à accroître son soutien aux mouvements de libération d'Afrique du Sud et à la SWAPO en Namibie, seul représentant légitime du peuple namibien, dans leur juste lutte pour détruire le système de l'apartheid et instaurer une souveraineté fondée sur la liberté et la justice pour tous;

10. *condamne* la qualification détestable et avilissante de travailleurs migrants appliquée aux indigènes noirs d'Afrique du Sud;

11. *condamne en outre* le régime de l'apartheid pour le meurtre des combattants de la liberté en violation des conventions internationales et au mépris flagrant des droits de l'homme;

12. *demande* la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers et détenus politiques, notamment de Nelson Mandela, la levée de l'interdiction frappant «l'African National Congress of South Africa» (ANC) et le «Pan Africanist Congress of Azania» (PAC) et de tous les autres partis politiques, l'abrogation de la loi sur la sécurité intérieure et de toutes les autres mesures draconiennes et le libre retour de tous les exilés politiques et combattants de la liberté pour qu'ils puissent exercer, avec la majorité, leur droit inaliénable à l'autodétermination, la liberté et la justice;

13. *déclare* que l'imposition, par le Conseil de sécurité, de sanctions globales obligatoires en application des dispositions du chapitre VII de la Charte des Nations Unies est le seul moyen pacifique efficace qui demeure pour contraindre l'Afrique du Sud à démanteler l'apartheid, à arrêter ses actes d'agression flagrants contre les Gouvernements pacifiques et légitimes des Etats de première ligne, et à mettre fin à son occupation illégale de la Namibie;

14. *invite instamment* les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, les deux membres permanents du Conseil de sécurité qui ont jusqu'ici contrecarré tous les efforts visant à imposer des sanctions globales obligatoires contre le régime raciste d'Afrique du Sud en vue de mettre fin à l'ignoble système de l'apartheid et à l'occupation illégale de la Namibie par ce pays, à se joindre au reste de la communauté internationale pour imposer de telles sanctions;

15. *prie instamment* toutes les nations de contribuer à la fourniture d'une aide financière et autre aux Etats de première ligne qui seront touchés par les sanctions adoptées contre l'Afrique du Sud et qui risquent de subir des représailles de la part du régime sud-africain;

16. *réaffirme* le droit inaliénable du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance dans les limites d'un territoire non amputé incluant Walvis Bay, les îles des Pingouins et toutes les îles adjacentes au large de la côte, conformément aux résolutions pertinents des Nations Unies;

17. *condamne énergiquement* le régime raciste d'Afrique du Sud pour son intransigeance, qui constitue un obstacle majeur à la mise en œuvre du Plan d'indépendance des Nations Unies pour la Namibie conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité;

18. *approuve* l'appel lancé par la Conférence internationale pour l'indépendance immédiate de la Namibie invitant tous les Etats à «s'opposer résolument, en toute occasion et dans toutes les instances possibles, aux tentatives universellement et catégoriquement rejetées auxquelles l'Administration Reagan et l'Afrique du Sud raciste persistent à se livrer pour lier l'application du Plan des Nations Unies pour la Namibie à des questions qui lui sont totalement étrangères, notamment la présence de troupes cubaines en Angola»;

19. *réitère* son appui sans réserve à la résolution 566 de 1985 du Conseil de sécurité des Nations Unies déclarant l'installation par le régime raciste d'Afrique du Sud d'un gouvernement «provisoire» en Namibie, en violation de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité des Nations Unies, illégale et nulle et non avenue;

20. *réaffirme* la légitimité de la lutte du peuple namibien pour l'autodétermination par tous les moyens à sa disposition, y compris la lutte armée;

21. *condamne* la militarisation de la Namibie par le régime raciste d'Afrique du Sud et l'utilisation du territoire comme tremplin pour son agression non provoquée contre l'Angola et exige le retrait immédiat des troupes sud-africaines du sud de l'Angola;

22. *demande instamment* la cessation du transfert de technologie vers l'Afrique du Sud raciste par tous les pays concernés, l'interdiction de nouveaux investissements et prêts en faveur de l'Afrique du Sud, en application du Décret n° 1 de 1974 des Nations Unies pour la protection des ressources naturelles de la Namibie et la rupture de toutes les relations politiques, diplomatiques, économiques, militaires, culturelles et sportives avec l'Afrique du Sud;

23. *rejette* les arguments fallacieux invoqués par certains pays occidentaux pour justifier leur participation au renforcement du régime d'apartheid et des forces d'oppression dans les territoires coloniaux et dans diverses régions du monde;

24. *condamne énergiquement* la coopération du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale avec le régime raciste de Pretoria et en exige la cessation;

25. *réaffirme* le droit du peuple porto-ricain à autodétermination, à l'indépendance et à la souveraineté conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, et la pleine validité de cette résolution dans le cas de Porto Rico.

26. *réaffirme en outre* que la question du Sahara occidental ne peut être résolue que si sa population exerce son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, en particulier par la mise en œuvre de la résolution AHG/104 (XIX) adoptée par la dix-neuvième Conférence des chefs d'Etats et de Gouvernements de l'OUA, et de la résolution 40/50 de l'Assemblée générale des Nations Unies;

27. *invite* le Royaume du Maroc et le Front Polisario, partie au conflit, à tenir des négociations directes en vue d'aboutir à un cessez-le-feu et à créer les conditions nécessaires pour un référendum juste et pacifique exempt de toute pression administrative ou militaire et organisé sous les auspices de l'OUA et des Nations Unies;

28. *se félicite* des efforts déployés par le Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en vue d'aboutir à une solution juste et définitive de la question du Sahara occidental;

29. *souligne* que toute activité pouvant nuire aux habitants de la Micronésie et des autres territoires coloniaux, les défavoriser ou léser leur droit à l'indépendance et au développement sur la base de l'égalité, est incompatible avec les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et doit être condamnée;

30. *réaffirme avec force* le droit de la République argentine d'obtenir la restitution des îles Falkland (Malvinas), de la Géorgie du Sud et des îles Sandwich du Sud, et demande aux Gouvernements de la République argentine et du Royaume-Uni de reprendre les négociations en vue de trouver dès que possible une solution pacifique au conflit de souveraineté qui tienne compte en même temps les intérêts des habitants des îles; *réaffirme* en outre qu'elle condamne les bases militaires du Royaume-Uni dans les îles Falkland (Malvinas) et *exige* leur démantèlement ainsi que la cessation de toute activité militaire dans ces territoires;

31. *demande instamment* qu'il soit rapidement mis fin à toute intervention étrangère dans divers Etats, concrétisée par la présence de forces étrangères ou de forces réactionnaires bénéficiant d'appuis afin que les peuples de ces pays puissent prendre en main leur propre destin;

32. *demande* aux Parlements:

- a) de soutenir activement l'application, par la communauté internationale, de mesures concrètes visant à éliminer le colonialisme, le racisme et l'apartheid, où qu'ils se manifestent;
- b) de renforcer leur soutien aux peuples opprimés par le colonialisme ou pour des raisons raciales, ainsi qu'à leurs représentants légitimes, les organisations de libération nationale reconnues par l'OUA, le Mouvement des pays non alignés et les Nations Unies, dans leur exercice de leur droit à l'indépendance et à l'autodétermination;
- c) de réclamer le retrait des troupes et le démantèlement des bases militaires étrangères installés dans des pays libres et souverains ainsi que dans les pays dépendants et coloniaux contre la volonté de leurs peuples;
- d) d'intervenir auprès de leurs Gouvernements respectifs pour que les puissances imperialistes indemnisent les victimes des pertes causées par leur agression.

A contribuição dos Paramentos, no Ano Internacional da Paz, à eliminação dos vestígios do colonialismo político, financeiro e comercial do mundo, em particular à promoção da independência da Namíbia e à erradicação do apartheid e da discriminação racial na África do Sul, assim como à promoção do progresso político, económico e social e do desenvolvimento pacífico dos pequenos territórios

A 76.ª Conferência Interparlamentar,

Congratula-se que a Assembleia Geral das Nações Unidas tenha proclamado o ano de 1986 Ano Internacional da Paz na sua resolução 40/3 de 24 de Outubro

de 1985, imprimindo assim um élan oportuno às novas reflexões e acções em favor da paz e dando ocasião aos Governos e às organizações intergovernamentais e outras de traduzir na prática a aspiração comum de todos os povos à paz,

Profundamente consciente de que o Ano Internacional da Paz não é simplesmente um acontecimento a celebrar mas que oferece igualmente aos Paramentos e aos Governos ocasião de se comprometerem prosseguir na promoção de acções positivas da parte dos Estados e dos povos especialmente com vista a promover os direitos do homem e as liberdades fundamentais e assegurar o seu exercício, e a favorecer a descolonização conforme o princípio da autodeterminação assim como a eliminação da discriminação racial e do apartheid,

Aprovando a Declaração e o Programa de Acção para a independência da Namíbia, adoptados pela Conferência para a independência imediata da Namíbia, que teve lugar em Viena no mês de Julho de 1986, e a Resolução n.º A/S 41/1, adoptado na 14.ª Sessão Extraordinária da Assembleia Geral das Nações Unidas,

Reafirmando, todas as resoluções adoptadas anteriormente pela União Interparlamentar sobre a concessão da independência aos países e aos povos coloniais em particular à Namíbia,

Notando com pesar que situações de colonialismo e do neo-colonialismo e os fenómenos de discriminação racial e de exploração económica que, decorreram dessas situações, persistem na Namíbia, no Porto Rico, nas ilhas Falkland (Malvinas), na Micronésia e nos outros territórios dependentes,

Preocupada com a sorte do povo sul-africano oprimido que continua a sofrer sob o jugo do apartheid, a pior forma de racismo,

Permanecendo plenamente solidária com todos os esforços que visam fazer aplicar a Declaração sobre a outorga da independência aos países e aos povos coloniais que figuram na resolução 1514 (XV) da Assembleia Geral das Nações Unidas, de 14 de Dezembro de 1960,

Reafirmando o direito de todos os povos oprimidos pelo colonialismo, pelo neo-colonialismo, pelo racismo e o apartheid, à autodeterminação, à independência, à soberania nacional e à igualdade, assim como seu direito de lutar por todos os meios, incluindo a luta armada, para atingir esses objectivos,

inquieta de que a África do Sul e outras potências coloniais continuem, com o apoio de alguns países ocidentais imperialistas, a fazer obstáculo à luta para a eliminação total do colonialismo sob todas as suas formas e em todas as manifestações,

Prestando particular atenção às situações que reinam na África do Sul e na Namíbia,

Encorajada pelo recrudescimento dos protestos anti-apartheid criados contra as práticas odiosas do regime racista sul-africano e contra seus colaboradores, na maioria ocidentais,

Preocupada com aumento contínuo da violência provocada pelo regime racista sul-africano e suas medidas de opressão, especialmente o recurso à violência e o massacre quotidiano de civis inocentes e indefesos, que atingem proporções de um genocídio,

Igualmente preocupada pelo tratamento desumano infligido aos estudantes negros sul-africanos inocentes cuja educação é frequentemente interrompida e cujas vidas são constantemente ameaçadas,

Gravemente preocupada com medidas que tolgem a liberdade da maioria dos negros sul-africanos obrigando-os a viver nos pequenos enclaves de terra inférteis e conferindo-lhes o estatuto de trabalhadores migrantes, a fim de restringir e controlar seus movimentos,

Notando com inquietação crescente os actos de agressão sistemática perpetrados pelo regime sul-africano racista contra o bureau do Congresso Nacional Africano (ANC) e bem assim contra os membros desse movimento de libertação nos países que lhes oferecem azilo,

Gravemente preocupada pela cooperação cada vez mais estreitas entre Israel sionista e o regime de apartheid sul-africano no domínio militar, económico e nuclear e por que esta cooperação contribui para perpetuar a ocupação ilegal da Namíbia e a reforçar o aparelho de agressão e de repressão do regime criminoso do apartheid dirigido contra os povos da África do Sul e dos Estados vizinhos,

Preocupada pelo apoio tácito e conivente que alguns países ocidentais e Israel concedem, ao desenvolvimento militar e nuclear do regime sul-africano e a violação do embargo sobre as armas, perpetrada por esses Estados, fazem pesar uma forte ameaça não somente na segurança da região mas igualmente na paz e na segurança internacionais,

Congratulando-se pelas recomendações da Conferência Mundial sobre as sanções contra a África do Sul, de Paris em Junho de 1986 e as da Conferência Internacional para a independência imediata da Namíbia de Viena em Julho de 1986,

Notando com satisfação a posição favorável adoptada por diversas instâncias internacionais, em particular o movimento dos Não alinhados aquando da sua recente 8.ª Cimeira quanto à necessidade de impôr sem atraso sanções obrigatórias e globais contra a África do Sul,

Tomando nota das sanções limitadas adoptadas pelo Congresso dos Estados Unidos da América, das medidas adoptadas pela Comunidade Europeia no mês de Setembro de 1986, das medidas anunciadas pelos chefes de Governo da commonwealth no mês de Agosto de 1986 e das medidas tomadas pelos Governos de outros países mas *persuadida* que, por positivas que sejam, essas medidas são insuficientes e que só a adopção de sanções obrigatórias e globais em conformidade com as disposições da Carta das Nações Unidas, pode exercer uma pressão eficaz sobre o regime minoritário racista,

Convencida de que sanções obrigatórias e globais são o meio pacífico mais eficaz e mais apropriado que a comunidade internacional pode adoptar para eliminar o apartheid, libertar a Namíbia e manter a paz na África do Sul,

Reafirmando solenemente que Walvis Bay e as ilhas no largo desta baía formam uma parte integrante e não negociável da Namíbia,

Reafirmando que os recursos naturais da Namíbia são o património inviolável do povo namibiano e que a exploração desses recursos por interesses económicos estrangeiros sob a protecção da administração colonial

ilegal constitui uma violação directa do princípio de soberania permanente dos povos sobre as riquezas naturais, assim como dos princípios da Carta e de todas as resoluções e decisões pertinentes das Nações Unidas e em particular do Decreto n.º 1 para a protecção dos recursos naturais da Namíbia promulgada, a 27 de Setembro de 1974 pelo Conselho das Nações Unidas para a Namíbia,

Saudando a maneira construtiva como a SWAPO respondeu às iniciativas diplomáticas e o espírito de cooperação de que deram provas as Nações Unidas na busca duma solução equitativa, pacífica e negociada ao problema da Namíbia,

Notando com preocupação a similitude das medidas de repressão tomadas pelos regimes racistas aliados da África do Sul e de Israel, tais como a política da «mão-de-ferro» praticada contra os povos da África do Sul, da Namíbia e dos Estados da Linha de Frente,

Preocupada porque a África do Sul racista continua a ocupar o sul de Angola, através de actos de desestabilização e de agressão perpetradas contra os Estados africanos independentes pelo regime racista sul-africano e pela política de apartheid e temor e a repressão massiva que ele exerce sobre a população não branca,

Profundamente preocupada pela continuação do conflito no Sahara ocidental e porque a situação que reina nesse território põe uma grave ameaça à paz, à segurança e à estabilidade em toda a região,

Exprimindo sua solidariedade para com o povo da República Árabe Saaraui Democrática na sua justa luta pela sua autodeterminação e sua independência,

Notando com satisfação os esforços feitos pelo Presidente da Organização da Unidade Africana (OUA) e o Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas com vista a promover a aplicação do plano da independência do Sahara ocidental,

Julgando que o povo da Micronésia não tem possibilidade real de exercer seu direito inalienável à autodeterminação e à independência, senão pelas diversas fórmulas «Commonwealth», «associação livre» e «integração» que não são senão uma cobertura neo-colonialista servindo para camuflar a anexação real do território. A dependência económica e política total do povo micronésiano em relação aos Estados Unidos da América é um obstáculo que impede este povo de escolher livremente seu estatuto político.

Profundamente preocupada pelas actividades dos interesses estrangeiros económico, financeiro e outros que exploram os recursos naturais e humanos dos territórios coloniais e pela presença e o reforço de bases e instalações militares nos territórios coloniais e não autónomos que impedem as populações desses territórios de exercerem seu direito legítimo à autodeterminação e à independência,

Respeitando totalmente a independência, e soberania e a integridade territorial de todas as nações,

1- Apoia firmemente todos os esforços das organizações internacionais, em particular as Nações Unidas, que visam promover a paz pela resolução de todos os conflitos, especialmente a eliminação dos últimos vestígios do colonialismo, do neo-colonialismo e do racismo;

2. *Compromete-se de novo* a apoiar firmemente todas as lutas legítimas dos povos que continuam a sofrer com o colonialismo, com as ingerências estrangeiras, com as intervenções, com pretensões hegemónicas, com a desestabilização e outras formas de dominação;
3. *Reafirma sua convicção* de que a luta pela independência nacional é um meio legítimo de eliminar o colonialismo sob suas múltiplas formas e manifestações;
4. *Apoia* a luta legítima dos povos que vivem sob regime coloniais e racistas e sob todas as formas de dominação e de ocupação estrangeiras e os movimentos de libertação nacional contra seus opressores, em particular a luta dos povos sul-africanos e namibiano para a autodeterminação, conforme os objectivos e os princípios da Carta das Nações Unidas e os princípios das outras organizações internacionais;
5. *Sublinha* que a Declaração sobre a outorga da independência aos países e aos povos coloniais deveria ser executada integralmente e sem restrições;
6. *Condena* a exploração permanente e crescente dos recursos humanos e naturais dos territórios não-autónomos e de alguns territórios ocupados por potências coloniais e sociedade transnacionais, assim como sua utilização para fins militares, negando assim aos povos desses territórios o exercício do seu direito inalienáveis à autodeterminação e à independência;
7. *Reafirma* sua solidariedade e seu apoio para com o povo sul-africano oprimido na sua luta pela autodeterminação, a liberdade e a justiça através da eliminação do apartheid;
8. *Reafirma além disso* que a prática do apartheid deve ser eliminada;
9. *Convida* a comunidade internacional a intensificar e a aumentar seu apoio aos movimentos de libertação da África do Sul e à SWAPO, na Namíbia, único representante legítimo do povo namibiano, na sua justa luta para destruir o sistema do apartheid e instaurar uma soberania fundada na liberdade e na justiça para todos;
10. *Condena* a qualificação detestável e aviltante de trabalhadores migrantes aplicados aos indígenas negros da África do Sul;
11. *Condena* além disso o regime do apartheid pela morte dos combatentes da liberdade, em violação das convenções internacionais, e em desprezo flagrante dos direitos do homem;
12. *Pede* a libertação imediata e incondicionalmente de todos os prisioneiros e detidos políticos, especialmente Nelson Mandela e levantamento da interdição aplicada ao «African National Congress of South Africa» (ANC) e o «Pan Africanist Congress of Azania» (PAC) e todos os outros partidos políticos e bem assim a revogação da lei sobre a segurança interna e de todas as outras medidas draconianas; e o livre regresso de todos os exilados políticos e combatentes da liberdade para que possam exercer, com a maioria, seu direito inalienável à autodeterminação, à liberdade e à justiça;
13. *Declara* que a imposição, pelo Conselho de Segurança, de sanções globais obrigatórias na aplicação das disposições do capítulo II da Carta das Nações Unidas é o único meio pacífico eficaz que ainda existe para obrigar a África do Sul a desmantelar o apartheid, a deter seus actos de agressão flagrantes contra os Governos pacíficos e legítimos dos Estados da Linha de Frente, e a pôr fim à sua ocupação ilegal na Namíbia;
14. *convida veementemente* os Estados Unidos da América e o Reino Unido, os dois membros permanentes do Conselho de Segurança que até aqui têm contrariado todos os esforços que visam impôr sanções globais obrigatórias contra o regime racista da África do Sul, a pôr fim ao ignóbil sistema do apartheid e à ocupação ilegal da Namíbia por esse país, a juntar-se ao resto da comunidade internacional para impôr tais sanções;
15. *Pede insistentemente* a todas as nações no sentido de contribuirem no fornecimento duma ajuda financeira e de outras formas, aos Estados de Linha da Frente que eventualmente serão afectados pelas sanções adoptadas contra a África do Sul e que correm o risco de sofrer represálias da parte do regime sul-africano;
16. *reafirma* o direito inalienável do povo namibiano à autodeterminação e à independência, com seus limites territoriais sem amputações, incluindo Walvis Bay, as ilhas Pinguins e todas as ilhas adjacentes no largo da costa, conforme as resoluções pertinentes das Nações Unidas;
17. *Condena energicamente* o regime racista da África do Sul pela sua intransigência, que constitui um obstáculo maior à execução do Plano de Independência das Nações Unidas para a Namíbia, conforme a resolução 435 (1978) do Conselho de Segurança;
18. *Aprova* o apelo lançado pela Conferência Internacional para a independência imediata na Namíbia convidando todos os Estados a «pôr-se resolutamente, em todo o tempo e em todas as instâncias possíveis, às tentativas, universal e categoricamente rejeitadas, nas quais a Administração Reagan e a África do Sul racista persistem em relacionar a aplicação do Plano das Nações Unidas para a Namíbia a questões que lhe são totalmente estranhas, especialmente a presença de tropas cubanas em Angola»;
19. *Reitera* seu apoio sem reservas à resolução 566 de 1985, do Conselho de Segurança das Nações Unidas, declarando a instalação pelo regime racista da África do Sul de um governo «provisório» na Namíbia ilegal e não existente em

violação à resolução 435 (1978) do Conselho de Segurança das Nações Unidas;

20. *Reafirma* a legitimidade da luta do povo namibiano para a autodeterminação por todos os meios à sua disposição, incluindo a luta armada;
21. *Condena* a militarização da Namíbia pelo regime racista da África do Sul e a utilização do território como trampolim para sua agressão, não provocada, contra Angola e exige a retirada imediatamente das tropas sul-africanas do sul de Angola;
22. *Pede veementemente* que se suspenda a transferência de tecnologia para África do Sul racista por todos os países que ora o fazem, a interdição de novos investimentos e empréstimos a favor da África do Sul, em cumprimento do Decreto n.º 1 de 1974 das Nações Unidas, visando a protecção dos recursos naturais da Namíbia e a ruptura de todas as relações políticas, diplomáticas, económicas, militares, culturais e desportivas com a África do Sul;
23. *Rejeita* os argumentos fraudulentos invocados por certos países ocidentais para justificar sua participação no reforço do regime de apartheid e das forças de opressão nos territórios coloniais e nas diversas regiões do mundo;
24. *Condena energeticamente* a cooperação do Fundo Monetário Internacional e do Banco Mundial com o regime racista de Pretória e exige sua suspensão;
25. *Reafirma* o direito do povo porto-riquenho à independência e à soberania conforme a resolução 1514 (XV) da Assembleia Geral das Nações Unidas, e a plena validade desta resolução no caso de Porto Rico;
26. *Reafirma além disso* que a questão do Sahara ocidental não pode ser resolvida a não ser que sua população exerça seu direito inalienável à auto-determinação e a independência, em particular pela aplicação da resolução AHG/104 (XIX) adoptada pela décima nona Conferência dos Chefes de Estado e Governos da OUA, e da resolução 40/50 da Assembleia Geral das Nações Unidas;
27. *Convoca* o Reino de Marrocos e a Frente Polisário, partes no conflito, a manter negociações directas com vista a conseguir um cessar-fogo e a criar as condições necessárias para um referendo justo e pacífico, isento de toda a pressão administrativa ou militar e organizada sob os auspícios da OUA e das Nações Unidas;
28. *Congratula-se* com os esforços despendidos pelo Presidente em exercício da Organização da Unidade Africana e o Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas com vista a conseguir uma solução justa e definitiva da questão do Sahara ocidental;
29. *Sublinha* que toda a actividade que possa, ameaçar os habitantes da Micronésia e dos outros territórios coloniais, desfavorecê-los ou lesar seu direito à independência e ao desenvolvi-

mento na base da igualdade, é incompatível com os princípios fundamentais da Carta das Nações Unidas e deve ser condenada;

30. *Reafirma com força* o direito da República Argentina obter a restituição das ilhas Falkland (Malvinas), da Geórgia do Sul e das ilhas Sandwich do Sul, e *pede* aos Governos da República Argentina e do Reino do retomar as negociações com vista a encontrar, desde que possível, uma solução pacífica no conflito de soberania que em conta ao mesmo tempo interesses dos habitantes das ilhas; *reafirma além disso* que condena as bases militares do Reino Unido nas ilhas Falkland (Malvinas) e *exige* seu desmantelamento assim como a cessação de toda a actividade militar nesses territórios;
31. *Pede veementemente* que se termine rapidamente toda a intervenção estrangeira nos diversos Estados, concretizada pela presença de forças estrangeiras ou forças reaccionárias que beneficiem de apoios, a fim de que os povos desses países possam tomar em mãos seu próprio destino;

32. *Pede* aos Paramentos:

- a) para ajudar activamente a aplicação, pela comunidade internacional, de medidas concretas visando eliminar o colonialismo, o racismo e o apartheid onde quer que se manifestem;
- b) para reforçar o apoio aos povos oprimidos pelo colonialismo ou por razões raciais, assim como a seus representantes legítimos, as organizações de libertação nacional reconhecidas pela OUA, o Movimento dos países Não-alinhados e as Nações Unidas, na sua luta pelo exercício do seu direito à independência e à auto-determinação;
- c) para reclamar a retirada das tropas e o desmantelamento das bases militares estrangeiras instaladas nos países livres e soberanos assim como nos países dependentes e coloniais contra a vontade de seus povos;
- d) para intervir junto dos respectivos Governos para que as potências imperialistas indensem as vítimas dos danos causados pela agressão.

La contribution des Parlements à l'application et à l'amélioration du droit humanitaire international relatif aux conflits armés

(Résolution adoptée sans vote)

La 76^e Conférence interparlementaire,

consciente de la nécessité d'éliminer le fléau de la guerre et les conflits armés de toute nature qui portent atteinte à la dignité de l'être humain et infligent à l'humanité d'indicibles souffrances, et soulignant en particulier l'importance d'empêcher la guerre nucléaire qui met en danger l'existence de l'humanité,

déplorant les graves conséquences causées sur le plan humanitaire par les conflits armés, telles que les pertes en vies humaines, la détention prolongée de personnes impliquées ou non dans les hostilités, la torture ou d'autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants, la séparation des familles, le déplacement forcé des personnes, d'importants mouvements de réfugiés et la destruction des biens,

soulignant la nécessité absolue d'apporter protection et assistance aux victimes des conflits armés quels que soient le caractère et la forme de ces conflits ou l'origine des victimes,

rappelant les conventions internationales de caractère humanitaire, notamment les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 relatives à la protection des victimes des conflits armés et leurs deux Protocoles additionnels du 8 juin 1977,

réaffirmant le droit au statut de prisonnier de guerre dont jouissent les combattants et la liberté et les autres combattantes en vertu du Protocole additionnel I de 1977,

rappelant la Convention adoptée le 10 octobre 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, ainsi que le Protocole relatif aux éclats non localisables, le Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de mines, pièges et autres dispositifs, et le Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires,

constatant qu'en période de conflit armé les règles humanitaires les plus élémentaires, qui protègent, notamment, les personnes mises hors de combat et la population civile, sont fréquemment violées,

rappelant qu'en vertu des Conventions de Genève de 1949 les Etats ont l'obligation non seulement de respecter mais encore de faire respecter le droit international humanitaire.

rendant hommage aux organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales dont l'activité contribue à atténuer la souffrance des personnes affectées par les conflits armés,

soulignant tout particulièrement la mission du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en cas de conflit armé qui, en vertu d'un mandat consacré dans les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels, apporte protection et assistance aux victimes des conflits armés conformément à ses principes qui sont, entre autres, l'humanité, la neutralité et l'impartialité,

rappelant que l'indépendance du CICR par rapport aux influences que peuvent exercer des Gouvernements, des parties en conflit, des commandements militaires et d'autres autorités est une des conditions indispensables à l'exécution de ses tâches,

constatant le développement des activités de protection et d'assistance du CICR dans le monde entier, qui signifie un accroissement important de ses dépenses,

regrettant que les deux Protocoles additionnels aux Conventions de Genève, adoptés le 8 juin 1977 par la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le déve-

loppement du droit international humanitaire applicable aux conflits armés, dont l'un concerne les conflits armés internationaux et l'autre les conflits armés non internationaux, ne soient ratifiés, près de dix ans après leur adoption, que par un nombre restreint d'Etats,

soulignant l'importance de ces Protocoles qui contiennent de nouvelles règles pour de nouveaux types de conflits armés et qui renforcent considérablement la protection de la population civile contre les effets des hostilités,

soulignant la nécessité de réaffirmer et de développer les dispositions protégeant les victimes des conflits armés et de compléter les mesures tendant à renforcer leur application et à cette fin de poursuivre la codification et le développement progressif des règles de droit applicables aux conflits armés,

rappelant la XXV^e Conférence internationale de la Croix-Rouge (23-31 octobre 1986), la plus haute autorité délibérante de la Croix-Rouge internationale, qui sera également appelée à examiner les problèmes humanitaires soulevés par les conflits armés et à proposer des solutions, cela en présence des représentants des Etats parties aux Conventions de Genève,

insistant sur la contribution que peuvent apporter les Parlements à l'application et au développement du droit international humanitaire applicable aux conflits armés,

1. *lance un appel* solennel pour que les règles du droit international humanitaire et les principes humanitaires universellement reconnus soient respectés en tout temps et en toute circonstance;

2. *invite* les Parlements et les Gouvernements:

- a) à accorder la plus grande attention aux problèmes humanitaires engendrés par les conflits armés de toute nature et à travailler activement à leur solution;
- b) à s'engager sur les plans national et international à faire accepter et respecter le droit international humanitaire par tous et en toute circonstance;
- c) à appuyer les efforts tendant à mieux faire connaître auprès de l'opinion publique l'ensemble des activités de la Croix-Rouge internationale, notamment celles de leur propre Société nationale;
- d) à veiller scrupuleusement à remplir l'obligation qui leur incombe en vertu des Conventions de Genève de diffuser les principes du droit international humanitaire, notamment au sein des forces armées;
- e) à fournir au CICR toute forme de soutien dont il peut avoir besoin dans l'exécution de sa mission humanitaire;
- f) à hâter la procédure de ratification des deux Protocoles additionnels aux Conventions de Genève du août 1949, l'un relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux et l'autre à la protection des victimes des conflits armés non internationaux, adoptés le 8 juin 1977, ou la procédure d'adhésion à ces instruments;

g) à prendre toutes les mesures législatives nationales nécessaires pour assurer le respect du droit international humanitaire;

3. *demande instamment* à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait de devenir parties à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, ainsi qu'à ses Protocoles I et II;

4. *note* qu'aux termes de l'article 8 de la Convention de 1980 des conférences peuvent être convoquées pour réviser ou amender les Protocoles y annexes ou adopter les protocoles additionnels concernant d'autres catégories d'armes classiques;

5. *loue* l'action humanitaires du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), du CICR et des autres organismes le secours internationaux et *invite* toutes les nations à contribuer de manière plus généreuse aux budgets de ces institutions;

6. *souligne* que le respect des arrêts de la cour internationale de justice et d'autres juridictions peut renforcer le droit humanitaire;

7. *invite* les Gouvernements à participer activement à la XXV^e Conférence internationale de la Croix Rouge qui, dans un esprit de dialogue constructif, se réunira du 23 au 31 octobre 1986 à Genève, afin de renforcer le respect du droit international humanitaire et d'améliorer le sort des victimes des conflits armés.

A contribuição dos Parlamentos à aplicação e à melhoria do direito humanitário internacional em caso de conflitos armados

A 76.ª Conferência Interparlamentar,

Consciente da necessidade de eliminar o flagelo da guerra e todos os conflitos armados, que atentam contra a dignidade do ser humano e infligem sacrifícios sem conta à humanidade, e *sublinhando*, em particular, a importância de se impedir a guerra nuclear que faz perigar a existência da humanidade,

Deplorando as graves consequências dos conflitos armados no plano humanitário, tais como as perdas em vidas humanas, a detenção prolongada de pessoas implicadas ou não nas hostilidades, a tortura ou outras formas de tratamento cruéis, desumanos ou degradantes, a separação das famílias, a deslocação forçada de pessoas, importantes movimentos de refugiados e a destruição de bens,

Sublinhando a necessidade absoluta de proteger e assistir as vítimas dos conflitos armados quaisquer que sejam o carácter e a forma destes conflitos ou a origem das vítimas,

Lembrando as convenções internacionais de carácter humanitário, nomeadamente as quatro Convenções de Geneve, de 12 de Agosto de 1949, sobre a protecção das vítimas dos conflitos armados, e os seus dois protocolos adicionais de 8 de Junho de 1977,

Reafirmando o direito ao estatuto de prisioneiro de guerra de que gozam os combatentes da liberdade e outros combatentes em virtude do protocolo adicional I de 1977,

Lembrando a Convenção adoptada em 10 de Outubro de 1980 sobre a interdição ou a limitação do emprego de certas armas clássicas que podem ser consideradas como produtores de efeitos traumáticos excessivos ou como causadores de destruição indiscriminada, assim como o Protocolo relativo aos estilhaços não localizáveis, o Protocolo sobre a limitação do emprego de minas, bombas e outros dispositivos, e o Protocolo sobre a interdição ou a limitação do emprego das armas incendiárias,

Constatando que em tempo de conflito armado são frequentemente violadas as mais elementares regras humanitárias, que protegem, nomeadamente, as pessoas postas fora de combate e a população civil,

Lembrando que as Convenções de Genebra de 1949 obrigam todos os Estados não somente a respeitar, mas também a fazer respeitar o direito internacional humanitário,

Prestando homenagem às organizações internacionais governamentais e não-governamentais cuja actividade contribui para atenuar o sofrimento das pessoas afectadas pelos conflitos armados,

Sublinhando muito particularmente a missão do Comité Internacional da Cruz-Vermelha (CICR) em caso de conflito armado, o qual, em virtude do mandato consagrado nas Convenções de Genebra e nos seus Protocolos adicionais, protege e assiste as vítimas dos conflitos armados de conformidade com os seus princípios que são, entre outros, a humanidade, a neutralidade e a imparcialidade

Lembrando que a independência o CICR relativamente às influências que podem exercer os governos, as partes em conflito, os comandos militares e outras autoridades, é uma das condições indispensáveis à realização das suas tarefas,

Constatando o desenvolvimento das actividades de protecção e assistência do CICR no mundo inteiro, as quais representam um acréscimo importante das suas despesas,

Lamentando que os Protocolos adicionais às Convenções de Genebra, adoptadas a 8 de Junho de 1977 pela Conferência diplomática sobre a reafirmação do direito humanitário internacional aplicável aos conflitos armados, dos quais um diz respeito aos conflitos armados internacionais e o outro aos conflitos armados não internacionais, só tenham sido ractificados, cerca de 10 anos após a sua adopção, por um reduzido número de Estados,

Sublinhando a importância desses Protocolos que contém regras novas aplicáveis a novos tipos de conflitos armados e que reforçam consideravelmente a protecção da população civil contra os efeitos das hostilidades,

Sublinhando a necessidade de reafirmar e de desenvolver as disposições que protegem as vítimas dos conflitos armados e de completar as medidas tendentes a reforçar a sua aplicação e, para este fim, de prosseguir a condição e o desenvolvimento progressivo das regras de direito aplicáveis aos conflitos armados,

Relembrando a XXV Conferência Internacional da Cruz-Vermelha (23-31 de Outubro de 1986), a mais alta autoridade deliberante da Cruz-Vermelha internacional, que será igualmente chamada a examinar os problemas humanitários e a propor as soluções, isto na presença dos representantes dos Estados partes das Convenções de Genebra,

insistindo na contribuição que podem dar os Parlamentos à aplicação e ao desenvolvimento do direito internacional humanitário aplicável aos conflitos armados,

1. *Lança um apelo* solene no sentido de as regras do direito internacional humanitário e os princípios humanitários universalmente reconhecidos serem respeitados em todas as ocasiões e qualquer que seja a circunstância;

2. *Convida* os Parlamentos e os Governos:

- a) A dar a maior atenção aos problemas humanitários engendrados por todos os conflitos armados e a trabalhar activamente para a sua solução;
- b) A comprometer-se a fazer aceitar e respeitar por todos e em todas as circunstâncias, nos planos nacionais e internacionais, o direito internacional humanitário;
- c) A apoiar os esforços tendentes a permitir que a opinião pública tenha um melhor conhecimento das actividades da Cruz-Vermelha internacional, nomeadamente aquelas levadas a cabo pela sua própria Sociedade Nacional;
- d) A velar pelo cumprimento escrupuloso das obrigações que lhes são impostas pelas Convenções de Genebra de difundir os princípios do direito internacional humanitário, nomeadamente no seio das forças armadas;
- e) A fornecer ao CICR todo o apoio de que ele necessita na execução da sua missão humanitária;
- f) A acelerar o processo de ratificação dos dois Protocolos Adicionais às Convenções de Genebra de 12 de Agosto de 1949, sendo um relativo à protecção das vítimas dos conflitos armados internacionais e o outro à protecção das vítimas dos conflitos armados não internacionais, adoptados a 8 de Junho de 1977, ou o processo de adesão a estes instrumentos;
- g) A tomar todas as medidas legislativas nacionais necessárias para assegurar o respeito do direito internacional humanitário.

3. *Pede insistentemente* a todos os Estados que não o tenham feito ainda a tornar-se partes da Convenção de 1980 sobre a interdição ou a limitação do emprego de certas armas clássicas que podem ser consideradas como produtoras de efeitos traumáticos e cessivos ou como de distribuição indiscriminada assim como dos seus Protocolos I e II,

4. *Constata* que nos termos do artigo 8.º da Convenção de 1980 podem ser convocadas conferências para rever ou emendar os Protocolos e anexos ou para adoptar protocolos adicionais sobre outras categorias de arma clássicas;

5. *Louva* a acção humanitária do Alto Comissariado das Nações Unidas para os Refugiados (HCR), do CICR e de outros organismos de socorro internacionais e *convida* todas as nações a contribuírem de maneira mais generosa para os orçamentos destas instituições;

6. *Sublinha* que o respeito das sentenças da Corte Internacional de Justiça e de outras jurisdições pode reforçar o direito humanitário;

7. *convida* os Governos a participarem activamente na Conferência Internacional da Cruz Vermelha que, num espírito de diálogo construtivo, se reunirá de 23 a 31 de Outubro em Genebra, a fim de reforçar o respeito do direito internacional humanitário e de melhorar a sorte das vítimas dos conflitos armados.

La contribution des parlementaires a l'arrêt de toutes explosions nucléaires

(Résolution adoptée sans vote)

La 76^e Conférence interparlementaire;

guidée par le sens de ses responsabilités quant au destin de l'humanité,

exprimant sa profond inquiétude devant la présence d'un grand nombre d'armes nucléaires, l'escalade de leur déloiement; leur perfectionnement et la poursuite course aux armes nucléaires qui aggravent considérablement le risque d'une guerre nucléaire,

profondément convaincue que la cessation et l'interdiction des explosions expérimentales d'armes nucléaires est un élément clé pour freiner la course aux armements nucléaire abaisser leur niveau quantitatif et qualitatif et parvenir à leur élimination progressive et au désarmement nucléaire,

se félicitant vivement des résultats de la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe,

confiante qu'une vérification efficace de la cessation des essais nucléaires peut être assurée tant par des moyens techniques nationaux qu'à l'aide de procédures internationales, y compris des inspections fiables sur place,

estimant que l'Organisation des Nations Unies où la question de l'arrêt des essais d'armes nucléaires est débattue depuis plus de trois décennies n'a pas épuisé ses possibilités et pourrait apporter une contribution plus active à la solution du problème, notamment dans le cadre de la Conférence sur le désarmement,

exprimant l'espoir que les réunions au sommet des dirigeants des Etats-Unis d'Amérique et de l'URSS favoriseront l'élaboration d'un accord sur les problèmes nucléaires clé,

1. *appuie* l'initiative des dirigeants de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde du Mexique, de la Suède et de la Tanzanie concernant l'organisation d'une réunion d'experts de leur six pays avec des experts soviétiques et américains qui pourrait apporter une contribution précieuse à la réalisation de l'objectif visé, à savoir l'interdiction complète des explosions expérimentales d'armes nucléaires, ainsi que toute initiative des Nations Unies visant le même but;

2. *Tient compte du fait* que des conditions favorables à l'élaboration d'un accord relatif à l'interdiction de explosions expérimentales d'armes nucléaires ont récemment été créées et invite les Parlements des Etats dotés de l'arme nucléaire qui ne l'ont pas encore fait à inciter leurs Gouvernements à se joindre au maraître soviétique sur les explosions nucléaires;

3. *demande à toutes les puissances dotées de l'arme nucléaire de prendre des mesures en vue de la conclusion d'un accord relatif à l'interdiction de tous les essais nucléaires, assorti d'une vérification internationale et nationale appropriée;*

4. *invite instamment tous les Parlements et les Groupes interparlementaires à inciter leurs Gouvernements à rechercher des moyens pour arrêter et interdire les essais nucléaires, comme premier pas vers la réduction des armements nucléaires.*

A contribuição dos parlamentares na cessação de todas as explosões nucleares

A 76.ª Conferência Interparlamentar,

guiada pela consciência das suas responsabilidades no que respeita ao destino da humanidade,

exprimindo a sua profunda inquietude face à presença de um grande número de armas nucleares, à escalada da sua instalação, ao seu aperfeiçoamento e à continuação da corrida às armas nucleares, que agravam consideravelmente os riscos de uma guerra nuclear,

profundamente convencida que a cessação e a interdição das explosões experimentais de armas nucleares constitui um elemento chave para parar a corrida aos armamentos nucleares, abaixar o seu nível quantitativo e qualitativo e chegar à sua eliminação pgressiva e ao desarmamento nuclear,

felicitando-se vivamente pelos resultados da Conferência de Estocolmo sobre as medidas capazes de reforçar a confiança e a segurança e sobre o desarmamento na Europa,

confiante de que uma verificação eficaz da cessação dos ensaios nucleares pode ser assegurada tanto pelos meios técnicos nacionais como através da ajuda de procedimentos internacionais, inclusive inspecções seguras in loco,

considerando que a Organização das Nações Unidas, onde a questão da cessação dos ensaios de armas nucleares é debatida há mais de três decénios, não esgotou as suas possibilidades e poderia dar uma contribuição mais activa à solução do problema, nomeadamente no quadro da Conferência sobre o Desarmamento,

exprimindo a esperança de que as reuniões cimeiras dos dirigentes dos Estados Unidos da América e da URSS favorecerão a elaboração de um acordo sobre os problemas nucleares chaves,

1. *apoia a iniciativa dos dirigentes da Argentina, da Grécia, da Índia, do México, da Suécia e da Tanzânia, sobre a organização de uma reunião de peritos dos seus seis países com peritos soviéticos e americanos, a qual poderia dar uma contribuição preciosa à realização do objectivo visado, a saber a interdição completa das explosões experimentais de armas nucleares, assim como a qualquer iniciativa das Nações Unidas visando o mesmo objectivo;*

2. *Tem em conta o facto de que condições favoráveis à elaboração de um acordo relativo à interdição das explosões experimentais de armas nucleares foram recentemente criadas e convida os Paramentos dos Estados dotados da arma nuclear que ainda não o fizeram a incitar os respectivos Governos e se juntarem à moratória sobre as explosões nucleares;*

3. *Pede a todas as potências dotadas da arma nuclear que tomem as medidas com vista à conclusão de um acordo relativo à interdição de todos os ensaios nucleares dotado de uma verificação internacional e nacional apropriada;*

4. *Convida com insistência todos os Paramentos e os Grupos Interparlamentares a incitar os seus Governos a procurarem os meios de pôr termo e interditar os ensaios nucleares, como primeiro passo em direcção à redução dos armamentos nucleares.*

CONSELHO DE MINISTROS

Decreto n.º 109/86

de 31 de Dezembro

No uso da faculdade conferida pelo artigo 77.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1.º É criado um Consulado-Honorário na cidade de Hamburgo, República Federal da Alemanha, cuja área de jurisdição compreende os territórios de Hamburgo, Bremen, Baixa-Saxónia e Schleswig-Holstein

Art. 2.º Este decreto entra imediatamente em vigor.

Pedro Pires — Silvino da Luz — Arnaldo França.

Promulgado em 30 de Dezembro de 1986.

Publique-se.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

Decreto n.º 110/86

de 31 de Dezembro

No uso da faculdade conferida pelo artigo 77.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1.º É criado um Consulado-Honorário na cidade de Viena, cuja área de jurisdição compreende todo o território da Áustria.

Art. 2.º Este decreto entra imediatamente em vigor.

Pedro Pires — Silvino da Luz — Arnaldo França.

Promulgado em 30 de Dezembro de 1986.

Publique-se.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

Decreto n.º 111/86

de 31 de Dezembro

No uso da faculdade conferida pelo artigo 77.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1.º É criado um Consulado-Honorário na cidade de Las Palmas de Grán Canária, com jurisdição sobre as províncias de Las Palmas e Tenerife.

Art. 2.º Este decreto entra imediatamente em vigor.

Pedro Pires — Silvino da Luz — Arnaldo França.

Promulgado em 30 de Dezembro de 1986.

Publique-se.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

MINISTÉRIO DA ADMINISTRAÇÃO
LOCAL E URBANISMO

Direcção-Geral da Administração Interna

Portaria n.º 73/86
de 31 de Dezembro

Convindo confirmar o orçamento do Município da Praia para o ano económico de 1987, devidamente aprovado pelo respectivo Conselho Deliberativo;

Ao abrigo do disposto no n.º 2 do artigo 10.º do Decreto n.º 47/80, de 2 de Julho;

Manda o Governo da República de Cabo Verde, pelo Ministro da Administração Local e Urbanismo, o seguinte:

Artigo 1.º É confirmado o orçamento do Município da Praia para o ano económico de 1987, do seguinte modo:

I

Receitas ordinárias

Receitas correntes:

1 — Impostos directos	3 100 000\$00
2 — Impostos indirectos: Taxas, licenças e outros serviços gerais pagos por empresa	9 300 000\$00
3 — Taxas, multas e outras penalidades	12 402 000\$00
4 — Rendimento de propriedade	12 000 000\$00
5 — Transferências correntes	14 850 718\$00
6 — Venda de bens duradouros	3 000 000\$00
7 — Venda de serviços e bens não duradouros	2 630 282\$00
8 — Outras receitas correntes	9 501 000\$00

Receitas de capital:

9 — Vendas de bens de investimento	221 000\$00
10 — Transferências de capital	200 000\$00
14 — Reposições	60 000\$00

Soma das receitas correntes, de capital

e reposições	127 265 000\$00
15 — Contas de ordem	2 000 000\$00

Total das receitas ordinárias 129 265 000\$00

II

Despesas ordinárias

1 — Serviços administrativos e financeiros	21 270 438\$00
2 — Serviços de administração urbanística e obras	22 567 200\$00
3 — Serviços urbanos	43 821 400\$00
4 — Serviços de acção sócio-cultural	19 585 362\$00
5 — Despesas comuns	20 020 600\$00

Soma 127 265 000\$00

6 — Contas de ordem	2 000 000\$00
----------------------------	---------------

Total das despesas ordinárias 129 265 000\$00

Art. 2.º Esta portaria entra em vigor a 1 de Janeiro de 1987.

Ministério da Administração Local e Urbanismo 31 de Dezembro de 1986. — O Ministro, *Tito Ramos*.

DECLARAÇÃO

De harmonia com o disposto no n.º 2 do artigo 36.º do Decreto n.º 47/80, de 2 de Julho, com a nova redacção dada pelo Decreto n.º 17/84, de 18 de Fevereiro, se publica que, por despacho do Camarada Ministro da Administração Local e Urbanismo de 31 de Dezembro de 1986, foi aprovada a deliberação tomada pelo Conselho Deliberativo do Fogo na sua reunião de 26 de Novembro de 1986, que abre um crédito especial no montante de 4 020 831\$70 destinado a reforçar as verbas das seguintes dotações de despesas ordinárias em execução:

DESPESAS ORDINÁRIAS

Capítulo 1.º — Serviços gerais:

Despesas correntes

Artigo 7.º — Alimentação e alojamento em espécie 50 000\$00

Artigo 11.º — Bens não duradouros:

Numero 2 — Consumo de secretaria 20 000\$00

Artigo 12.º — Conservação e aproveitamento de bens 1 000 000\$00

Artigo 13.º — Despesas gerais de funcionamento:

Número 4 — Representação, 40 000\$00

Número 5 — Transportes e comunicações 70 000\$00

Artigo 15.º — Transferências:

Número 1 — Sector público:

b) Ao Gabinete Técnico da Direcção-Geral da Administração Interna ... 30 000\$00

Despesas de capital

Artigo 17.º — Investimentos:

Número 1 — Construções diversas:

a) Construção de uma moradia para funcionários 1 855 831\$00

Capítulo 2.º — Serviços de abastecimento de água e de produção de energia eléctrica:

Artigo 20.º — Conservação e aproveitamento de bens 300 000\$00

Artigo 22.º — Investimentos:

Número 1 — Maquinarias e equipamentos 637 960\$00

Capítulo 4.º — Despesas comuns:

Artigo 24.º — Pensão de aposentação 2 040\$00

Capítulo 5.º — Contas de ordem:

Artigo 30.º — Despesas consignadas:

a) Receitas do Estado cobradas pelo Município 15 000\$00

Total 4 020 831\$70

Para compensação do crédito ora aberto é efectuada a seguinte alteração no orçamento municipal em execução:

RECEITAS ORDINÁRIAS

Receitas correntes

Capítulo 8.º — Outras receitas correntes:

Número 38/A — Saldos das gerências anteriores a 1986, em depósito no Banco de Cabo Verde 4 020 831\$70

Total 4 020 831\$70

Direcção-Geral da Administração Interna na Praia, 31 de Dezembro de 1986. — O Director-Geral, *Celso Morais Fernandes*.

DECLARAÇÃO

De harmonia com o disposto no número 2 do artigo 36.º do Decreto n.º 47/80, de 2 de Julho, com a nova redacção dada pelo Decreto n.º 17/84, de 18 de Fevereiro, se publica que por despacho do Camarada Ministro da Administração Local e Urbanismo de 31 de Dezembro de 1986, foi confirmada a deliberação tomada, pelo Conselho Deliberativo do Maio, na reunião de 15 de Dezembro de 1986, que autoriza as seguintes transferências de verbas no orçamento municipal em execução:

Capítulos	Artigos	Números	Designação das despesas	Reforço ou inscrições	Anulação ou redução
1.º			Despesas ordinárias		
1.º			Serviços gerais		
			Despesas correntes		
	1.º		Vencimentos e salários		
	1		Vencimento do pessoal dos quadros	5 000\$00	
	2		Salário do pessoal eventual	100 000\$00	
	7.º		Remunerações diversas em numerário		5 000\$00
	10.º		Bens não duradouros:		
	1		Combustíveis e lubrificantes		62 000\$00
	12.º		Despesas gerais de funcionamento		
	1		Encargos próprios das instalações	40 000\$00	
	2		Comunicações	20 000\$00	
	5		Trabalhos especiais diversos	35 000\$00	
	15.º		Outras despesas correntes:		
	4		Seguro de pessoal eventual		58 000\$00
			Despesas de capital		
	16.º		Investimentos:		
	1		Construções diversos:		
			b) Construção de um Esplanada Farol		100 000\$00
			Serviços de produção e distribuição de energia eléctrica		
2.º			Despesas correntes		
	17.º		Vencimentos e salários		
	1		Vencimento do pessoal dos quadros	30 000\$00	
	2		Salário do pessoal eventual	80 000\$00	
	23.º		Outras despesas correntes:		
	1		Seguro do pessoal		25 000\$00
3.º			Despesas comuns:		
	24.º		Pensão de aposentação	10 000\$00	
	29.º		Dotação de reserva		70 000\$00
			Somas	320 000\$00	320 000\$00

Direcção-Geral da Administração Interna, na Praia, 31 de Dezembro de 1986, — O Director-Geral, Celso Mora's Fernandes.

DECLARAÇÃO

De harmonia com o disposto no número 2 do artigo 36.º do Decreto n.º 47/80, de 2 de Julho, com a nova redacção dada pelo Decreto n.º 17/84, de 18 de Fevereiro, se publica que por despacho do Camarada Ministro da Administração Local e Urbanismo de 31 de Dezembro de 1986, foi confirmada a deliberação tomada, pelo Conselho Deliberativo da Praia, na reunião de 30 de Dezembro de 1986, que autoriza as seguintes transferências de verbas no orçamento municipal, em execução:

Capítulos	Artigos	Números	Designação das despesas	Reforço ou inscrições	Anulação ou redução
1.º			Despesas ordinárias		
			Serviços administrativos		
1.º			Vencimentos e salários		
			Vencimento do pessoal dos quadros		604 938\$00
	2		Salário do pessoal eventual	500 000\$00	
	4.º		Horas extraordinárias	150 000\$00	
	5.º		Subsídio de residência.		15 600\$00
			Participação e prémios.		13 400\$00
	7.º		Deslocações	110 000\$00	
	8.º		Remunerações por serviços auxiliares	125 000\$00	
	9.º		Remunerações diversas—Previdência social	190 000\$00	
	10.º		Remunerações em numerário		18 000\$00
	11.º		Remunerações diversas — Compensação de encargos		21 280\$00
	12.º		Bens duradouros:		
	3		Material de educação, cultura e recreio		89 111\$00
	4		Material fabril e oficial e de habitação		15 819\$00
	13.º		Bens não duradouros:		
	3		Outros bens não duradouros		14 050\$00
	15.º		Despesas gerais de funcionamento.		
	2		Encargos com a saúde.		98 374\$00
	6		Publicidade e propaganda		61 632\$00
	16.º		Transferências particulares:		
	2		Apoio às Organizações de Massas e órgãos do Poder Local e participação popular	550 000\$00	
	17.º		Outras despesas correntes:		
	1		Juros de empréstimos contraídos no Banco de Cabo Verde e Caixa de Crédito		43 947\$00

Capítulos	Artigos	Números	Designação das despesas	Reforço ou inscrições	Anulação ou redução	Capítulos	Artigos	Números	Designação das despesas	Reforço ou inscrições	Anulação ou redução
		2	Seguro de material ...		18 477\$00	35.º			Remunerações por serviços auxiliares ...		78 240\$00
		3	Contribuição predial ...		49 732\$00	36.º			Remunerações diversas -- Previdência Social		5 000\$00
18.º			Despesas de capital			37.º			Remunerações diversas em numerário ...		42 000\$00
			Investimento:			38.º			Vestuários e artigos pessoais -- Compensação de encargos ...		48 800\$00
		2	Habitação:			39.º			Bens doradouros:		
		a)	Construção de habitações económicas ...		948 400\$00	4			Outros bens duradouros		50 000\$00
		3	Locação de bens ...		75 000\$00	4.			Despesas gerais de funcionamento:		
		4	Construções diversas:			3			Publicidade e propaganda ...		50 000\$00
		a)	Construção de recintos sócio-culturais e desportivos ...		371 213\$00				Despesa de capital		
		b)	Construção do Parque de Equipamentos, Oficinas, Estaleiros e Armazéns ...		322 620\$00	44			Investimentos:		
19.º			Passivos financeiros:			1			Material de transporte.		38 622\$00
		1	Empréstimos não titulados a longo prazo:			4.º			Serviço de mercados, matadouros e talhos		
		a)	Amortização de anuidades de empréstimos contraídos no Banco de Cabo Verde e Caixa de Crédito ...	43 900\$00					Despesas correntes		
2.º			Serviço de urbanização e obras			45.º			Vencimentos e salários		
		1	Vencimentos e salários			1			Vencimento do pessoal dos quadros ...	20 000\$00	
		1	Vencimento do pessoal dos quadros ...		670 622\$00	2			Salário do pessoal eventual ...	120 000\$00	
		22.º	Horas extraordinárias ...	150 000\$00		46.º			Vestuários e artigos pessoais -- compensação de encargos ...		50 000\$00
		25.º	Remunerações por serviços auxiliares ...	455 000\$00		48.º			Bens duradouros:		
			Bens duradouros:			49.º			Outros bens duradouros		58 030\$00
		1	Material de alojamento.		10 000\$00	50.º			Bens não duradouros ...		35 115\$00
		2	Material de educação, cultura, recreio e desporto ...		18 000\$00	5.º			Conservação e aproveitamento de bens ...		60 480\$00
		3	Material fabril, oficial e de laboratório ...	50 000\$00					Serviços de prevenção e combate a incêndio		
		5	Outros bens duradouros		45 516\$00				Despesas correntes		
28.º			Bens não duradouros:			53.º			Vencimentos e salários		
			Outros bens não duradouros ...		73 873\$00	1			Vencimento do pessoal dos quadros ...		667 300\$0
30.º			Despesas gerais de funcionamento:			54.º			Trabalho especiais diversos ...		20 625\$00
		1	Encargos com a saúde		20 000\$00	56.º			Bens não duradouros.		
		4	Publicidade e propaganda ...		15 080\$00	2			Alimentação roupas e calçados ...		129 200\$00
3.º			Serviços de higiene e salubridade			6.º			Serviços de acção comunitária		
			Despesas correntes						Despesas correntes		
32.º			Vencimentos e salários			61.º			Despesas gerais de funcionamento:		
			Vencimento do pessoal dos quadros ...	200 000\$00					Encargos não especificados ...		59 068\$00
		2	Salário do pessoal eventual ...	1 456 000\$00		7.º			Despesas comuns		
			Horas extraordinárias	150 000\$00		62			Pensão de aposentação	100 000\$00	
						63			Abono de família ...		175 962\$00
						65			Pensão de sobrevivência	45 000\$00	
						66			Despesas de anos económicos findos ...	248 306\$00	
									Total ...	4 653 206\$00	4 653 206\$00

Direcção-Geral da Administração Interna na Praia, 31 de Dezembro de 1986, — O Director-Geral, *Celso Morais Fernandes*.

DECLARAÇÃO

De harmonia com o disposto no número 2 do artigo 36.º do Decreto n.º 47/80, de 2 de Julho, com a nova redacção dada pelo Decreto n.º 17/84, de 18 de Fevereiro, se publica que por despacho do Camarada Ministro da Administração Local e Urbanismo de 31 de Dezembro de 1986, foi confirmada a deliberação tomada, pelo Conselho Deliberativo do Porto Novo, na reunião de 23 de Dezembro de 1986, que autoriza as seguintes transferências de verba no orçamento municipal, em execução:

Capítulos	Artigos	Números	Designação das despesas	Reforço ou inscrições	Anulação ou redução
			Despesas ordinárias		
			<i>Serviços gerais</i>		
			Despesas correntes		
			Bens duradouros:		
	8.º	3	Material honorífico e de apresentação		2 306\$40
	4.º		Outras despesas correntes:		
		4	Julgamento de contas de gerência	2 306\$40	
			<i>Despesas de capital</i>		
	15.º		Investimentos:		
		1	Construções diversas:		
			a) Continuação das obras do campo de futebol.	200 000\$00	
			<i>Serviço de produção e distribuição de energia eléctrica</i>		
	20.º		Bens não duradouros:		
		1	Combustíveis e lubrificantes	200 000\$00	
			Som. s	202 306\$40	202 306\$40

Direcção-Geral da Administração Interna na Praia, 31 de Dezembro de 1986. — O Director-Geral, Celso Morais Fernandes.

AVISOS E ANÚNCIOS OFICIAIS

Secretaria de Estado
do Comércio e Turismo

Gabinete do Secretário de Estado

DESPACHO

Ouvidos os pareceres favoráveis dos Ministérios das Finanças e do Plano e Cooperação;

1. Aprovo o Relatório e Contas da EMPA, Empresa Pública de Abastecimento, referente ao exercício de 1985;

2. Aos resultados líquidos depois dos impostos, no valor de 142 105 265\$19, é dada a seguinte aplicação:

- 10% para reserva geral;
- 5% para reserva de melhoramentos;
- 5% para reserva para fins sociais;
- 80% para entrega ao tesouro.

3. Publique-se no *Boletim Oficial* o referido Relatório e Contas e o presente despacho.

Secretaria de Estado do Comércio e Turismo, aos 29 de Outubro de 1986. — O Secretário de Estado, Virgílio Fernandes.

Empresa Pública de Abastecimento — EMPA

Relatório e contas de exercício de 1985

De acordo com a lei e os e os estatutos, temos o prazer de apresentar para aprovação superior, o balanço e contas referentes ao exercício de 1985.

1 — Actividades e políticas de actuação:

Melhorar o nível de satisfação das necessidades básicas de abastecimento à população cabo-verdiana em produtos alimentares e materiais de construção foi um dos objectivos que se propôs atingir no exercício.

Foram desenvolvidos esforços no sentido de aumentar o volume de negócios elevar a imagem da Empresa, melhorando o atendimento ao público.

Os objectivos fixados foram atingidos em grande parte. Realça-se ainda que o ano de 1985 foi o ano do X.º Aniversário da empresa, e que se fez um balanço do trabalho desenvolvido ao longo do mesmo, tendo-se constatado com orgulho que se cumpriram os objectivos sócio-económicos da sua criação.

2 — Aprovisamento:

Motivados pelo ideal de melhor servir o povo cabo-verdiano, deu-se uma atenção especial ao abastecimento do ano de 1985, que foi de um modo geral satisfatório.

Conquistaram-se novos mercados nomeadamente o Brasil e a Polónia e aprofundaram-se as relações comerciais existentes com outros países.

Introduziram-se novos produtos na área de materiais de construção e reduziu-se a gama dos produtos hoteleiros. Aos produtos hoteleiros foi alargada a sua distribuição às ilhas.

Fizeram-se melhores compras em relação aos anos anteriores quer a nível de preços quer a nível das demais condições.

O volume das importações atingiu o montante de 1 277 079 contos sem incluir os donativos. O valor CIF dos donativos foi de 485 314 contos.

O plafond previsto era de 1 312 585 contos e foi ligeiramente ultrapassado, tendo o plafond utilizado, sido de 1 372 992 contos.

Ao longo deste ano os preços de venda dos produtos foram de um modo geral constantes, havendo uma ou outra alteração nos produtos de intervenção.

Exportaram-se 520 toneladas de sal fino para S. Tomé e Príncipe no valor de 51 480 dólares.

3 — Vendas:

O volume de vendas em 1985 atingiu o montante de 2 763 878 contos o que representa um acréscimo de 8,7% em relação à realização do ano anterior.

Este acréscimo seria maior se tivesse havido maior regularidade no abastecimento de alguns produtos de grande consumo, nomeadamente, arroz, ferro e pinho.

Salienta-se que houve uma baixa significativa nas vendas de milho e feijão, fundamentalmente nas ilhas agrícolas.

a) Vendas por localidades:

Localidades que mais contribuíram para as vendas do ano foram Praia, S. Vicente, Santa Catarina e Tarrafal.

Designação	Valores em contos	%
Praia	867 857	31,4
S. Vicente	541 720	19,6
S. Catarina	240 457	8,7
Tarrafal	176 888	6,4
R. Grande	149 958	5,1
Fogo	146 486	5,3
S. Cruz	143 722	5,2
P. Novo	116 082	4,2
S. Nicolau	121 612	4,4
Sal	124 375	4,5
Maio	52 513	1,9
Boavista	49 749	1,8
Brava	41 459	1,5
Soma	2 763 878	

b) Vendas por produtos;

Designação	Valores em contos	%
Milho... ..	494 709	17,9
Arroz... ..	280 105	10,1
Feijão... ..	66 676	2,4
Gorduras	385 806	14,0
Açúcar	273 718	9,9
Leite	149 408	5,4
Outros prod. aliment. ...	253 616	9,2
Cimento	484 827	17,5
Outros mat. const.	87 504	3,2
Madeira	159 340	5,8
Ferro... ..	96 113	3,5
Diversos	32 656	1,1
Soma	2 763 878	100

4 — Organização e recursos humanos:

A Gestão de Pessoal efectivou-se na normalidade. Enquadrada na política de desenvolvimento dos recursos humanos na Empresa, foi publicado o plano de desenvolvimento das carreiras na sequência dos trabalhos levados a cabo em 1984 relativos à análise e qualificação de funções.

A política de pessoal foi desenvolvida ainda no sentido de promover a participação e responsabilização das chefias no exercício da função pessoal e incentivar os trabalhadores para a sua participação eficaz na vida da Empresa.

O efectivo médio em 1985 é de 1 066 e o número de efectivos em 31 de Dezembro de 1985 era de 1 071.

A situação disciplinar foi satisfatória comparada a de anos anteriores.

Com o intuito de valorizar os recursos humanos e melhorar a sua capacidade de gestão e aperfeiçoamento profissional fez-se a formação de alguns quadros no exterior do país e internamente na Empresa. De realçar o aperfeiçoamento profissional dos fiéis e conferentes de armazéns, e reciclagem dos dactilógrafos por iniciativa da Empresa e com monitores nacionais.

No exterior do país as acções de formação foram orientadas principalmente para os domínios de stocagem e gestão (segurança alimentar), conservação de cereais e prevenção das perdas e cursos para chefia.

As despesas com a formação foram da ordem de 1 963 contos, que representa 0,97% dos gastos com o pessoal.

5 — Investimentos:

A EMPA continuou a dar prioridade à construção de armazéns e alpendres de forma a dotar as suas unidades de capacidade de armazenagem suficiente.

Também este ano conforme o previsto, iniciou-se a construção de escritórios e moradias para os delegados em algumas ilhas.

Durante o ano em análise, a EMPA investiu um montante de 431 329 contos sendo de salientar:

— Silos da Praia	295 000 contos
— Edifícios e outras construções ...	107 000 «
— Material de carga e transporte ...	21 121 «
— Equipamento administrativo... ..	6 515 «

6 — Evolução económica e financeira

No exercício findo houve um resultado corrente no valor de 101 960 contos correspondente a 3,69% das vendas líquidas. Verifica-se uma diminuição dos resultados referidos na ordem dos 92 476 contos em relação ao exercício anterior. Isso deve-se fundamentalmente ao agravamento dos custos das existências vendidas e consumidas na ordem dos 3%, a generalidade dos produtos não sofreu qualquer aumento do preço de venda, tendo havido no entanto um aumento no valor das vendas líquidas de 8,7%.

A empresa durante o exercício findo, não teve apertos de tesouraria, tendo solvido os compromissos imediatos assumidos. A política do Governo, quer em não ter retirado a totalidade dos remanescentes do tesouro, quer através do alargamento de prazos para a liquidação de outros compromissos assumidos com o mesmo, permitiu a situação de equilíbrio referido.

Pela análise do balanço verifica-se que as disponibilidades e os créditos a curto prazo cobrem 98% do passivo exigível a curto prazo. O activo circulante excede o total do passivo em 226 635 contos.

Os fundos libertos em 1985 pela empresa totalizam:

Amortizações e reintegrações	48 787 contos
Resultados líquidos	267 367 «
Cash flow bruto	316 154 contos

Principais rácios no período de 1981/1985:

a) Rentabilidade do capital próprio;

Anos	1981	1982	1983	1984	1985
Antes dos impostos	21%	29%	37%	53%	44%
Pós impostos	12 «	10 «	21 «	29 «	24 «

Principais rácios no período de 1981/1985

b) Rentabilidade das vendas;

Anos	1981	1982	1983	1984	1985
Rentabilidade das vend.	4%	5%	7%	7,6%	3,79%

c) Rácios financeiros;

Anos	1981	1982	1983	1984	1985
Liquidez geral	1,35	1,55	1,54	1,59	1,83
Tesouraria	0,68	0,61	0,60	0,68	0,98
Solvabilidade total... ..	0,25	0,54	0,57	0,69	0,53
Rotação de stocks	5,6	6,2	5,7	5,7	3,9
Prazo médio rec. (dias)	92	152	54	27	33
Prazo méd. pagt. (dias)	181	143	31	122	112

Conclui-se que a situação de liquidez geral da Empresa não é folgada considerando que o valor normal é 2. A evolução em relação ao ano anterior é favorável.

O rácio de tesouraria que vinha degradando nos anos anteriores, teve uma melhoria considerável. De 0,68 em 1984 passa para 0,98 % em 1985 estando próximo do valor normal que é 1.

Convém ter em conta que o balanço de 1985 teve classificação diferente em relação ao ano anterior. Assim, rubricas que no ano anterior foram considerados no curto

prazo, nomeadamente, parte das Provisões para Impostos sobre Lucros e parte dos débitos com o Sector Público Estatal, foram transferidos para o médio e longo prazo o que determina em parte a melhoria dos índices.

De notar ainda um aumento no prazo médio de recebimentos que aumentou de 27 para 33. Considerando que o prazo de créditos estipulado pela Empresa é de 30 dias a situação é normal.

A redução do prazo de 1983 para 1984 de 54 para 27 dias, como se disse oportunamente foi devida à regularização de dívidas incobráveis no valor de 65 982 contos.

Convém ter presente ainda outro facto significativo que é a redução do índice de rotação de stocks de 5,4 para 3,9. Houve necessidade de se aumentar a rotação dos stocks atendendo aos custos de manutenção de stocks e também ao equilíbrio financeiro da empresa.

7 — Notas explicativas ao balanço e contas de resultados líquidos relativos ao exercício findo a 31 de Dezembro de 1985:

Apresentação das contas:

As demonstrações financeiras em anexo foram preparadas em conformidade com o plano nacional de contabilidade instituído pelo Decreto-Lei n.º 4/84.

Critérios contabilísticos seguidos:

Existência:

As existências finais a 31 de Dezembro de 1985 foram determinadas com base em inventariações físicas realizadas em todos os armazéns da EMPA. Na valorização dos mesmos seguiu-se o critério do custo médio ponderado nos armazéns centrais, critério que passou a ser seguido na EMPA a partir do exercício de 1984.

Provisões:

Procedeu-se à uma redução das provisões para depreciação de existências no montante de 18 495 contos devido fundamentalmente à redução dos stocks finais em relação ao ano anterior, e com o objectivo de colocar o montante global das provisões já referida a 10% dos stocks finais a 31 de Dezembro/85 de modo a que o valor global líquido das mesmas expresso no balanço representante o seu valor real estimado.

No respeitante às provisões para impostos sobre lucros criou-se uma provisão correspondente a 40% do resultado líquido antes impostos ou seja de 125 261 contos.

Quanto às restantes provisões foram considerados os valores a 31/12/85 como suficientes para cobrir os créditos duvidosos e outros riscos e encargos.

Imobilizações:

Relativamente ao ano transacto verifica-se um aumento do activo imobilizado de 430 092 contos devido fundamentalmente à integração dos Silos da Praia avaliados em 295 000 contos no Património da EMPA, e a investimento realizados na ordem dos 135 000 contos de acordo com o mapa em anexo.

Amortizações e reintegrações:

As depreciações do exercício foram calculadas com base nas taxas regulamentadas pela Portaria 3/84 tendo o montante das mesmas atingido 48 000 contos.

Créditos a curto prazo:

O saldo da conta Clientes c/c a 31/12/85 era de 197 934 912\$04 (cento e noventa e sete milhões, novecentos e trinta e quatro mil, novecentos e trinta e quatro mil, novecentos e doze escudos e quatro centavos), distribuído como se segue:

— Clientes estado e misto	160 394 915\$21
— Clientes privados	37 539 996\$83
	<hr/>
	197 934 912\$04

Fornecedores c/c:

O valor em balanço inclui 342 146 contos a pagar ao FDN — Fundo de Desenvolvimento Nacional e respeitante a compras efectuadas àquele organismo, cujo montante atingiu em 1985, 368 213 contos.

Débito a médio e longo prazo:

Sector público estatal

Corresponde na sua globalidade ao Fundo de Estabilização e Segurança Alimentar (FESA) que é resultante do diferencial entre o excedente apurado na venda do açúcar e o déficit verificado na venda do milho de 1.ª foi transeferido dos débitos a outro prazo.

Outros devedores e credores

Trata-se de parte do montante a pagar ao Ministério das Finanças por contra-partida da integração dos Silos da Praia avaliados em 295 000 contos no Património da EMPA, e de 90 140 respeitante a provisões para imposto sobre lucros.

Situação líquida:

Os movimentos verificados nas contas da situação líquida são fundamentalmente devidos à aplicação dos resultados transitados de 1979 a 1983 e a aplicação dos resultados do exercício de 1984.

Os movimentos nas contas de reservas foram as seguintes

Designação	31/12/84	31/12/85	
Reserva geral... ..	21 893	72 798	50 905
Reserva — fundo melhoramento	7 470	32 923	25 453
Reserva — fundo social	6 098	29 906	23 808
Reserva — financiamento básico	89 025	305 424	216 404

Subsídio exploração:

Trata-se do subsídio destinado a compensar os preços conta Fundo Estabilização e Segurança Alimentar.

Considerações finais:

Com vista à introdução na Empresa da contabilidade analítica de custos, como instrumento de análise e de actualização imediata para os vários gestores operativos deu-se início este ano à implementação do sistema.

Trabalhos para organização de informações necessárias aos seus circuitos informação de gestão e seu controlo continuam a tér lugar.

As actividades gerais foram desenvolvidas com dinamismo empresarial.

No plano económico, o exercício foi francamente positivo, como de pode constatar pelos resultados alcançados.

No domínio financeiro, a responsabilidade em garantir a segurança alimentar nacional e de outros bens necessários ao desenvolvimento sócio-económico do país, bem assim do autofinanciamento dos investimentos, particularmente, no intuito de consolidar a nossa estrutura de armazenagem, originaram um profundo estudo da situação financeira e a proposta do aumento do fundo de meio.

Pode-se dizer que a situação actual da Empresa é satisfatória, evidenciando uma melhoria progressiva.

O aumento do volume de negócios foi bastante significativo tendo-se dado uma atenção especial aos produtos de grande consumo.

O atendimento ao público melhorou sensivelmente, com novas condições físicas de atendimento e desenvolveram-se esforços no sentido de reforçar no pessoal uma maior mentalidade de serviço ao público.

A Direcção, ciente do valor e da importância do capital humano na materialização dos objectivos preconizados, vem dedicando uma atenção especial na mobilização permanente de todas as energias, com vista ao pleno sucesso da Empresa.

A participação e intervenção dos trabalhadores na vida da Empresa tem sido uma preocupação constante.

Pode-se dizer que oaminhamos para a gestão participava por objectivos.

O clima de organização foi favorável à participação dos trabalhadores.

A elaboração dos Programas e a discussão dos relatórios de actividades têm sido efectuados nessesas óptica.

O partido e as organizações de massas na empresa, têm tido intervenções de qualidade, como parceiros de Direcção, zelando pela defesa dos interesses dos trabalhadores e estimulando-os à produtividade no trabalho.

De salientar, o empenhamento é participação dos quadros de chefia e dos trabalhadores, em geral, nas actividades desenvolvidas, o que contribui, de forma determinante, para os resultados ora alcançados esperando-se um esforço cada vez maior, no sentido de uma melhoria crescente da qualidade do trabalho e do grau de produtividade.

Praia, 31 de Julho de 1986. — O Conselho da Direcção, Orlando José Mascarenhas — José Ramos Motta — Maria Elisa Rodrigues — Jenny Vera Cruz — Adalberto Costa.

Balanço analítico

Código das contas	Activo	Activo bruto	Provisões amortizações reintegrações	Activo líquido	Código das contas	Passivo	Passivo e situação líquida
	Disponibilidades:					Débitos à curto prazo	
11	Caixa	61 045 795\$87		61 045 795\$87	211	Clientes c/gerais	8 047 377\$60
12	Depósitos à ordem	396 266 936\$29		397 266 936\$29	221-228	Fornecedores c/gerais	649 767 377\$60
					24	Sector público estatal	5 197 451\$46
		457 312 732\$16		457 312 732\$16	256	Estado e out. ent. púb. c/gerais ...	51 712 360\$99
	Créditos a curto prazo:				263 a 269	Outros credores c/gerais	32 187 534\$87
211+216-218	Clientes c/gerais	250 520 627\$28	20 379 315\$24	220 141 312\$04	28	Provisões p/imp. sobre os lucros.	88 013 534\$00
221	Fornecedores c/gerais	27 025 027\$70		27 025 027\$70	292	Provisões p/riscos e encargos ...	26 802 342\$70
229	Adiantamento a fornecedores ...	17 350 000\$00		17 350 000\$00			341 721 076\$21
231+233-234	Outros Empréstimos Concedidos ...	11 878 040\$40		11 878 040\$40		Débitos à médio e longo prazo:	
24	Sector Público Estatal	503 518\$06		503 518\$06		Sector público estatal	138 902 881\$02
26	Outros devedores	60 540 827\$24	3 599 066\$77	56 941 760\$49	24	Outros credores c/gerais	275 838 000\$00
					263 a 269	Provisões p/imp. sobre os lucros.	90 140 995\$92
	Existências:	367 818 040\$68	23 978 381\$99	343 839 658\$69	28		504 881 876\$94
32	Mercadorias	705 976 511\$08	71 861 594\$80	634 114 916\$28		Total do passivo	1 346 602 953\$15
36	Matérias primas subs. e de consumo ...	42 130 862\$32	2 949 142\$70	39 181 719\$62		Situação líquida	
		748 107 373\$40	74 810 737\$50	672 296 635\$90		Capital e prest. suplementares:	
	Imobilizações Corpóreas:					Capital estatutário... ..	74 000 000\$00
421	Terrenos e recursos naturais	800 386\$20		800 386\$20	52	Financiamento básico	89 025 635\$99
422	Edifícios e outras construções	472 096 727\$59	42 519 021\$60	429 577 705\$99	51		163 025 635\$99
423	Equipamento bás. e out. máq. e inst.	46 064 622\$79	37 319 632\$37	8 744 990\$42		Reservas:	
424	Ferramentas e utensílios	8 091 036\$40	7 971 217\$50	119 818\$90		Reserva geral	72 798 105\$42
425	Material de carga e transporte	80 920 679\$41	50 713 261\$76	30 267 417\$67		Reserva de melhoramento	32 922 684\$66
426	Equipmt.º adm.º social e mob. div.	31 988 150\$88	18 162 083\$26	13 826 067\$62		Reserva p/fins sociais	29 906 294\$16
427	Taras e vasilhame	164 420\$00	108 492\$50	55 927\$50		Reserva p/financiamento básico.	305 428 697\$33
429	Outras imobilizações corpóreas	708 895\$60	549 214\$93	159 680\$67	551		441 055 781\$57
		640 894 918\$87	157 342 923\$92	483 551 994\$95	552	Resultados líquidos:	
	Imobilizações em curso:				553	Resultados correntes do exercício.	101 959 523\$26
441+442	Obras em curso	82 571 676\$10		82 571 676\$10	554	Resultados extraord. do exercício.	180 390 260\$27
449	Imobilizações c/adiantamento	30 849 961\$80		30 849 961\$80		Resultados de exercícios anteriores...	- 14 982 640\$87
		113 421 637\$90		113 421 637\$90	88	Resultados antes dos impostos.	267 367 142\$66
	Custos antecipados:				81	Provisões p/imp. sobre os lucros ...	- 125 261 877\$47
27	Despesas antecipadas	21 088 068\$20		21 088 068\$20	82	Resultados líquidos d/dos impostos ...	142 105 265\$19
471	Conservação plurienal	278 908\$10		278 908\$10		Total da situação líquida	746 186 682\$75
		21 366 976\$30		21 366 976\$30		Total do passivo e da sit. líquida ...	2 092 789 635\$90
	Total de provisões... ..		98 789 119\$49				
	Total de amortizações e reintegrações		157 342 923\$92				
	Total do activo	2 348 921 679\$31	256 132 043\$41	2 092 789 635\$90			

Demonstração dos resultados líquidos

Código de conta			Deduções em compras		
	Existências iniciais:				
32	Mercadorias			903 564 817\$76	
36	Mat. prim., subsid. e de consumo			29 491 527\$01	
37	Emb. com. retornáveis			7 880\$00	
				933 064 124\$77	
31	Compras:				
311-317-318	Mercadorias	2 087 278 077\$49		2 087 278 077\$49	
312-317-318	Mat. prim., subsid. e de consumo	24 716 404\$90		24 716 404\$90	
		2 111 994 482\$39		2 111 994 482\$39	
	Existências finais:				
32	Mercadorias			705 976 511\$08	
36	Mat. prim., subsid. e de consumo			42 130 862\$32	
				748 107 373\$40	
61	Custos das exist. vendidas e cons.:				
611	Mercadorias	2 284 866 384\$17			
612	Mat. prim., subsid. e de consumo	12 076 969\$29			
613	Emb. com. retornáveis... ..	7 880\$00		2 296 951 233\$76	
63	Form. e serv. de terceiros	149 870 362\$71			
641	Impostos indirectos	1 929 476\$70		151 799 839\$41	2 448 751 073\$17
642	Impostos directos	224 864\$20			
65	Despesas c/o pessoal	201 558 329\$46			
66	Despesas financeiras	67 147\$40			
67	Outras despesas e encargos	4 699 903\$00		206 550 244\$06	
68	Amort. e reint. do exerc.	48 787 125\$11		48 787 125\$11	255 337 369\$17
					2 704 088 443\$34
	(A)				
828	Perdas extraord. do exerc.			64 295 082\$65	
838	Perdas de exerc. anteriores			96 250 978\$93	180 586 061\$58
	Provisões p.ª imp. s/os lucros				125 261 877\$47
	Resultados líquidos				142 105 265\$19
					3 152 041 646\$88

Resultado Corrente do Exercício (B) — (A) = 2 704 088 442\$34 — 2 806 047 965\$60 = 101 959 523\$26:

em 31 de Dezembro de 1985

Código de conta			Deduções em vendas		
71	Vendas de mercad. e produtos:				
711	Mercadorias	2 762 018 792\$91	538 000\$00	2 761 480 792\$91	
715	Mat. prim., subs. e de consumo	1 859 578\$97		1 859 578\$97	
		2 763 878 371\$88	538 000\$00	2 733 340 371\$88	
72	Prestações de serviços	2 736 637\$30		2 736 637\$30	2 766 077 009\$18
74	Subsídio de exploração	36 522 007\$00			
75	Receitas suplementares	3 306 364\$22		39 828 371\$22	39 828 371\$22
76	Receitas financ. correntes			41 338\$80	
78	Outras receitas			101 246\$40	142 585\$20
	(B)				2 806 047 965\$60
828	Ganhos extraord. de exerc.			264 685 342\$92	
839	Ganhos de exerc. anteriores			81 308 338\$06	345 993 680\$98
					3 152 041 646\$88

Demonstração dos resultados de exercício anteriores em 31 de Dezembro de 1985

Código das contas			Código das contas		
831	Impostos sobre os lucros	79 908 672\$00	832	Utiliz. de prov. p. ^a imob. s/os lucros	79 908 672\$00
838	Out. perd: imp. a exerc. anteriores	16 382 306\$93	839	Out. ganhos imp. a exerc. anteriores	1 399 666\$06
	Resultados de exercícios ant.	14 982 640\$87			
		81 308 338\$06			81 308 338\$06

Demonstração dos resultados extraordinários do exercício em 31 de Dezembro de 1985

Código das contas			Código das contas		
827	Multas e outras penalidades.	9 079\$09	824	Reposições e anulações de prov.	18 495 675\$00
828	Outras perdas extraordinárias				
8281	Perdas anormais em existências	78 291 347\$08	8291	Outros ganhos extraordinários	
8286	Dif. câmbios desfavoráveis	569 316\$50	8292	Ganhos anormais em existências	238 226 477\$95
8288	Donativos e quotiz. não obrig.	1 215 429\$88	8294	Recuperação de créditos	480 397\$10
8289	Perdas extraord. não especific.	4 209 910\$19	8296	Mais — valia em imob. corpóreas	722 622\$56
	Resultado extraord. do exercício	+180 390 260\$27	8299	Dif. câmbios favoráveis	453 818\$20
				Ganhos extraord. não especific.	6 306 352\$11
		264 685 342\$92			246 189 667\$92
					264 685 342\$92

Mapa de origem e aplicação de fundos exercício de 1985 (em contos)

Origem de fundos			Aplicação de fundos		
Internas:			Distribuições:		
Resultados líquidos (lucros)	142 106	217 751	Por aplicação de resultados	101 810	103 455
Amort. e reint. do exercício	48 787		Por aplicação de reservas		
Varição das provisões	26 858		— Reserva p/fins sociais	1 645	
Desinvestimentos:			Imobilizações corpóreas:		
Cessão imobilizações		25	Edifícios e outras const.	295 838	324 901
— Mat. carga e transporte			Equip. básico e o. m. instalações	1 415	
Internas:			Ferramentas e Utensílios	4	106 094
Movimento financ. a médio l. prazo ...		414 740	Material de carga e transporte	21 121	
Aumento de débitos a m. e l. prazo ..			Equip. admt.º social e mob. diverso	6 515	
— Sector público estatal	138 902		Outras imob. corp.	8	324 901
— Outros credores c/gerais	275 838		Imobilizações em curso		106 094
			Conservação pluriénais		333
			Aumento dos fundos circulantes		97 733
		632 516			632 516

O Director Financeiro. Adriano Conceição. — O Director-Geral, Orlando Mascarenhas.

MINISTÉRIO DA INDÚSTRIA E ENERGIA

DESPACHO N.º 24/86

1. Ouvido o Ministério das Finanças, aprovo os documentos de Prestações de Contas da **EMPROFAC — Empresa Nacional de Produtos Farmacêuticos, E. P., referentes ao exercício de 1985;**

2. Sejam publicados no *Boletim Oficial* os documentos de Prestação de Contas e o presente despacho.

Ministério da Indústria e Energia, 23 de Outubro de 1986. — O Ministro, *Adão Rocha*.

Empresa Nacional de Produtos Farmacêuticos — E. P.

EMPROFAC

RELATÓRIO E CONTAS DO EXERCÍCIO DE 1985

I — Actividade e políticas de actuação:

De acordo com os princípios que têm norteado a actividade da Empresa, procurou-se durante o ano de 1985, não só assegurar o abastecimento do país em produtos farmacêuticos, e material médico hospitalar sem roturas de stocks, como procurar os melhores preços no mercado internacional afim de poder garantir à população preços acessíveis.

Como acontecimento mais importante do exercício findo, temos a destacar a assinatura de três contratos de fornecimento de medicamentos à República Popular de Angola no valor de cerca de 600.000 dolares.

II — Aprovisionamento:

Afim de se evitar desperdícios na utilização das disponibilidades cambiais, a nossa política de compra teve em consideração os seguintes factores:

— Racionalizar a importação, privilegiando os produtos essenciais.

Distribuir regularmente no tempo e no espaço.

A necessidade de manter um stock de segurança de pelo menos dois meses, de armazenar os produtos recebidos do Governo Italiano e matérias primas e material de embalagem destinados à produção para exportação, obrigou-nos a reforçar a nossa capacidade de armazenagem que é muito limitada, o que resultou extremamente difícil devido à inexistência de armazéns de aluguer, com as características requeridas para a armazenagem de produtos farmacêuticos.

No sentido de diversificar os mercados e também fornecedores, procurou-se alargar as prospecções no exterior, com resultados positivos.

O valor das importações incluindo os donativos do Governo Italiano, atingiram o valor de 113 659,7 contos.

Internamente, a nossa actividade comercial teve alguns pontos fracos devido à dificuldade em abastecer o mercado com alguns produtos de fabrico nacional.

Relativamente aos produtos de importação verificaram-se aumentos de preços em especial nos produtos de venda livre que sofreram na origem aumentos substanciais.

III — Vendas:

O montante global de vendas atingiu 162 629 contos, verificando-se um aumento de 45,56% em relação a 1984, devido não só ao maior volume de vendas a nível nacional (20,8%) mas também ao valor da exportação (24,76%).

IV — Organização e recursos humanos:

Foi reestruturado o Serviço Comercial e foi dada uma nova dinâmica a toda a organização da empresa e estruturado o serviço administrativo do Laboratório de Produção.

A política que orientou a nossa actividade no âmbito dos recursos humanos foi o de incentivar os trabalhadores para a sua participação efectiva na vida da empresa.

Houve um reajustamento salarial em Março de 1985, tendo sido beneficiados alguns trabalhadores com promoções e reclassificações devido ao novo quadro de pessoal aprovado.

Os encargos com o pessoal atingiram o valor de 19 000 contos o que representa 63,1% das despesas de funcionamento do ano.

O número de efectivos em 31 de Dezembro de 1985 era de 94 tendo havido 10 admissões em 1985 e 3 demissões.

No Laboratório de Produção — Secção de Embalamento foram admitidos 58 tafeiros durante a preparação da exportação para Angola.

Dada a importância da valorização dos recursos humanos, alguns trabalhadores participaram em acções de formação levadas a cabo pelo IFAP (gestão de recursos humanos), EMPA (curso para fiéis e conferentes), Centro Cultural Francês (Secretariado) e pela empresa (Reciclagem do Pessoal de Produção).

Foram concedidos empréstimos a trabalhadores com base no Fundo Social.

V — Existências:

O controle de stocks tem-se tornado difícil dada a impossibilidade de prever as datas de entrada dos produtos provenientes de ajuda do Governo Italiano.

VI — Produção:

Apesar das limitadas instalações e insuficiência de pessoal técnico especialmente a nível superior, o Laboratório de Produção conseguiu dar resposta ao fabrico dos medicamentos destinados à exportação, embora tivesse sido exigido um grande esforço a todo o pessoal.

Houve portanto em relação a 1984 um aumento substancial da produção o que poderá ser verificado através dos seguintes dados:

	1984	1985
Comprimidos	7 843 000	65 620 000
Cápsulas	1 028 000	590 000
Xaropes e soluções	10 780 litros	52 293 litros
Pomadas e cremes	865 kg	3 883 kg

Com excepção das cápsulas totalmente utilizadas para consumo nacional, 85% dos produtos fabricados destinaram-se à exportação.

VII — Investimentos:

Durante o ano de 1985, a EMPROFAC investiu 9410,9 contos, havendo a salientar 3 800 contos na construção da Sub-Delegação do Sal, 2 800 contos em equipamentos de Produção e 1 600 contos em material de transporte e equipamento administrativo.

A empresa tem seguido uma política de auto financiamento dos seus investimentos.

VIII — Evolução económica e financeira:

No exercício findo, a empresa apresenta resultados líquidos da ordem dos 24 700 contos o que corresponde a 15,2% do valor das vendas que em relação ao ano anterior sofreu um aumento de 45,56%.

A rentabilidade das vendas sofreu um ligeiro decréscimo em relação a 1984, o que é justificável considerando que, a exportação para Angola foi efectuada a preços concorrenciais com margens mínimas de lucro.

A rentabilidade do capital evoluiu favoravelmente em relação a 1984.

No aspecto financeiro, a empresa durante o exercício findo, teve alguns apertos de tesouraria, devido às elevadas imobilizações em matérias primas e material de embalagem destinadas à fabricação dos produtos para exportação, o que não nos permitiu solver alguns compromissos imediatos com meios próprios. Contudo, tais situações foram ultrapassadas sem problemas de maior.

Através dos rácios financeiros, verificamos que a empresa com uma liquidez geral de 1,49 dispõe de uma situação satisfatória já que se considera o coeficiente 1,5, muito razoável.

Quanto ao rácio de tesouraria — 0,49 — é baixo em relação ao de liquidez geral.

Esta situação é devida ao elevado peso dos stocks e sua lenta rotação, consequência da impossibilidade de controle das remessas recebidas do Governo Italiano e grande volume de matérias primas.

No que diz respeito à autonomia financeira a situação líquida cobre 65,8% do passivo.

Empresa Nacional de Produtos Farmacêuticos — E.P. — Praia, 30 de Junho de 1986. — O Director-Geral, *Judith de Oliveira Lima*.

Balanço analítico em 31 de Dezembro de 1985

1983	1984	Activo	Activo bruto	Provisões, amort. e reint.	Activo liq.	1983	1984	Passivo	Passivo e situação líquida
		Disponibilidades:						Débitos a curto prazo:	
100	102	Caixa	302 000\$00		202 000\$00	—	—	Depósitos a ordem	747 589\$70
2 120,9	3 715,5	Depósitos à ordem	959 060\$31		959 060\$31	—	—	Clientes c/correntes	38 591\$40
2 220,9	3 817,9		1 161 060\$31		1 161 060\$31	488,5	494,6	Clientes c/adiantamentos	25 861\$30
		Créditos a curto prazo:				798	6 864,9	Fornecedores c/correntes	2 328 815\$11
24 131,9	30 431,4	Clientes c/correntes	22 764 365\$90	910 574\$60	21 853 791\$30	2 565,5	8 029,1	Fornecedores c/letras	8 776 647\$10
—	720,0	Clientes c/letras	—		—	17 989,2	17 968,7	Empréstimos bancários	26 137 250\$00
—	—	Clientes estrangeiros	30 369 137\$60	1 214 765\$52	29 154 372\$37	391,8	4 314,4	Sector público estatal	4 658 523\$40
1,6	0,2	Fornecedores c/correntes	—		—	—	8 405,8	Estado c/dividendos	8 005 365\$31
11	296	Empréstimos concedidos	671 585\$20	26 863\$41	644 721\$79	1 190,5	33 504,5	Credores diversos	54 060 284\$06
2 254,1	904,6	Outros devedores e credores	2 067 303\$66	82 695\$74	1 984 697\$92	—	2 656,9	Credores p/ pag. diferidos	2 334 195\$26
26 398,6	32 352,2		55 872 482\$65	2 234 899\$27	53 637 583\$38	8 480	6 508,2	Provisões para imp. s/lucros	6 700 000\$00
		Existências:				31 903,5	87 847,1		113 813 122\$64
51 862,1	91 333,5	Mercadorias	66 731 697\$07		66 731 697\$07	—	—	Débitos a longo prazo:	
993,8	243	Mercadorias em trânsito	9 439 925\$62		9 439 925\$62	17 670,2	13 655,6	Banco de Cabo Verde	9 515 280\$40
662,5	588,9	Processo de merc. em curso	832 522\$94		832 522\$94	—	—		
802,6	653,3	Produtos acabados	4 831 375\$00		4 831 375\$00	49 573,7	101 502,7	Total do passivo	123 328 331\$04
45,2	26,9	Produtos acab. em trânsito	—		—	—	—	Situação líquida	
869,7	1 164	Processos de trab. em curso	7 867 062\$91		7 867 062\$91	—	—	Capital:	
7 294,4	15 633,9	Matérias primas sub. e consumo	29 990 372\$89		29 990 372\$89	10 439,6	10 553	Financiamento básico	12 751 573\$42
1,4	—	Matérias primas em trânsito	—		—	14 000	14 000	Capital estatutário	14 000 000\$00
142,7	333,3	Processo de mat. p. em curso	16 977\$80		16 977\$80	24 439,6	24 553		26 751 573\$42
62 674,4	109 976,8		119 709 934\$23		119 709 934\$23			Reservas:	
		Créditos a médio prazo:						Reserva geral	4 386 133\$00
2 807,2	1 871,7	Clientes	200 165\$80	8 006\$63	192 159\$17	2 941	2 941,1	Reservas p/fund. melhoramentos	3 470 546\$51
		Imobilização corpóreas:				1 470,5	1 470,5	Reservas p/fins sociais	4 483 516\$19
—	7 472,7	Edifícios e outras const.	8 557 752\$80	641 219\$00	7 916 533\$80	2 058,8	2 572,6	Reservas especiais	333 030\$01
10 294,8	10 583	Equip. básico e out. máq.	15 358 575\$67	5 405 992\$24	9 952 583\$43	113,5	3 333	Reservas livres	20 643 395\$16
53,9	69,9	Ferramentas e utensílios	104 126\$87	61 767\$94	42 358\$93	20 643,4	20 643,4	Resultados transitados	36 316 620\$87
1 503,5	3 029,3	Mat. de carga e transportes	3 614 800\$70	1 291 961\$27	2 322 839\$43	27 227,2	30 960,6	Exercícios de 1979, 1981 e 1982	
4 333,1	5 329,2	Equip. adm. soc. e mob. div.	6 519 989\$70	3 673 509\$54	2 846 480\$16	1 977,1	—	Resultados líquidos	22 522 561\$08
14,4	75,5	Taras e vasilhames	256 847\$10	62 777\$02	194 070\$08	—	—	Resultados correntes do exercício	1 238 401\$21
24,6	24,6	Outras imob. corpóreas	26 209\$35	24 604\$37	1 604\$98	18 755,4	20 958,6	Resultados extras do exercício	974 980\$94
16 224,3	26 584,2		34 438 302\$19	11 161 831\$38	23 276 470\$81			Resultados antes impostos	24 735 943\$23
		Imobilizações incorpóreas:						Provisões p/impostos s/lucros	6 700 000\$00
392	392	Trespases	391 961\$40	117 588\$39	274 373\$01	17 255,5	20 873,1	Resultados depois impostos	18 035 943\$23
285,7	189,3	Gastos de inst. e expansão	189 356\$20	154 736\$12	34 620\$08	1 387,2	(325,7)	Total da situação líquida	81 104 137\$52
677,7	581,3		581 317\$60	272 324\$51	308 993\$09	112,7	411,2		
		Imobilizações em curso:							
7 216,6	4 444,9	Obras em curso	5 687 088\$50		5 687 088\$50	8 480	6 508,2		
		Custos antecipados:							
104,6	—	Despesas antecipadas	367 886\$51		367 886\$51	10 275,4	14 450,4		
82,7	14,8	Conservação plurienal	—		—	—	—		
532	314,4	Outros custos plurienal	91 292\$56		91 292\$56	63 919,3	69 964		
722,3	329,2		459 179\$07		459 179\$07				
1 139,7	1 328,3	Total de provisões		2 242 905\$90					
4 309,3	7 162,8	Total de amort. e reint.		11 434 155\$89					
5 449	8 491,1								
113 493	171 466,7	Total do activo	218 100 530\$35	13 677 061\$79	204 432 468\$56	113 493	171 466,7	Total do passivo e sit. líquida	204 432 468\$56

Demonstração dos resultados líquidos em 31 de Dezembro de 1985

Existências iniciais:									
Mercadorias	88 237 992\$15								
Mat. primas sub. e de consumo...	15 967 220\$64	104 205 212\$79							
Compras:									
Mercadorias	70 062 524\$50								
Mat. primas sub. e de consumo.	43 597 165\$16	113 659 689\$66							
Existências finais:									
Mercadorias	77 004 145\$63								
Mat. primas sub. e de consumo.	30 007 350\$60	(107 011 496\$32)							
Custo das exist. vend. e consumid.									
Mercadorias	81 296 371\$02								
Mat. primas sub. e de consumo...	29 557 035\$11	110 853 406\$13							
Sub-contratos	1 593\$60								
Forneciment. e serv. de terceiros.	8 895 423\$80								
Impostos indirectos	713 142\$10	9 610 159\$50	120 463 565\$63						
Despesas com o pessoal	19 023 343\$20								
Despesas financeiras	980 914\$10								
Outras despesas e encargos ...	533 503\$73	20 537 761\$03							
Amort. e reint. do exercício ...	4 743 764\$01								
Provisões do exercício	1 288 139\$44	6 031 903\$45	26 569 664\$48						
Resultados extraord. do exercício.		182 643\$72	147 033 230\$11						
Resultados e exercícios anteriores.		6 047 016\$53	6 229 660\$25						
Provisões para impostos s/lucros.			6 700 000\$00						
Resultados líquidos			18 035 943\$23						
			177 998 833\$59						
Vendas de mercadorias e produtos:									
Por grosso:									
Mercadorias	71 995 604\$65	79 905\$20	71 915 699\$45						
Produtos acabados	6 913 056\$65	—\$—	6 913 056\$65						
	78 908 661\$30	79 905\$20	78 828 756\$10						
Expo. tação:									
Produtos acabados	27 627 785\$89	—\$—	27 627 785\$89						
A. retalho:									
Mercadorias	53 278 355\$72								
Produtos acabados	2 894 080\$28	—\$—	56 172 436\$00	162 628 977\$99					
Variação de produção:									
Existências finais:									
Produtos acabados	4 831 275\$00	—\$—							
Produtos e fab. em curso ...	7 867 062\$91	—\$—	12 698 437\$91						
Existências iniciais:									
Produtos acabados	4 580 731\$08	—\$—							
Produtos em trânsito	26 919\$96	—\$—							
Produtos e fab. em curso ...	1 163 973\$67		(5 771 624\$71)						
Aumento/redução da produção:									
Produtos acabados	250 643\$92								
Produtos em trânsito	(26 919\$96)								
Produtos e trab. em curso	6 703 089\$24		6 926 813\$20	6 926 813\$20					
Resultados extraord. do exercício.			1 421 044\$93	169 555 791\$19					
Resultados de exerc. anteriores...			7 021 997\$47	8 443 042\$40					
				177 998 833\$59					

O Responsável da Contabilidade, *Maria de Monte Lima*. — O Director Financeiro, *Alberto M. M. Coutinho*. — O Director-Geral, *Judith de Oliveira Lima*.

Demonstração de resultados líquidos por sectores em 1985

	Sede	D.R.B.	F.H.P.	F.H.S.V.	P.V.A.	P.V.E.	P.V.F.	P.V.R.G.	P.V.B.	Laboratório	Totais
Existência inicial:											
Em armazém	46 132 333\$94	35 013 412\$68	1 642 352\$08	1 827 496\$60	569 625\$18	1 133 801\$82	432 224\$96	654 870\$40	—	15 633 946\$05	103 040 063\$71
Em trânsito	27 855\$10	—	—	22 143\$30	—	—	90 657\$60	102 308\$90	—	—	242 964\$96
Processos em curso	213 249\$05	375 660\$54	—	—	—	—	—	—	—	333 274\$59	923 284\$18
Compras	36 733 853\$20	5 895 928\$51	9 368 370\$15	9 298 865\$46	1 758 114\$26	2 936 149\$37	1 384 788\$61	2 108 513\$47	577 941\$47	43 597 165\$16	113 659 689\$66
Existências finais:											
Em armazém	41 730 964\$80	19 574 175\$30	1 502 194\$42	1 640 236\$60	356 197\$77	657 957\$50	410 994\$40	579 991\$00	279 085\$28	29 990 372\$89	96 722 069\$96
Em trânsito	9 439 925\$62	—	—	—	—	—	—	—	—	(37 771\$40)	9 402 154\$22
Em curso	832 522\$94	—	—	—	—	—	—	—	—	54 749\$20	887 272\$14
Custo exist. e consum. ...	31 103 977\$93	21 710 826\$43	9 508 527\$81	9 508 268\$76	1 971 541\$67	3 411 993\$69	1 496 676\$77	2 285 701\$77	298 856\$19	29 557 035\$11	110 853 406\$13
Diferença custo armazém ...	—	—	3 761 409\$64	3 497 849\$18	799 691\$88	1 392 432\$80	619 315\$19	864 530\$49	122 414\$47	—	11 057 643\$65
Subcontratos	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1 593\$60	1 593\$60
Fornec. e serv. de terceiros	1 751 875\$14	678 303\$34	368 336\$02	225 444\$30	82 196\$85	185 888\$13	73 102\$49	135 462\$76	57 231\$37	5 337 583\$40	8 895 423\$80
Impostos indirectos	353 226\$80	226 925\$90	26 463\$80	40 060\$80	248\$00	7 041\$40	1 153\$10	341\$50	1 710\$80	55 970\$00	713 142\$10
Despesas c/o pessoal	5 890 329\$70	4 098 197\$78	1 870 527\$11	1 440 733\$02	346 318\$65	557 905\$76	376 964\$55	373 336\$62	138 798\$50	3 930 231\$50	19 023 343\$20
Despesas financeiras	557 374\$90	380 501\$20	22 640\$00	17 255\$00	401\$50	260\$00	210\$00	1 981\$50	290\$00	—	980 914\$10
Outras desp. e encargos ...	206 668\$96	75 251\$50	15 250\$00	22 213\$00	—	154\$90	—	—	3 100\$00	210 865\$37	533 503\$72
Sub-total I	39 863 453\$43	27 170 006\$15	15 573 154\$39	14 751 824\$06	3 200 398\$55	5 555 676\$68	2 567 422\$10	3 661 354\$64	622 401\$33	39 093 278\$98	152 058 970\$31
Amort. e reint. do exercício	933 476\$66	672 753\$06	73 612\$96	55 559\$16	10 545\$02	23 486\$07	8 781\$90	75 290\$41	6 887\$65	2 883 371\$12	4 743 764\$01
Provisões do exercício ...	36 686\$96	36 686\$96	—	—	—	—	—	—	—	1 214 765\$52	1 288 139\$44
Sub-total II	970 163\$62	709 440\$02	73 612\$96	55 559\$16	10 545\$02	23 486\$07	8 781\$90	75 290\$41	6 887\$65	4 098 136\$64	6 031 903\$45
Total dos custos	40 833 617\$05	27 879 446\$17	15 646 767\$35	14 807 283\$22	3 210 943\$57	5 579 162\$75	2 576 204\$00	3 736 645\$05	629 288\$98	43 191 415\$62	158 090 873\$76
Vendas de mercadorias ...	41 805 175\$24	30 110 524\$21	17 851 567\$55	17 345 013\$40	3 765 919\$38	6 628 569\$53	2 909 699\$40	4 200 399\$81	577 186\$65	37 434 922\$82	162 628 977\$99
Dif. nas vendas p/ grosso ...	6 695 263\$98	4 362 379\$67	—	—	—	—	—	—	—	—	11 057 643\$65
Variação de existências ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6 926 813\$20	6 926 813\$20
Result. extras do exercício	759 652\$99	490 172\$03	(30 274\$90)	(9 475\$50)	(38 955\$18)	2 610\$73	(5 481\$70)	(5 528\$60)	(13 660\$28)	89 341\$62	1 238 401\$21
Result. exerc. anteriores ...	425 158\$74	482 058\$97	40 966\$80	64 966\$80	15 407\$70	15 407\$70	318\$78	—	—	(69 304\$55)	974 980\$94
Total dos proveitos	49 685 250\$95	35 445 134\$88	17 862 259\$45	17 400 504\$70	3 742 371\$90	6 646 587\$96	2 904 536\$48	4 194 871\$21	563 526\$37	44 381 773\$09	182 826 816\$99
Resultados antes impostos ...	8 851 633\$90	7 565 688\$71	2 215 492\$10	2 593 121\$48	531 428\$33	1 067 425\$21	328 332\$48	453 226\$16	(65 762\$61)	1 190 357\$47	24 735 943\$23
Impostos s/lucros	2 521 315\$00	2 521 315\$00	532 967\$88	611 463\$74	410 969\$27	213 448\$10	73 135\$86	105 895\$36	—	—	6 700 000\$00
Resultados depois impostos	6.330 318\$90	5 044 373\$71	1 682 524\$22	1 981 657\$74	120 459\$06	853 977\$11	255 196\$62	352 330\$80	(65 762\$61)	1 190 375\$47	18 035 943\$23

Demonstração dos resultados extraordinários do exercício — 1985

Débitos		Créditos	
Outras Perdas Extraordinárias.		Reposição e anulação de Provisões	373 542\$30
Perdas anormais em existências... ..	122 706\$64	Outros ganhos Extraordinarios:	
Donativos e Quot. não obrigat.	20 000\$00	Ganhos anormais em existências... ..	573 110\$98
Perdas extraord. especificadas	39 937\$68	Mais Valia, em Imob. Corpóreas... ..	24 946\$40
Resultados Extraord. do Exercício		Dif. Câmbio Favoráveis ...	376 596\$28
		Ganhos Extraord. não especificados	72 848\$97
			1 047 502\$63
Totais	1 421 044\$93	Totais	1 421,044\$93

Praia, 31 de Março de 1986. — O Responsável da Contabilidade, *Maria de Monte Lima*. — O Director Financeiro, *Alberto M. M. Coutinho*. — O Director Geral, *Judith de Oliveira Lima*.

Demonstração de resultados de Exercício Anteriores — 1985

Débitos		Créditos	
Impostos sobre os lucros	5 758 980\$00	Utilização de Prov. p/Impostos s/Lucros ...	5 758 980\$00
Outras Perdas Imputáveis a exercícios anteriores... ..	288 036\$53	Excesso de Prov. p/Impostos s/Lucros ...	749 250\$10
Resultados de exercícios anteriores	974 980\$94	Outros ganhos Imp. a exercício anteriores ...	513 767\$37
Totais	7 021 997\$47	Totais	7 021 997\$47

Praia, 31 de Março de 1986. — O Responsável da Contabilidade, *Maria de Monte Lima*. — O Director Financeiro, *Alberto M. M. Coutinho*. — O Director Geral, *Judith de Oliveira Lima*.

Mapa comparativo de balanço de 1984 e 1985

Grupo I	1985		1984		Variações		Grupo II	1985		1984		Variações	
	Activo	Passivo e sit. liq.	Activo	Passivo e sit. liq.	+	-		Activo	Passivo e sit. liq.	Activo	Passivo e sit. liq.	+	-
Disponibilidades:							Frovisões.						
Caixa	202		102		100	—	Para cob. duvidosa ...	2 242,9		1 328,3		914,6	
Depósitos à ordem ...	959		3.715,5		—	2.756,5	Para imp. s/lucros ...	6 700,0		6 508,2		191,8	
	1.161		3.817,5		100	2.756,5		8 942,9		7 836,5		1.106,4	
Créditos a curto prazo:							Créditos a médio prazo:						
Clientes c/correntes ...	22.764,4		30 431,4			7.667	Clientes	200,2		1 871,7		1.671,5	
Clientes c/letras	—		720			720	Débitos a médio prazo:						
Clientes estrangeiros ...	30.369,1		—		30.369,1	—	Empréstimos bancários...	9 515,2		13 655,6		4.140,4	
Fornecedores c/correntes	—		0,2			0,2	Imobilizações.						
Empréstimos concedidos	671,6		296			375,6	Corpóreas	34.436,3		26 584,2		8.114,6	260,5
Outros devedores	2.067,4		904,6			1.162,8	Incorpóreas	581,3		561,3		—	—
Despesas antecipadas ...	367,9		—			367,9	Em curso	5.687,1		4 444,9		1.242,2	
	56 240,4		32.352,2		32.275,4	8.387,2	Conservação Plurimal ...	1.213,8		1 213,8		—	—
Débitos a curto prazo:								41.920,5		32 824,2		9.356,3	260,5
Depósitos à ordem ...		747,6	—		—	747,6	Amort. e reintegrações...	12 556,7		8,047,4		4.509,3	
Clientes c/adiantam. ...		25,9	—		—	—	Capital e reservas:						
Fornecedores c/corrente		2.328,8	494,6		468,7	—	Financiamento básico ...	12 751,6		10 553		2.198,3	
Fornecedores c/letras ...		8.776,6	6.864,9		4 536,1	—	Capital	4 000,0		14 000		—	
Empréstimos bancários.		26.137,2	3.029,1		—	747,5	Reserva estatutária	12 540,2		6.994,2	1.089,1	6,445	
Sector público estatal ...		4.658,5	17.068,7		—	9.068,5	Reserva especiais	3 333,0		3.333,0		—	
Credores diversos		54.083,8	4.314,4		—	344,1	Reservas livres	20 643,4		20 643,4		—	
Credores p/pag. d.f. ...		2.310,7	33.504,5		—	20.579,3		63 068,2		55.513,7	1.089,1	8.643,6	
Estado c/dividendos ...		8.005,4	2.656,6		346,1	—	Resultados do exercício ...	18.055,9		14.450,4		3.585,5	
Clientes c/correntes ...		38,6	8.405,8		403,1	—							
		107.113,1	81.336,3		5.751,3	31.525,6	Total dos grupos I e II ...	219.232,0	219 232,0	180.842,4	180.842,4	83.182,7	83.182,7
Existências:													
Mercadorias em armazém	66.731,7		87.406,2		—	20.674,5							
Mercadorias em trânsito	9.432,1		243		9.159,1	—							
Processos em curso ...	887,3		922,1		—	34,8							
Produtos acabados ...	4.831,4		4.580,7		250,7	—							
Prod. e trab. em curso.	7.867		1.164		6.703	—							
Prod. acab. em trânsito	—		26,9		—	26,9							
Matérias primas	29.990,4		15.633,9		14.356,5	—							
	119 769,9		109.976,6		50.469,3	20.736,2							

Mapa de origem e aplicação de fundos

Exercício de 1985

Origem de fundo		Aplicação de fundos	
Internas:		Distribuição:	
Resultados Líquidos	18.035,9	For aplicação de resultados	8.305,4
Amort. e Reint. do exercício	4.743,8	Por aplicação de reservas... ..	1.089,1e
Variação de Provisões... ..	1.106,4	Para fins sociais	9.094,5
	23.886,1		
Externas:		Movimento financeiro de médio e longo prazo:	
Aumento da Sit. Líquida:		Redução de débitos a médio prazo.	
Aumento do Financiamento Básico..	2.198,6	4.140,4	4.140,4
Movimento Financeiro a Médio e Longo Prazo:		Investimentos:	
Redução dos Créditos a Médio Prazo.	1.671,5	Edifícios	—
	1.671,5	Equipamento básico	4.902,9
Desinvestimentos:		Ferramentas e utensílios	34,2
Material de Transporte	26,1	Material de transporte... ..	431,-
Obras em Curso	54	Equip. administrativo	771,6
	80,1	Taras e vasilhame	181,4
		Outras imob. corpóreas	1,6
		Obras em curso	3.088,1
		Aumento dos fundos circulantes ..	5.190,5
	27.836,3		27.836,3

Variação dos elementos dos fundos circulantes

Activas		Passivas	
Aumento das existências:		Diminuição de existências:	
Mercadorias em trânsito	9 159,1	Mercadorias em armazém	20 674,5
Produtos acabados... ..	250,7	Processos em curso	34,8
Prod. e trab. em curso... ..	6 703	Prod. acabados em trânsito	26,9
Matérias primas	14 365,5		20 736,2
	30 469,3	Redução de créditos a curto prazo:	
Aumento de créditos a curto prazo:		Clientes c/corrente	7 637
Clientes estrangeiros c/corrente ...	30 369,1	Clientes c/letra	720
Empréstimos concedidos	375,6	Fornecedores c/corrente	0,2
Outros devedores	1 162,8		8 387,2
Despesas antecipadas	367,9	Aumento de débitos a curto prazo:	
	32 275,4	Depósitos à ordem	747,6
Redução de débitos a curto prazo:		Clientes c/corrente	38,6
Clientes c/adiantamentos	468,7	Fornecedores c/letras... ..	747,5
Fornecedores c/corrente	4 536,1	Empréstimos bancários	9 068,5
Credores por pag. diferidos	346,1	Sector público estatal	344,1
Estado c/dividendos	400,4	Credores diversos	20 579,3
	5 751,3		31 525,6
Aumento de disponibilidades:		Diminuição de disponibilidades:	
Caixa... ..	100	Depósitos à ordem	2 756,5
	100		2 756,5
		Aumento de fundos circulantes	5 190,5
	68 596		68 596

I — Balanço:

Para uma melhor compreensão e apreciação dos números do Balanço apresentado, faz-se a seguir o desenvolvimento de algumas contas.

Activo:

1 — Disponibilidade:

Caixa:

Caixa Sede	150 000\$00	
Caixa Delegação do Mindelo	30 000\$00	
Caixa Farmácia Higiene da Praia	10 000\$00	
Caixa Farmácia Higiene de S. Vicente	10 000\$00	
Caixa Laboratório de Produção	2 000\$00	202 000\$00

Depósito à ordem:

Mindelo	395 542\$31	
Sal... ..	98 441\$10	
Ribeira Grande	274 032\$80	
S. Filipe	100 994\$10	958 070\$31

2 — Créditos a curto prazo:

Clientes c/correntes:

Direcção Geral de Farmácia	15 248 965\$20	
Farmácias privadas	2 683 994\$90	
Privados e empresas estatais	4 301 189\$80	
Entidades públicas estatais,	530 216\$00	
Angoméica — Luanda	30 369 137\$93 a)	53 133 503\$79

a) — Correspondente a US\$ 333 726\$79 ao câmbio de 91\$00 ECV.

Empréstimos concedidos:

Refere-se a empréstimos a pessoal

Outros devedores:

Pessoal... ..	417 086\$95	
Despachante	987\$00	
B. C. V. c/cauções	146 055\$00	
Depósitos de garantia	22 968\$00	
Reclamações de seguro	204 288\$00	
Devedores diversos	1 276 09\$61	2 067 393\$66

3 — Existências:

Manteve-se o mesmo critério de valorimetria.

As existências registaram na sua totalidade um ligeiro aumento em relação a 1984 e, pela análise comparativa verifica-se que:

- a) — As mercadorias sofreram um ligeiro decréscimo de cerca de 13,1%;
- b) — As matérias primas registaram um aumento de cerca de 91,8%;

c) — Os trabalhos em curso de fabrico registaram uma variação positiva de cerca de 575,97%.

Os aumentos verificados nas matérias primas e trabalhos em curso de fabrico devem-se principalmente ao facto de estar em preparação o saldo da encomenda da República Popular de Angola.

4 — Créditos a médio prazo:

Refere-se ainda ao saldo do fornecimento feito em 1983 à Direcção Geral de Farmácia.

5 — Imobilizações:

Os aumentos encontram-se evidenciados no mapa de variação de imobilizado em anexo.

O aumento verificado na sub-conta de edifícios e outras construções refere-se a parte das despesas de adaptação das instalações da Delegação do Mindelo que por lapso não foram transferidos em 1984.

As imobilizações em curso referem-se à construção do edifício da sub-delegação dos Espargos-Sal.

Passivo:

6 — Débitos a curto prazo:

Depósito à ordem:

O saldo foi originado emissão de um cheque de cerca de 3 000 contos em 31 de Dezembro, destinado a liquidação do frete Praia-Luanda, referente à primeira remessa do nosso fornecimento de medicamentos à Angoméica, U.E.E. Clientes:

O saldo em conta corrente refere-se a créditos por devoluções.

A conta adiantamentos refere-se a saldo de pagamento feito pela Médica Internacional por fornecimento à Direcção Geral de Farmácia.

Fornecedores:

Contas Correntes

O saldo refere-se a fornecimento a serem liquidados no decorrer do primeiro trimestre de 1986, destacando-se nesse montante o saldo em dívida à Labesfal — Laboratórios Almiro no valor de ECV 1 667 550\$89.

Letras a pagar:

O saldo refere-se a aceites com vencimentos em:

Janeiro	630 151\$49	
Fevereiro... ..	232 840\$20	
Março	6 522 671\$27	
Abril... ..	1 390 984\$14	8 776 647\$10

Empréstimos bancários:

Livranças à vista	21 178 250\$00 b)	
Livranças a prazo	4 959 900\$00	26 137 250\$00

b) — Inclui ECV 18 500 000\$00 a liquidar após o recebimento da exportação para a República Popular de Angola.

Sector público estatal:

Impostos e outras obrigações legais a liquidar em Janeiro/86	804 983\$90	
Contribuição Industrial (3.º e 4.º trimestres de 1984)	1 994 154\$50 c)	
Imposto complementar 2.ª prestação de 1984)	1 859 385\$00 c)	4 658 523\$40

c) — A respectiva liquidação está programada para o 2.º trimestre de 1986.

Estado c/dividendos:

Nossa contribuição para o Tesouro e referente aos resultados de 1984.

De notar que o valor correspondente à nossa contribuição referente a 1983 no montante de ECV 3 405 772\$60 que, por recomendação do Camarada Ministro das Finanças se deveria fazer em simultâneo com a regularização da situação devedora da Direcção Geral de Farmácia (Reforço c/e 1983 e parte do orçamento Extraordinário de 1982) foi transferido a crédito da Secretaria de Estado de Finanças, aguardando tal regularização.

Essa atitude baseou-se no facto desse valor estar a provocar um empolamento fictício do montante quer dos direitos quer das obrigações da Empresa.

Credores diversos:

Remunerações a pagar ...	372 694\$60	
Sindicatos ...	3 585\$50	
Credores por pagtos diferidos ...	2 334 195\$26	
Secretaria de estado de Finanças (donativo da itália) ...	50 898 329\$73	
Pessoal ...	218 196\$53	
Despachante ...	72 915\$00	
Credores diversos...	2 494 562\$70	56 394 479\$32

7 — Débitos a longo prazo:

Saldo do emp. de 1981 ...	6 536 358\$00	
Saldo do emp. de 1984 ...	2 978 850\$40	9 515 208\$40

Situação líquida:

8 — Financiamento básico:

Esta conta de capital sofreu um aumento de ECV 2 198 545\$10 por contrapartida de Imobilizações Corpóreas respeitante a ofertas em máquinas das seguintes entidades:

Médico internacional ...	1 987 666\$10 d)	
Iber farmaco ...	120 879\$70 d)	
Laboratório labesfal ...	90 000\$00 e)	2 198 545\$10

d) — Máquinas para o laboratório de produção de medicamentos.

e) — Equipamentos administrativo.

9 — Reserva para fins sociais:

Foram utilizados durante o ano de 1985 ECV 1 089 023\$00 para cobertura das despesas com a festa de Natal para os filhos dos empregados e subsídio de Natal dos Trabalhadores.

10 — Resultados líquidos:

Encontra-se em evidência através do mapa de distribuição anexo ao Balanço.

III — Análise do balanço:

Em face do que foi exposto e para apresentação do Balanço para efeito de apreciação e análise, fazem-se as seguintes correcções:

— Disponibilidades:

Depósitos à ordem ...	959,1	
Dedução da situação passiva...	(747,6)	211,5

— Créditos a curto prazo:

Clientes — balanço ...	51 008,2	
Adiantamento de clientes...	(25,9)	
Cobrança do cred. a m. p. em 1985 ...	192,2	51 174,5

— Existências:

Mercadorias ...	77 004,1	
Prod. acab. e semi-acabados ...	12 698,4	
Mat. primas sub. e de consumo.	30 007,4	119 709,9

— Imobilizado:

Corpóreo ...	23 296,5	
Trespases ...	274,4	
Obras em curso ...	5 687,1	29 236

— Débitos a curto prazo:

Balanço...	113 813,2	
Depósitos à ordem ...	(747,6)	
Clientes c/adiantamentos...	(25,9)	
Parcela emprest. a longo prazo.	3 931,3	116 971

— Débitos a longo prazo:

Balanço ...	9 515,2	
Montante a pagar em 1986 ...	(3 031,3)	5 583,9

— Situação líquida:

Deduções:

Gastos de inst. e exp. ...	34,6	
Despesas antecipadas ...	367,9	
Outros custos plurienais ...	91,2	493,7

O balanço corrigido para efeitos de análise financeira passa a ser o seguinte:

Activo:

1 — Disponibilidades:

Caixa...	202	
Depósitos à ordem ...	211,5	413,5

2 — Créditos a curto prazo:

Clientes ...	51 174,5	
Outros créditos ...	2 629,4	53 803,9

3 — Existências:

Mercadorias ...	76 171,6	
Proc. compras em curso ...	832,5	
Prod. acabados e semi-acabados.	12 698,4	
Mat. primas, subs. e de cons. ...	29 952,7	
Proc. compras em curso ...	54,7	119 709,9

4 — Imobilizado técnico:

	29 238	
--	--------	--

Passivo:

5 — Débitos a curto prazo:

116 971

6 — Débitos a médio e longo prazo...

5 583,9

Total do passivo ...

122 554,9

Situação líquida:

Financiamento básico...	12 751,6	
Capital estatutário ...	14 000	
Reservas ...	36 316,6	
Resultados ...	18 035,9	
	81 104,1	
Deduções à sit. líquida ...	(493,7)	80 610,4
Total do passivo e situação líquida ...		203 165,3

Quadros de comparação de balanços sucessivos

últimos «três anos»

	1983	1984	1985	%	%	%
Activo:						
Disponíveis	2 221	3 817,4	413,5	2	3	0,2
Realizável a c. prazo	25 343	22 198,4	53 803,9	22,6	17,1	26,5
Valores de exploração... ..	62 186	77 652,1	119 709,9	55,4	59,8	58,9
Capital circulante	89 750	103 667,9	173 927,3	80	79,9	85,6
Realização a médio prazo	2 723	1 796,8		2,4	1,4	
Imobilizado técnico	19 788	24 374,5	29 238	17,6	18,7	14,4
Activo total	112 261	129 839,2	203 165,3	100	100	100
Passivo e situação líquida:						
Exigível a curto prazo	35 104	50 627,3	116 971	31,3	39	57,6
Exigível a longo prazo	13 981	9 515,2	5 583,9	12,4	7,3	2,7
Passivo	49 085	60 142,5	122 554,9	43,7	46,3	60,3
Capital próprio	63 919	69 964	81 104,1	56,9	53,9	39,9
Deduções à sit. líq.	(743)	(402,3)	(493,7)	(0,6)	(0,3)	(0,2)
Aumentos à sit. líq.		135	—	—	0,1	—
Situação líquida	63 176	69 696,7	80 610,4	56,3	53,7	39,7
	112 261	129 839,2	203 165,3	100	100	100
Capital permanente	77 157	79 211,9	86 194,3	68,7	61	42,4
Fundo maneo líquido... ..	54 646	53 040,6	56 956,3	48,7	40,9	28
Cash flow líq.	13 849	18 361,4	24 067,8			

Rentabilidade do capital:

	1983	1984	1985			
Antes de impostos				29,3%	30%	30,7%
Depois de impostos				16,8%	20,7%	22,37%
Rentabilidade das vendas				16,67%	18,75%	15,21%

Equilíbrio financeiro:

Liquidêz imediata	0,79	0,51	0,46
Liquidêz geral	2,56	2,05	1,49
Prazo médio de cobranças	2,5 m	2,06m	3,76m
Prazo médio de pagamentos.	5,6 m	5 m	9,3 m
Rotação de stocks	1,2	1,04	1,36
Rotação dos capitais próprios.	1,8	1,8	2,02
Solvabilidade geral	1,287	1,159	0,658

Análise Económica:

Verificou-se uma alteração que podemos considerar significativa, na estrutura económica da empresa, mas justificada conforme desenvolvimento atrás feito, especificadamente nas contas de disponibilidades — depósito à ordem, créditos a curto prazo — clientes e de existências — matérias primas.

Lógicamente essa alteração teve o seu reflexo no exigível a curto prazo.

Cobertura do imobilizado:

Análise financeira:

Em relação aos capitais próprios	3,2	2,86	2,76
Em relação aos capitais permanentes	3,9	3,3	2,95

Os rácios financeiro vêm afectados pelo que se disse atrás.

O grau de liquidêz da Empresa sofreu sensível alteração, mas mantém-se a regra do equilíbrio financeiro.

Cobertura do imob. + existências:

Conclusão:

Em relação dos capitais próprios	0,77%	0,68%	0,54%
Em relação aos capitais permanentes	0,94%	0,77%	0,57%

Da sucinta apreciação do balanço se conclui que, apesar de se avizinharem algumas dificuldades de tesouraria, a empresa continua a evoluir favoravelmente.

O nosso lançamento para o mercado exterior e o rápido crescimento da Empresa são as origens da situação actual

Cobertura do activo total:

Em relação aos capitais próprios	0,56%	0,54%	0,40%
Em relação aos capitais permanentes	0,69%	0,61%	0,42%
Rentabilidade:			

Se considerarmos, entretanto, que da dívida referente aos produtos recebidos da Itália somente cerca de 20% se tornaram exigíveis, os próprios rácios de tesouraria sofrerão alteração positiva.

Praia, 31 de Março de 1986 — O Director — Financeiro, Alberto Melo Monteiro Coutinho. — Técnico de contas.

Direcção-Geral das Alfândegas de Cabo Verde

Mapa das receitas cobradas no período de Janeiro a Agosto de 1986, comparadas com a respectiva previsão orçamental, elaborada nos termos dos artigos 509.º e 510.º do Estatuto Orgânico das Alfândegas.

Designação das receitas	Cobranças						Previsão orçamental	Diferenças	
	Jan.º a Agosto 1983	Jan.º a Agosto 1984	Jan.º a Julho 1985	Jan.º a Julho 1986	Agosto 1986	Jan.º a Agosto 1986		Para mais	Para menos
Direitos de importação	197 304 891\$40	236 221 562\$30	238 617 045\$60	308 042 935\$80	44 777 622\$10	352 820 557\$90	273 333 333\$30	79 487 224\$60	—\$—
Direitos de exportação	915 871\$50	1 028 609\$70	1 715 544\$80	2 577 843\$60	30 322\$00	2 608 165\$60	1 333 333\$30	1 274 832\$30	—\$—
Taxa esp. de armaz. de combustíveis	243 399\$10	344 239\$00	374 823\$50	205 451 \$90	4 199\$00	209 650\$90	366 666\$70	—\$—	157 015\$80
Imposto de selo	1 674 888\$00	1 895 535\$50	1 867 116\$40	2 501 363\$90	304 267\$10	2 805 631\$00	2 133 333\$40	672 297\$60	—\$—
Imp. de cons. de tab. manipulado	14 390 879\$50	13 039 725\$10	14 209 513\$80	18 200 661\$50	2 748 172\$00	20 948 834\$50	16 666 666\$70	4 623 711\$70	—\$—
Fundo de protec. aperf. do tabaco	993 424\$40	1 374 511\$30	701 387\$00	341 544\$90	—\$—	341 544\$90	—\$—	—\$—	—\$—
Imp. de cons. de gas. e oleos combusti- veis — D. L. 1666	161 700\$00	168 000\$00	100 800\$00	56 000\$00	—\$—	56 000\$00	150 666 666\$60	53 267 090\$50	—\$—
Imp. de consumo D. L. 1632	90 793 735\$50	130 667 088\$00	135 477 180\$80	178 161 428\$10	25 715 329\$00	203 877 757\$10	—\$—	—\$—	—\$—
Imposto de tonelagem	946 640\$20	969 504\$60	755 432\$50	751 211\$80	92 857\$60	844 069\$40	866 666\$70	—\$—	22 597\$30
Imposto do comércio marítimo	—\$—	—\$—	135\$90	233\$60	—\$—	233\$60	133 333\$30	—\$—	133 099\$70
Armazenagens e outras receitas	174 406\$10	729 440\$20	121 165\$10	656 456\$90	3 675\$00	660 131\$90	100 000\$00	560 131\$90	—\$—
Taxa do tráfego aduaneiro	413 144\$10	353 780\$80	200 317\$90	177 981\$70	18 069\$00	196 050\$70	273 333\$30	—\$—	77 282\$60
Emols. gerais aduaneiros	118 307 695\$80	135 952 617\$50	134 243 170\$20	150 891 502\$50	19 657 460\$20	170 548 962\$70	153 333 333\$40	17 215 629\$30	—\$—
Emolumentos sanitários	6 578\$00	7 898\$00	7 163\$40	6 433\$60	1 284\$80	7 718\$40	6 666\$70	1 051\$70	—\$—
Rendimento do selo de assistência	1 877 718\$00	2 358 424\$60	2 462 658\$10	2 077 299\$00	223 020\$40	2 300 319\$40	2 886 666\$70	—\$—	586 347\$30
Emolumentos pessoais aduaneiros	10 953 483\$10	12 318 610\$70	12 315 502\$00	13 415 149\$30	1 834 123\$00	15 249 272\$30	13 733 333\$30	1 515 939\$00	—\$—
Multas diversas	611 273\$00	1 835 923\$16	1 354 199\$90	1 473 914\$90	170 618\$00	1 644 532\$90	1 666 666\$60	—\$—	22 133\$70
Juros de móra	5 600\$80	121 090\$40	48 306\$60	138 507\$80	410\$00	133 917\$80	6 666\$70	132 215\$10	—\$—
Taxa de 4% Portaria 14/81	688 101\$00	802 156\$00	653 345\$00	522 820\$00	—\$—	522 820\$00	666 666\$60	—\$—	143 846\$60
Publicações e impressos	7 857 251\$70	16 365 111\$80	6 461 347\$50	7 925 941\$60	700 151\$70	8 626 093\$30	5 600 000\$00	3 026 093\$30	—\$—
Total	143 325 281\$20	546 553 328\$60	551 686 246\$00	688 124 682\$40	96 282 580\$90	784 407 263\$30	623 773 333\$30	161 776 253\$00	1 142 323\$00

Direcção-Geral das Alfândegas, na Praia, 31 de Outubro de 1986. — O Encarregado do Serviço, **Heldeberto Elisio de A. Ribeiro**, 3.º oficial — O Chefe da 2.ª Secção, **Manuel Justiniano Vieira Leda**, reverificador-chefe — Visto. — Pel' O Director-Geral, **Daniel Andrade Sousa**, director das Alfândegas.